



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 8 AOUT 1914.

Nominations

No 186—Elec.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Nomination de deux commissaires d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en conseil en date du 31 juillet 1914, de nommer MM. J.-B. Roy, commis-voyageur, et Théodule Olivier, ouvrier, commissaires d'écoles pour la municipalité de Beauharnois (ville), dans le comté de Beauharnois. 3585

Québec, 1er août 1914.

Avis est par le présent donné que le 31 juillet 1914, il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de nommer MM. Uldéric Fortier, cultivateur; Honoré Gratton, cultivateur; J. N. Dumoulin, agent; Adolphe Trudel boucher; Edmond Durocher, médecin-vétérinaire, conseillers de la municipalité du village de Sainte-Scholastique, comté de Deux-Montagnes, en vertu des dispositions de l'article 341 du Code Municipal. 3571

No 852—Elec.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Nomination de deux commissaires d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en conseil en

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 8th AUGUST, 1914.

Appointments

No. 186—Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Appointment of two school commissioners.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased by order in council bearing date the 31st July, 1914, to appoint Messrs. J.-B. Roy, commercial-traveller, and Théodule Olivier, workman, school commissioners for the school municipality of Beauharnois (town), in the county of Beauharnois. 3586

Quebec, 1st August, 1914.

Notice is hereby given that on the 31st July, 1914, His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased to appoint Messrs. Uldéric Fortier, farmer; Honoré Gratton, farmer; J. N. Dumoulin, agent; Adolphe Trudel, butcher; Edmond Durocher, veterinary surgeon, councillors of the municipality of the village of Sainte Scholastique, county of Two Mountains, pursuant to the provisions of article 341 of the municipal code. 3572

No. 852—Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Appointment of two school commissioners.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council bearing date

date du 31 juillet 1914, de nommer MM. Henri Hogue et Joseph C. Perrault, constructeurs, commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Jean-de-la-Croix, dans le comté de Mont-réal-Dorion. 3573

No 240-Elec.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Nomination d'un commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en conseil en date du 28 juillet 1914, de nommer M. Edéas Beauvais, commissaire d'écoles pour la municipalité de Sainte-Brigide, dans le comté d'Iberville.

No 420-Elec.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Nomination de deux commissaires d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en conseil, en date du 28 juillet 1914, de nommer MM. A.-J. Millier, médecin, et Arthur Landry, entrepreneur, commissaires d'écoles pour la municipalité de la Côte Visitation, dans le comté de Maisonneuve.

No 1477-Elec.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Nomination de deux commissaires d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en conseil en date du 28 juillet 1914, de nommer MM. Xavier Proulx, journalier, et Alfred Hardy, journalier, commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Romuald, dans le comté de Lévis.

No 1668-Elec.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Nomination de deux commissaires d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en conseil en date du 28 juillet 1914, de nommer MM. Joseph Dussault et F. X. de Billy, commissaires d'écoles pour la municipalité de Victoriaville, dans le comté d'Arthabaska. 3557

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.

F. LANGELIER

L. S.

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes:—

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du conseil législatif et de l'assemblée législative de la province de Québec,

SALUT!

ATTENDU que la législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le quatre août mil neuf cent quatorze, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de la proroger de nouveau jusqu'au quinze septembre prochain;

the 31st July, 1914, to appoint Messrs. Henri Hogue and Joseph C. Perreault, builders, school commissioners for the municipality of Saint Jean de la Croix, in the county of Montreal-Dorion. 3574

No. 240-Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Appointment of one school commissioner.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased by order in council bearing date the 28th July, 1914, to appoint Mr. Edéas Beauvais, school commissioner for the municipality of Sainte-Brigide, in the county of Iberville.

No. 420-Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Appointment of two school commissioners.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased by order in council, bearing date the 28th July, 1914, to appoint Messrs. A. J. Millier, physician, and Arthur Landry, contractor, school commissioners for the municipality of "Côte Visitation", in the county of Maisonneuve.

No. 1477-Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Appointment of two school commissioners.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased by order in council bearing date the 28th July, 1914, to appoint Messrs. Xavier Proulx, laborer, and Alfred Hardy, laborer, school commissioners for the municipality of Saint Romuald, in the county of Lévis.

No. 1668.-Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Appointment of two school commissioners.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased by order in council bearing date the 28th July, 1914, to appoint Messrs. Joseph Dussault and F. X. de Billy, school commissioners for the municipality of Victoriaville, in the county of Arthabaska. 3558

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.

F. LANGELIER

L. S.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India:

To Our Beloved and Faithful Councilors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,

GREETING.

WHEREAS the Legislature of the Province of Quebec stands prorogued to the fourth of August, one thousand nine hundred and fourteen, but that, for various considerations, We have, with the advice of the Executive Council of the said Province, thought fit to further prorogue it to the fifteenth day of September next;

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir en la cité de Québec le quatre août prochain ; vous convoquons par les présentes pour le QUINZE SEPTEMBRE prochain, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais de la législature, en ladite cité de Québec.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TEMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANCOIS LANGE-LIER, chevalier, commandeur de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, lieutenant gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce vingt-huitième jour de juillet, l'an de grâce mil neuf cent quatorze, et de Notre règne le cinquième.

Par ordre,

Le greffier de la couronne à la chancellerie,
Québec,
3049 L.-P. GEOFFRION.

Avis du Gouvernement

AVIS

Avis est par le présent donné que "La Nuova Italia Mutual Benefit Society", de Montréal, P. Q., a été licenciée et enregistrée pour transiger dans la province de Québec, des affaires d'une société de secours mutuels telle que mentionnée dans la déclaration qui a précédé l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, savoir: accordant des bénéfices à ses membres en cas de maladie, d'accident, de revers de fortune et de décès.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce vingt-septième jour de juillet 1914.

Pour le trésorier de la province de Québec,
WILLIAM CHUBB,
Surintendant des Assurances, P. Q.

Division des assurances,
Département du Trésor,
Québec.

3479-2

AVIS

Avis est par le présent donné que "La Cie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme, du comté de Châteauguay", ayant été établie aux termes des articles 6886 et suivants, paragraphe VI, section XXII, chap. 111, titre XI, des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et s'étant conformée aux exigences de la loi, la dite compagnie a été licenciée et a le droit de recevoir des applications et d'émettre des polices d'assurances, et de transiger toutes les affaires qu'une compagnie mutuelle d'assurance contre le feu, formée en vertu des dits articles du dit paragraphe, peut légalement transiger; savoir, assurance mutuelle contre le feu et la foudre des bâtiments de ferme et des risques isolés (tels risques étant ni risques de commerce, ni sur des bâtiments servant à des fins de commerce ou de manufacture, ni des risques extra-hazardés), dans les limites de la paroisse de St-Jean-Chrysostôme et du comté de Châteauguay, dans la province de Québec.

THEREFORE, We inform you that you are dispensed from meeting in the city of Quebec, on the fourth of August next; and hereby convene you for the FIFTEENTH of SEPTEMBER next, and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the said city of Quebec.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our Province of Quebec to the hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR FRANCOIS LANGE-LIER, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of the said Province.

Given at Our Government House, in Quebec, this twenty-eight day of July, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and fourteen and in the fifth year of Our Reign.

By command,

3050 L.-P. GEOFFRION,
Clerk of the Crown in Chancery,
Quebec.

Government Notices

NOTICE

Notice is hereby given that "La Nuova Italia Mutual Benefit Society", of Montreal, P. Q., has been licensed and registered to carry on the business of a mutual benefit association as set forth in its declaration which preceded the authorization of the Lieutenant-Governor in council, namely: providing sickness, accident, reverse of fortune and death benefits.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this twenty seventh day of July, 1914.

For the treasurer of the province of Québec,
WILLIAM CHUBB,
Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Québec.

3480

NOTICE

Notice is hereby given that "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme, du comté de Châteauguay", has been established in conformity with articles 6886 and following, sub-section VI, section XXII, chap. 111, title XI, of the Revised Statutes of Québec, 1909, and having complied with the requirements of the law, the said company has been licensed and has the right to receive applications and to issue insurance policies and to transact any business that a mutual fire insurance company, formed under the said articles of the said sub-section, may lawfully do in respect of the kind of business mentioned in their statement to the inspector: namely, mutual insurance against fire and lightning on farm buildings and isolated risks (such risks being other than commercial, or on buildings used for commercial or manufacturing purposes, or extra-hazardous): within the limits of the parish of Saint Jean Chrysostôme and of the county of Châteauguay, in the province of Québec

Donné conformément à l'article 6950, R. S. P. Q., 1909, ce vingt-quatrième jour de juillet 1914.
 Pour le trésorier de la province de Québec,
WILLIAM CHUBB,
 Surintendant des Assurances, P. Q.
 Branche des Assurances,
 Département du Trésor,
 Québec, P. Q. 3459-2

AVIS

Est par le présent donné que le Bureau des Examineurs des Mesureurs de Bois de la province de Québec se réunira à
QUEBEC, LE 13 JUILLET 1914
HULL, LE 15 SEPTEMBRE 1914

pour procéder à l'examen des candidats qui désirent se qualifier comme mesureurs et classificateurs de bois.

Les aspirants candidats devront communiquer immédiatement avec ce département et désigner l'endroit où ils désirent se présenter.

Un honoraire de \$4.00 est exigible.

ELZ. MIVILLE DECHENE,
 Sous-Ministre des Terres et Forêts.
 Québec, 6 juin 1914. 2559-5

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-huit juillet 1914, constituant en corporation M. V. Hector Dupont, ingénieur civil; Adélar Martin, marchand; T. Alfred Saint-Germain, agent; Stanislas Lefebvre, agent; de la cité de Lachine, et Arthur Doré, de la ville de Sainte-Anne de Bellevue, dans les buts suivants;

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et des terrains et d'une agence d'immeubles avec pouvoir d'acquérir, acheter, détenir, posséder, louer, entretenir, contrôler, gérer, développer, vendre, céder, affermer, changer, améliorer, cultiver des biens mobiliers et immobiliers, en faire la location et le commerce et disposer autrement des droits et intérêts s'y rattachant; et, à ces fins appliquer et placer les biens de la compagnie pour l'achat, l'arpentage, l'amélioration et le développement, la préparation pour l'occupation et l'établissement des dits immeubles, terrains et meubles de la manière la plus convenable, pour l'exercice du commerce de la compagnie;

Vendre ou disposer ainsi des biens et entreprises de la compagnie, ou aucune partie d'iceux, pour telles considérations qu'elle jugera à propos, et en particulier par des actions de la compagnie et pour des actions, débentures, obligations ou valeur de toute autre compagnie;

Ériger et construire et faire ériger et construire sur les immeubles de la compagnie, toutes maisons, édifices ou constructions de toute description, et payer pour ces travaux soit en deniers ou par des actions de cette compagnie ou de toute autre compagnie.;

Prélever des fonds au moyen d'obligations, prêts, endossements, débentures ou autres valeurs, à tels termes et conditions que la compagnie jugera convenable;

Placer les deniers de la compagnie, non immédiatement requis, sur telles valeurs ou de telles manières qui pourraient être déterminées;

Distribuer en espèces aucun des biens de la compagnie parmi les actionnaires;

Se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets semblables à ceux de cette compagnie;

Hypothéquer, aliéner, ou autrement disposer des biens de la compagnie et recevoir des hypo-

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this twenty fourth day of July, 1914.
 For the treasurer of the province of Québec,
WILLIAM CHUBB,
 Superintendent of Insurance, P. Q.
 Insurance Branch,
 Treasury Department,
 Québec, P. Q., 3460

NOTICE

Is hereby given that the Board of Examiners of Cullers of the province of Québec will meet at

QUEBEC, on the 13th of JULY, 1914
HULL, on the 15th of SEPTEMBER, 1914

to examine candidates desiring to qualify as log cullers and measurers.

Intending candidates should communicate at once with this Department and mention the place where they intend presenting themselves. A fee of \$4.00 is exacted.

ELZ. MIVILLE DECHENE,
 Deputy Minister of Lands and Forests.
 Québec, 6th June, 1914 2560

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Québec, bearing date the eighteenth day of July, 1914, incorporating Messrs. V. Hector Dupont, civil engineer; Adélar Martin, merchant; T. Alfred Saint-Germain, agent; Stanislas Lefebvre, agent, of the city of Lachine and Arthur Doré, of the town of Saint Anne de Bellevue, for the following purposes;

To carry on the business of a real estate and land company and a real estate agency with power to acquire, buy, hold, own, hire, maintain, control, manage, develop, sell, convey, lease, exchange, improve, cultivate, let and otherwise deal in and dispose of real estate and real property, or any interest and right therein, and to that end apply and invest the capital of the company in the purchase, survey, improvement, development, and preparation for occupation and settlement of the said real estate and lands in such manner as may be most convenient for the due carrying on of the business of the company;

To sell or thus dispose of the property and undertakings of the company, or any part thereof, for such consideration as it may be deemed fit and in particular by shares of the company and for shares, debentures, bonds or securities on any other company;

To erect and construct and cause to be erected and constructed in and upon the immovables of the company, any houses, buildings, works of every description and to pay for such works either in cash or in shares of this or any other company;

To raise money by way of bonds, loans, endorsements, debentures or other securities upon such terms and conditions as the company may think fit;

To invest the moneys of the company not immediately required upon such security and in such manner as may from time to time be determined;

To distribute any of the property of the company in specie among the shareholders;

To amalgamate with any other company having similar objects to those of this company;

To hypothecate, alienate or otherwise dispose of the property of the company and to receive

thèques, gages pour garantir les créances de la compagnie;

Tirer, faire accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change et autres effets négociables;

Enfin faire toutes choses nécessaires, appropriées, convenables ou propres à l'accomplissement d'un ou plusieurs des objets énumérés dans les présentes ou qui pourront paraître en aucun temps nécessaires pour le commerce et les transactions des affaires de la compagnie, sous le nom de "La Compagnie des sites Manufacturiers de Dorval Limitée," avec un fonds social de vingt-cinq mille piastres (\$25,000.00), divisé en deux cent cinquante (250) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Lachine.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,
3481-2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du treizième jour de juillet 1914, constituant en corporation MM. Peter Bercovitch, Ernest Lafontaine et Michael T. Burke, avocats; James Johnson et John O'Reilly, commis, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Entreprendre le commerce de gravure et de reliure, et d'impression en relief, de lithographie, de photogravure et d'impressions sur papier et autres surfaces, images, chiffres et lettres, avec le droit de fabriquer tels papier et matériel qui peuvent être nécessaires dans l'exercice de ce commerce, et en général entreprendre le commerce d'imprimerie, de stéréotypie, d'électrotypie, de lithographie, de photo gravure, impressions photographiques, photo lithographie, gravures et impressions en relief, et les transactions se rapportant au commerce d'imprimeurs et éditeurs;

Entreprendre et conduire une industrie photographique générale, y compris l'acquisition par achat, fabrication ou autrement de tout matériel commercial, fournitures, accessoires, appareils, machineries ou autres articles nécessaires ou convenables pour leur emploi en rapport avec et pour la mise en opération de la dite industrie ou d'aucune partie d'icelle et tous tels articles, fournitures, accessoires ou appareils nécessaires se rapportant ou convenables pour la mise en opération de l'industrie de photo-graveurs, et exercer l'industrie de fabricants et commerçants de photographies, photo-gravures, images, gravures et autres objets d'art, et exercer l'industrie de photographes, imprimeurs, photo-graveurs, fabricants de papier, graveurs, relieurs, portraitistes et éditeurs d'objets d'art, livres et autres publications;

Acheter, acquérir, détenir et aliéner des actions obligations et preuves de créance de toute autre corporation et émettre des actions de la compagnie en échange;

Faire en général aucune et toutes choses nécessaires ou se rapportant à l'exercice convenables des pouvoirs ci-dessus, sous le nom de "Cahill McIntosh Limited", avec un capital-actions de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00), chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,
3473-2 Sous-secrétaire de la province.

hypothees, pledges to secure the claims of the company;

To draw, make, accept, indorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange and other negotiable instruments;

To do all or everything necessary, suitable, convenient, or proper for the accomplishment of one or more of the objects herein enumerated or which shall or may at any time appear to be necessary for the business and dealings of the company, under the name of "La Compagnie des sites Manufacturiers de Dorval Limitée", with a capital stock of twenty five thousand dollars (\$25,000.00), divided into two hundred and fifty (250) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Lachine.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of July, 1914.

C. J. SIMARD,
3482 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of July, 1914, incorporating Messrs. Peter Bercovitch, Ernest Lafontaine and Michael T. Burke, advocates; James Johnson and John O'Reilly, clerks, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To engage in the engraving and book-binding business, and the embossing lithographing, photo-engraving and impressing on paper and other impressionable surfaces pictures, figures and letters, with the right to manufacture such paper and material as may be necessary in the transaction of such business, and generally to engage in the business printers, stereotypers, electrotypers, lithographers, photo engravers, photographic, printers, photo-lithographers, engravers and die-sinkers and the transaction of a printing and publishing business;

To engage in and conduct a general photographic business, including the acquisition by purchase, manufacture or otherwise of all business material, supplies, appliances, apparatus, machinery or other articles necessary or convenient for use in connection with and carrying on the said business or any part thereof and any such articles, supplies appliances, or apparatus necessary, incidental or convenient for the carrying on of the business of photo-engravers, and to carry on the business of manufacturers of and dealers in photographs, photo-engravings, pictures, engravings and other works of art, and of photographers, printers, photo-engravers, paper-makers, engravers, book-binders, reproducers and publishers of works of art, books and other publications;

To purchase, acquire, hold and dispose of the stock, bonds and evidences of the indebtedness of any other corporation and issue, in exchange therefor the stock of the company;

Generally to do any and all things which may be necessary or incidental to the convenient exercise of the above powers, under the name of "Cahill McIntosh Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares, of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of July, 1914.

C. J. SIMARD,
3474 Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public, que en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-huit juillet 1914, constituant en corporation MM. Hilaire Girouard, commerçant, de Saint-Barnabé, Prosper Gadbois, agent d'immeubles, Pierre Edouard Marcorelles, gérant, Henri Bernier, constructeur et Victor Bernier agent d'immeubles, de la ville de Maisonneuve, dans les buts suivants:

Faire le commerce en gros et en détail de fabricants, d'embouteilleurs et de vendeurs d'eau gazeuses, naturelles, minérales, de bière de gingembre, d'essences, de sirops, et en général de toutes sortes de breuvages simples ou composés non distillés ni fermentés;

Fabriquer, acheter, louer, échanger ou autrement acquérir tous articles se rattachant au dit commerce, y compris les appareils et leurs accessoires, les bouteilles, boîtes, paniers, chevaux, voitures, pour la distribution des articles fabriqués

Acquérir et exploiter tous brevets d'invention, marques de commerce ou de fabrique, concessions ou privilèges se rattachant à l'entreprise de la compagnie, et les vendre, les louer ou autrement en disposer;

Acquérir par achat ou autrement l'actif mobilier ou immobilier de toutes personnes ou corporations exerçant une industrie similaire ou se rattachant à un des objets que poursuit la compagnie, et donner en paiement de l'argent ou des actions libérées de la compagnie, suivant que les directeurs le jugeront à propos;

Acquérir des immeubles, les hypothéquer, les vendre, les échanger ou autrement en disposer, en autant qu'il peut être nécessaire ou utile à la compagnie, sous le nom de "Regal Soda Water Company, Limited", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la ville de Maisonneuve.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,
3487-2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-unième jour de juillet 1914, constituant en corporation MM. Robert William Scott, de la cité de Westmount, manufacturier; Henry Noel Chauvin & Harold Earle Walker, avocats, de Montréal; George Harold Baker, de la cité de Westmount, avocat, et John MacNaughton, avocat, de Montréal, dans les buts suivants:

Entreprendre le commerce général d'éleveurs pour l'élevage et la reproduction des renards et autres animaux à fourrure en captivité, pour le marché et pour des fins commerciales;

Acheter, prendre à bail ou en échange, ou autrement acquérir des terrains, édifices et immeubles, que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son commerce et accepter des acheteurs ou débiteurs de la compagnie des hypothèques, charges et gages sur des biens mobiliers ou immobiliers ou toutes autres valeurs quelconques, portant intérêt ou autrement, comme la compagnie jugera à propos, et les vendre, céder ou autrement disposer de toutes ou d'aucune telles valeurs;

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de fourrures à l'état naturel et manu-

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eighteenth day of July, 1914, incorporating Messrs. Hilaire Girouard, trader, of Saint-Barnabé, Prosper Gadbois, real estate agent, Pierre Edouard Marcorelles, manager, Henri Bernier, builder, and Victor Bernier, real estate agent, of the town of Maisonneuve, for the following purposes:

To carry on business as wholesale and retail manufacturers, bottlers and sellers of aerated waters, natural and mineral waters, ginger beer, extracts, syrups and generally of all kinds of undistilled unfermented simple or compound beverages;

To manufacture, purchase, lease, exchange or otherwise acquire any articles incidental to the above businesses, including the apparatuses and their accessories, bottles, boxes, baskets, horses, vehicles for the distribution of the manufactured products;

To acquire and exploit any patents of invention trade marks, concessions or privileges incidental to the undertaking of the company, and to sell, lease or otherwise dispose of the same;

To acquire by purchase or otherwise the moveable or immoveable assets of any persons or corporations carrying on a business similar or incidental to any of the objects carried on by the company and to give in payment therefor cash or paid up shares of the company, as the directors may think fit;

To acquire real estate, hypothecate, sell, exchange or otherwise dispose of the same, in so far as it may be deemed necessary or useful to the company, under the name of "Regal Soda Water Company, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be in the town of Maisonneuve.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of July, 1914.

C. J. SIMARD,
3488 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of July, 1914, incorporating Messrs. Robert William Scott, of the city of Westmount, manufacturer; Henry Noel Chauvin, and Harold Earle Walker, advocates, of Montreal; George Harold Baker, of the city of Westmount, advocate and John MacNaughton, advocate, of Montreal, for the following purposes;

To engage in a general ranching business for the breeding and rearing of foxes and other fur bearing animals in captivity, for market value and commercial purposes;

To buy, exchange, import, export and deal in foxes and other fur bearing animals, alive and captive, for breeding and rearing purposes;

To purchase, take on lease or in exchange, or otherwise acquire land, buildings and immoveable property, which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and to accept mortgages, charges and liens on real or personal property or any other securities whatsoever bearing interest or otherwise, as the company may see fit, from purchasers or from debtors of the company, and, to sell, assign or otherwise dispose of all or any of such securities;

To manufacture, buy, sell and deal in raw and manufactured furs, skins, pelts and hides, both

facturées, de pelleteries et peaux de toutes sortes, manufacturées et non manufacturées, et faire toutes les affaires s'y rapportant;

Eriger sur tels terrains de la compagnie tous maisons, granges, parcs et autres édifices, murs, cours, clôtures et enclos nécessaires, requis ou se rapportant aux fins de tel commerce d'éleveurs;

Acheter, prendre ou autrement acquérir et détenir des actions, obligations ou débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ou exerçant tout commerce susceptible d'être conduit de manière à bénéficier directement ou indirectement à cette compagnie, et établir, promouvoir ou autrement aider toute telle compagnie ou compagnies, nonobstant les prescriptions de la section 34 de la dite loi;

Promouvoir toute compagnie ou compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou aucun des biens et engagements de cette compagnie ou pour toute autre fin, qui paraîtra censée directement ou indirectement bénéficier à cette compagnie, et souscrire et placer ou aider au placement des actions, obligations ou valeurs de toute telle compagnie ou compagnies;

Construire, entretenir, changer et louer tous édifices ou usines nécessaires ou convenables pour les fins de la compagnie, et sous-louer toute partie d'iceux non requise par la compagnie;

Placer et transiger avec les argents de la compagnie non immédiatement requis de telle manière qu'il pourra être déterminé de temps à autre;

Emettre des actions acquittées, obligations ou débetures ou autres valeurs pour le paiement, soit total ou partiel, de tous biens, mobiliers ou immobiliers, meubles ou immeubles, services, droits, bail, commerce, franchise, entreprise, pouvoir, privilège, permis ou concession que cette compagnie peut légalement acquérir, et en paiement ou partie de paiement ou en échange pour des actions, obligations, débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie exerçant un commerce semblable ou se rapportant au commerce de cette compagnie;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement de toutes actions dans le capital de la compagnie, ou toutes débetures ou autres valeurs de la compagnie ou relativement à la formation ou à l'avancement de la compagnie ou la conduite de son commerce;

Payer pour tous biens, droits ou choses acquises par la compagnie ou pour elle-même et pour services rendus à la compagnie, avec des actions entièrement acquittées du capital de la compagnie, ou en obligations, débetures et autres valeurs garanties par hypothèque ou autrement;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie jugera à propos, et en particulier pour des actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Vendre, améliorer, gérer, développer, louer, disposer et faire valoir ou autrement faire le commerce de la totalité ou d'aucune partie des biens mobiliers ou immobiliers et des droits possédés ou loués par la compagnie, et développer et faire valoir tous terrains ou édifices acquis ou loués par la compagnie ou dans lesquels elle a des intérêts.

manufactured and unmanufactured, and to transact any business relating thereto;

To erect upon such lands of the company all houses, barns, pens and other buildings, walls, yards, fences and enclosures necessary, requisite or incidental to the purposes of such ranching business;

To purchase, take or otherwise acquire and hold shares, bonds or debentures or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to establish, promote or otherwise assist any such company or companies, notwithstanding the provisions of section 34 of the said act;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of this company or for any other purpose, which may seem directly or indirectly calculated to benefit this company, and to underwrite and place or assist in the placing of the stock, bonds or securities of any such company or companies;

To construct, maintain, alter and lease any buildings or works necessary or convenient for the purposes of the company, and to sub-let any portion thereof not required by the company;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may be from time to time determined;

To issue paid up shares, bonds or debentures or other securities for the payment, either in whole or in part, of any property, real or personal, movable or immovable, services, rights, lease, business, franchise, undertaking, power, privilege, license or concession, which this company may legally acquire, and in payment or part payment of or in exchange for shares, bonds, debentures or other securities of any other company doing a business similar or incidental to the business of this company;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place, or guaranteeing the placing of any shares in the company's capital, or any debentures or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To pay for any property, right or things acquired by or for the company and for services rendered to the company in paid-up shares of the capital stock of the company, or, in bonds, debentures and other securities secured by mortgage or otherwise;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of and turn to account or otherwise deal with all or any part of the movable or immovable property and rights owned or leased by the company, and, to develop and turn to account any land or buildings acquired or leased by the company, or in which it is interested;

Se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie et distribuer par dividende ou autrement aucun des biens de la compagnie, en espèces ou en nature, parmi les membres et en particulier des actions acquittées, débetures ou débetures-obligations de toute autre compagnie;

Aucun pouvoir accordé dans aucun paragraphe des présentes ne sera limité ou restreint par déduction ou induction d'aucun autre paragraphe, sous le nom de "The Mount Royal Fox & Fur Company, Limited", avec un capital-actions de cent mille dollars (\$100,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions de cinquante dollars (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-unième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,
3499-2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-cinquième jour de juillet 1914, constituant en corporation MM. William Henry Moorhouse, Mack Samuel Euzel, agents; Francis Joseph Laverty, conseil en loi du Roi; Charles Albert Hale, avocat, et Claude H. Grundy, comptable, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Etablir, entretenir et conduire un club pour l'accommodation des membres et de leurs amis et procurer une maison de club et autres commodités et en général accorder aux membres et à leurs amis tous les privilèges ordinaires, avantages, commodités et accommodations d'un club;

Promouvoir et donner des représentations théâtrales, musicales et autres aussi bien que des courses, concours et exhibitions de toutes sortes, soit sur la propriété du club ou sur d'autres terrains loués ou occupés pour ces fins; limiter et restreindre l'assistance à telles représentations et charger un honoraire spécial aux membres et autres personnes y assistant, et donner et contribuer à des prix, coupes, enjeux, et autres récompenses se rapportant aux dites représentations, courses, concours et exhibitions;

Vendre, louer ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle, pour telle considération que la compagnie jugera à propos, ou se fusionner avec toute personne, société commerciale ou corporation ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie à tels terms et à telles conditions qui seront jugées à propos;

Exercer aucun autre commerce semblable qui peut être utile ou allié au commerce de la compagnie ou qui semblera à la compagnie susceptible d'être exercé en rapport avec son commerce;

Organiser et exploiter un ou plusieurs clubs pour aucune des fins ci-dessus mentionnées et fixer la constitution et les règlements de tels clubs et contrôler les conditions d'admission comme membres, l'expulsion et autre détails relevant de l'administration de tels clubs;

Payer avec les fonds de la compagnie tous les frais et dépenses encourus pour l'incorporation et l'organisation de la compagnie;

Les objets, pouvoirs et fins ci-dessus de la compagnie seront considérés comme étant distincts et ne dépendant pas l'un de l'autre, et la compagnie peut poursuivre ou exercer aucun ou plusieurs de tels objets, pouvoirs et fins, sans égard aux autres, et aucune clause ne sera limitée à sa généralité par déduction du nom de la compagnie

To amalgamate with any other company, having objects altogether or in part similar to those of this company and to distribute by dividend or otherwise any of the property of the company, in specie or kind, among the members and particularly paid up shares, debentures or debenture stock of any other company;

Any power granted in any paragraph hereof shall not be limited or restricted by reference to or inference from any other paragraph, under the name of "The Mount Royal Fox & Fur Company Limited," with a capital stock of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, the twenty first day of July, 1914.

C. J. SIMARD,
3500 Deputy Provincial Secretary

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth of July, 1914, incorporating MM. William Henry Moorhouse, Mack Samuel Euzel, agents, Francis Joseph Laverty, King's Counsel, Charles Albert Hale, advocate and Claude H. Grundy, accountant, of the city of Montreal, for the following purposes;

To establish, maintain and conduct a club for the accomodation of members and their friends and to provide a club house and other conveniences, and generally to afford to members and their friends all the usual privileges, advantages, conveniences and accomodation of a club.

To promote and hold theatrical, athletic, musical and other entertainments, as well as races, competitions and exhibitions of all sorts, whether on the club premises or on others leased or occupied for the purpose; to limit and restrict the attendance at such entertainments and to charge a special licence fee to members and others attending the same, and to give and contribute towards prizes, cups, stakes, and other rewards in connection with said entertainments, races, competitions and exhibitions;

To sell, lease or otherwise dispose of the undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, or to amalgamate with any individual, firm or corporation having objects altogether or in part similar to those of this company, on such terms and upon such conditions as may be deemed advisable;

To carry on any other similar business which may be useful or cognate to the business of the company, or which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business;

To organize and operate one or more clubs for any of the purposes above mentioned and to determine the constitution and by-laws of such clubs and control the conditions of membership, expulsion and other details pertaining to the management thereof;

To pay out of the funds of the company all costs and expenses incurred for the incorporation and organization of the company;

The above objects, powers and purposes of the company shall be admitted to be several and not dependant on each other, and the company may pursue or carry on any one or more of such objects powers and purposes, without regard to the others of them and no clause shall be limited in its generality by reference to the name of the company,

ou autrement interprétée par rapport à aucune autre clause de tels pouvoirs, objets et fins, sous le nom de "Olympic Club Limited", avec un capital-actions de cinq mille dollars (\$5,000.00) divisé en cinquante (50) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,

3523-2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-quatre juillet 1914, constituant en corporation MM. J. Alfred Gagné et L. Albert Ouellette, agents d'immeubles; Albert Mullen, commissaire-marchand; J. Novat Mullen, commis de banque; et Ls. Joseph Pelletier, marchand de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Acquérir par achat, bail (emphytéotique ou ordinaire) ou par aucun autre titre légal, et posséder, détenir, louer, vendre, sous-louer des immeubles, terrains, bâtisses et propriétés et droits dans ou sur iceux, de toute sorte et de toute descriptions, ou autrement en disposer et les mettre à profit, et prendre des assurances contre toute perte par le feu ou autrement sur toutes bâtisses, usines ou objets possédés par la compagnie;

Développer, tracer, améliorer ses propres ou d'autres propriétés immobilières et en faire le commerce de toute autre manière, y compris les divisions d'icelles en lots à bâtir, rues, carrés, ruelles ou autrement et faire, construire, bâtir et maintenir sur telles propriétés des chemins, ponts et autres moyens de communication, égouts, canaux, aqueducs, maisons, usines, manufactures et autres constructions nécessaires ou convenables pour l'occupation, l'emploi ou l'amélioration de toutes telles propriétés;

Faire des contrats de prêt avec toutes personnes ou corporations jugées recommandables;

Déterminer le montant des contributions hebdomadaires, mensuelles ou en argent comptant et fixer la proportion d'icelles que la compagnie pourra retenir pour payer les frais d'administration et créer un fond de réserve;

Faire les stipulations nécessaires pour garantir le remboursement du prêt;

Déterminer le mode de remboursement, le montant de chaque versement, déduisant toutefois les sommes que le sociétaire aura versé avant l'échéance de son contrat;

Faire toutes stipulations légales pour faciliter, favoriser et protéger les affaires de la compagnie et régler l'emploi des emprunts remboursés;

Prêter de l'argent aux clients et autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie et faire des avances au moyen de prêts aux acquéreurs ou locataires d'immeubles de la compagnie pour des fins de constructions ou autres améliorations et prendre et détenir des hypothèques, obligations, baux et charges pour garantir le paiement du prix d'achat de toute propriété, vendu par la compagnie, ou deniers dûs à la compagnie par les acquéreurs ou par toutes autres personnes ou avancés par icelle aux acquéreurs ou à d'autres personnes;

Placer les deniers de la compagnie non immédiatement requis en telle manière qui sera déterminé de temps en temps et en faire le commerce.

Payer pour toutes propriétés, droits et objets acquis par la compagnie et rémunérer toute personne, société, ou corporation pour services ren-

or otherwise construed, having regard to any other clause of such powers, objects and purposes, under the name of "Olympic Club Limited", with a capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00) divided into fifty (50) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of July, 1914.

C. J. SIMARD,

3524

Deputy Provincial Secretary

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fourth day of July, 1914, incorporating Messrs. J. Alfred Gagné, and L. Albert Ouellette, real estate agents; Albert Mullen, salesman; J. Novat Mullen, bank manager and Ls. Joseph Pelletier, merchant, of the city of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease (emphyteutic or ordinary) or by any other legal title, and to own, hold, lease, sell, sublet or otherwise dispose of or turn to account real estate, lands buildings, and hereditaments and the right therein and thereunder of every kind and description, and to effect insurance against loss by fire or otherwise on any buildings plants or things owned by the company;

To develop, lay out, improve, and in any other way deal with its own or other immoveable property, including the division of the same into building lots, streets, squares, lanes or otherwise, and upon such properties, to make, construct, build, and maintain roads, bridges, and other means of communications, sewers, drains, waterworks, houses, mills, factories, and all other constructions necessary or expedient for the occupation, use or improvement of any such property;

To make loan contracts with any persons or corporations judged commendable;

To determine the amount of the weekly, monthly or cash contributions and out of the contributions to fix the proportion that the company may hold for the payment of the costs of administration and the creation of a reserve fund;

To make all the necessary stipulations to secure the reimbursement of the loan;

To determine the mode of reimbursement, the amount of each payment deducting however the amount to which the associate shall have paid in before the expiration of his contract;

To make all legal stipulations to facilitate, favor and protect the business of the company and to regulate the use of repaid loans;

To lend money to customers and others having dealings with the company, and to make advances by the way of loans to purchasers of lessees of any part of the company's real estate for building purposes, or other improvements and to take and hold mortgages, hypothecs, leases, and charges to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company, or money due to the company from purchasers or any other persons or advanced by the company to purchasers or other persons;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To pay for any property, right and things acquired by the company and to remunerate any person, firm or corporation for services

du à la compagnie, antérieurement ou subseq-
 uemment à son incorporation et à son organi-
 sation ou autrement en obligations, débetures ou
 autres valeurs ou biens de la compagnie, ou par
 l'émission d'actions du capital social comme
 actions acquittées et non sujettes à appel ou autre-
 ment;

Prendre, acheter ou acquérir par souscription
 originale ou autrement des actions, obligations
 ou autres valeurs ou biens de toute autre corpo-
 ration faisant des affaires semblables à celles de
 cette compagnie, et les payer en obligations,
 débetures ou autres valeurs de la compagnie,
 en émettant des actions de son capital, comme
 actions acquittées et non sujettes à appel ou
 autrement, et tant quelle possédera ou jouira de
 toutes telles valeurs ainsi acquises, exercer tous
 les droits et pouvoirs de propriétaires d'icelles
 y compris le droit de vote;

Promouvoir ou aider à promouvoir toute compa-
 gnie dans le but de faire des affaires semblables
 à celles de cette compagnie ou pour d'autres fins
 propres à favoriser cette compagnie;

Acheter, posséder et maintenir une imprimerie,
 faire le commerce d'imprimeur y compris la pu-
 blication de journaux et faire tout ce qui a rapport
 au dit commerce;

Organiser, acheter et maintenir un système de
 collection, et agir comme agents collecteurs;

Vendre ou autrement disposer en tout ou en
 partie d'aucun des biens de l'actif ou de l'entre-
 prise de la compagnie, comme entreprise en opéra-
 tion ou autrement, pour telle considération que
 la compagnie jugera à propos et en particulier
 tout ou en partie en argent, actions acquittées,
 débetures, obligations ou autres valeurs de toute
 autre compagnie ayant des objets en tout ou en
 partie semblables à ceux de cette compagnie;

Faire toutes autres choses propres ou utiles
 à l'acquisition des objets de la compagnie ou pour
 atteindre son but;

Faire aucune des susdites choses soit comme pa-
 trons, agents ou entrepreneurs, ou autrement et
 par ou au moyen de fidéi-commissaires agents ou
 autrement, et soit seul ou avec d'autres, sous le
 nom de "La Compagnie Immobilière Canadienne
 Limitée", avec un fonds social de quarante-neuf
 mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent
 quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres
 (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation,
 sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province,
 ce vingt-quatrième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,
 3539-2 Sous-secrétaire de la province.

rendered to the company previous or subsequent
 to its incorporation and organisation or other-
 wise in bonds, debentures or other securities or
 assets of the company, or by issue of shares of
 the capital stock as fully paid up and non
 assessable or otherwise;

To take, purchase or acquire by original
 subscription or otherwise the shares, bonds or
 other securities or assets of any other corpo-
 ration carrying on a similar business to that of
 the company, and to pay for same in bonds,
 debentures or other securities of the company,
 or by issuing shares of its capital stock as fully
 paid up and non assessable or otherwise, and
 while holding or enjoying any such securities
 thus acquired to exercise all the rights and
 powers of ownership thereof, including voting
 power;

To promote or assist in promoting any compa-
 ny for the purpose of carrying on a business
 similar to that of this company or for any other
 purposes calculated to benefit this company;

To purchase, hold and maintain a printing
 establishment, to carry on the business of printers
 including the publication of newspapers and to do
 anything incidental to the said business;

To organize, purchase and maintain a collection
 system and to act as collecting agents;

To sell or otherwise dispose in whole or in
 part, of any of the property, assets or under-
 takings of the company, as a going concern or
 otherwise for such consideration as the company
 may think fit, and in particular wholly or partly
 in cash, fully paid up shares, debentures, bonds,
 or other securities of any other companies having
 objects altogether or in part similar to those of
 this company;

To do all such other things as may be inci-
 dental or conducive to the attainment of the
 company's objects or for the carrying out of the
 company's purposes;

To do any of the above things as principals,
 agents or contractors, or otherwise, and by or
 through trustees or agents or otherwise, and
 either alone or in conjunction with others; under
 the name of "La Compagnie Immobilière Cana-
 dienne Limitée", with a capital stock of forty
 nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into
 four hundred and ninety (490) shares of one
 hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corpora-
 tion, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secr-
 etary, this twenty fourth day of July, 1914.

C. J. SIMARD,
 3540 Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi
 des compagnies de Québec, il a été accordé par le
 lieutenant-gouverneur de la province de Québec,
 des lettres patentes, en date du vingt-quatre
 juillet 1914, constituant en corporation MM.
 Antonio Galardo, hôtelier, de la ville de Maiso-
 neuve, Dominique Reda et Errico Delicato,
 restaurateurs, Daniel Corsilli et Celestino de
 Martini, marchands, de la cité de Montréal, dans
 les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches
 le commerce d'hôteliers et de restaurateurs, con-
 formément aux dispositions de la loi des licences
 de Québec, et faire toutes autres affaires qui peu-
 vent être conduites en rapport avec tel commerce,
 tel que les affaires de propriétaires de places pour
 le cirage de chaussures, salons de barbiers, salles
 de billard et de pool, dépôts de journaux et de
 publications périodiques, magasin de cigares, ciga-

Public notice is hereby given that, under the
 Quebec Companies' Act, letters patent have been
 issued by the Lieutenant-Governor of the pro-
 vince of Quebec, bearing date the twenty fourth
 day of July, 1914, incorporating Messrs. Anto-
 nio Galardo, hotel-keeper, of the town of Maiso-
 neuve, Dominique Reda and Errico Delicato,
 restaurant-keepers, Daniel Corsilli and Celestino
 de Martini, merchants, of the city of Montreal,
 for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the
 business of keepers of hotels and restaurants, in
 accordance with the provisions of the Quebec,
 License Act, and any other business which may
 be incidentally carried on in connection there-
 with, such as shoe shining stands, barber shops,
 billiard and pool rooms, newspaper and maga-
 zine depots, cigar, cigarette and tobacco stores,
 oysters and lunch counters, as well as the busi-

rettes et de tabacs, débits d'huitres et service de lunch et aussi exercer le commerce de marchands de liqueurs, en gros et en détail, négociants et importateurs;

Acquérir par achat comme un commerce en opération et exercer le commerce d'hôtel et de restaurant maintenant exercé dans la ville de Maisonneuve, sous le nom de "A. Galardo, Limitée", avec son installation, ses meubles, fonds de commerce, licence, clientèle et tous ses autres biens mobiliers en général et les payer en argent ou en obligations, ou en actions acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leurs exploitations et leurs installations, meubles et autres biens en général et les payer en argent ou en obligations, ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir et posséder par bail ou autrement, tout autre hôtel, toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer toutes ou aucune de ses propriétés mobilières ou immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement et, emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou obtenus par la compagnie, des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions, débetures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets sous le nom de "A. Galardo Limitée", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la ville de Maisonneuve.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,
3493-2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt et un juillet 1914, constituant en corporation MM. J. T. Roland Gazelle, agent financier, et Jos. Amédée Fournier, agents financiers, de Montréal, Edouard Rowan, rentier, Wm Newton Smiley, médecin, James Skelly, industriel, de Rawdon, et J. Adolphe Côté, médecin, de Saint-Alexis de Montcalm, dans les buts suivants:

Acquérir, vendre ou louer des meubles, immeubles, pouvoirs d'eau, ligne de transmission électriques, manufactures, patentes, licences, privilèges, contrats appartenant à des corporations ou des particuliers;

Fabriquer, produire, acheter, vendre ou distribuer l'électricité ou toute autre force motrice,

ness of wholesale and retail liquor merchants, dealers and importers;

To acquire by purchase, as a going concern, and to carry on the hotel and restaurant business now being carried on, in the town of Maisonneuve, under the name of "A. Galardo, Limitée", with its equipment, furnishings, stock-in-trade, license, good-will and all its other moveable assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds, or in paid up shares of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation, and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire and to hold by lease or otherwise, any other hotel, any immovable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated and to pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, dispose of, lease or otherwise deal with all or any of its moveable or immovable property, and to borrow money upon security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any lands acquired or obtained by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertaking;

To buy, acquire and hold, and to sell, assign and transfer shares, debentures or other securities of any other company or corporation engaged in the business with this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of the company;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seem suitable for or advantageous to the carrying into effect of any of the above objects, under the name of "A. Galardo, Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the town of Maisonneuve.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of July, 1914.

C. J. SIMARD,
3494 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of July, 1914, incorporating Messrs. J. T. Roland Gazelle, financial agent, Jos. Amédée Fournier, financial agent, of Montreal, Edouard Rowan, rentier, Wm. Newton Smiley, physician, James Skelly, manufacturer, of Rawdon, and J. Adolphe Côté, physician, of Saint Alexis de Montcalm, for the following purposes:

To acquire, sell or lease moveables, immoveables, water powers, electric transmission lines, manufactories, patents, licenses, privileges, contracts belonging to corporations or individuals;

To manufacture, generate, purchase, sell or distribute electricity or any other motive power

pour fins industrielles ou toutes fins quelconques et obtenir des permis du gouvernement, enfin avec le pouvoir d'eau construit, de développer l'énergie électrique et d'en faire commerce, et de distribuer l'énergie électrique, soit comme force motrice, soit pour l'éclairage ou le chauffage après avoir acquis des individus ou des corporations les permis exigés par la loi; et ce dans toute localité située dans un rayon de soixante milles de la paroisse de Rawdon;

Faire le commerce de tout article concernant l'électricité, dans les environs ci-après mentionnés;

Obtenir des privilèges de toute corporation ou particulier pour construire, exploiter, maintenir et entretenir des lignes pour la transmission de l'électricité dans un rayon de soixante milles de la paroisse de Rawdon;

Exercer toute autre industrie manufacturière ou non, qui peut être exercée conjointement avec l'industrie de la compagnie, ou autre valeur de nature à augmenter la propriété de la compagnie ou de la rendre profitable;

Posséder des moulins à fleur et graines, et faire le commerce de fleur et graines sous toutes ses formes;

Emprunter des deniers et faire des avances de deniers comptants ou les garantir par hypothèques, débiteures titres, ou autre valeur concernant la propriété de la compagnie, acquérir toute autre industrie identique à celle que la présente compagnie est autorisée à exercer, ainsi que sa clientèle et son actif aux conditions, taux, prix, qui seront convenus, et de payer avec des actions acquittées et des obligations de la compagnie toute telle acquisition;

Payer tous les frais ayant rapport à l'octroi de la charte y compris les services de l'incorporation dans ou pour la formation de la compagnie y compris les services rendus et à rendre par les promoteurs, en argent ou par l'émission d'actions acquittées de cette compagnie;

Payer pour tous meubles ou immeubles, droits, biens, franchises ou privilèges acquis par la compagnie en argent ou en actions acquittées de cette compagnie;

Construire des usines ou l'on fabrique le ciment, exploiter les carrières afin d'extraire la pierre nécessaire pour la fabrication du dit ciment, et faire valoir généralement tous les produits provenant de la dite pierre;

Construire et exploiter des usines de tout effet en bois et de tout produit du dit bois;

Faire tous les actes, exercer tous les pouvoirs, et faire toutes les opérations nécessaires propres aux fins pour lesquelles la compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "The Montcalm Electric Light & Manufacturing Company Limited", avec un fonds social de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en mille neuf cent quatre-vingt-dix (1990) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Rawdon.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,

3495-2

Sous-secrétaire de la province.

for manufacturing or any other purposes whatever and to obtain permits from the government, also with the water power created to develop and deal in electric power, and to distribute the same either for motive power or for light and heat after having acquired from the individuals or corporations the permits exacted by law; the above powers to be exercised within a radius of sixty miles from the parish of Rawdon:

To deal with any article relating to electricity, within the neighboring territory hereafter mentioned;

To obtain from any corporation or individual the privilege to construct, exploit, keep up and maintain lines for the transmission of electricity within a radius of sixty miles from the parish of Rawdon:

To carry on any other business, manufacturing or otherwise, which may be jointly carried on with the business of the company, or capable of enhancing the value of or rendering profitable the property of the company;

To own flour and grain mills and deal in flour and grain under all forms;

To borrow monies and to make advances of money or secure the same by means of hypothecs, debentures, titles or other securities respecting the property of the company, to acquire any other business similar to that which the present company is authorized to carry on, with its goodwill and assets upon such conditions, rates and prices as may be agreed upon, and to pay for such acquisition with paid up shares and bonds of the company;

To pay all costs relating to the granting of the charter including services for the incorporation or in or about the formation of the company, including the services rendered or to be rendered by the promoters, in cash or by the issue of paid up shares of this company;

To pay for any moveables or immoveables, rights, property, franchises or privileges acquired by the company in cash or in paid up shares of this company;

To construct works for the manufacturing of cement, exploit quarries so as to extract therefrom the stone necessary for the manufacturing of the said cement;

To construct and operate works for the manufacturing of any wooden articles or wood products

To do all the acts, exercise all the powers and to carry on any operations necessary or suitable for the purposes for which the company is incorporated, under the name of "The Montcalm Electric Light & Manufacturing Company, Limited", with a capital stock of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00) divided into one thousand nine hundred and ninety (1990) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Rawdon.

Daté du bureau de l'office de la Provincial Secretary, this twenty-first day of July, 1914.

C. J. SIMARD,

3496

Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-sept juillet 1914, constituant en corporation MM. Uldéric Bélair, peintre entrepreneur; Dame Malvina Gariépy, épouse contractuellement séparée de biens du dit Uldéric Bélair, et de ce dernier dûment autorisée; Eugène Bélair, peintre; Edgar

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of July, 1914, incorporating Messrs Uldéric Bélair, master painter; Dame Malvina Gariépy, wife contractually separated as to property of the said Uldéric Bélair, and by him duly authorized; Eugène Bélair, painter; Edgar Mandeville,

Mandeville, artiste peintre, et Elie Mandeville, mesureur et comptable tous de Montréal, dans les buts suivants:

Faire des décorations pour assemblée publique, célébration et pour toutes autres fins quelconques, construire et exploiter des musées, théâtres, salles d'amusements, salle d'exposition d'objets d'art, et d'objets d'arts décoratifs, faire des constructions et créer des objets d'arts dessins, décorations et autres effets décoratifs, fabriquer, décorer toutes statues, statuette, fabriquer tous produits artistiques quelconques;

Acquérir tous biens meubles et immeubles, et en disposer, faire et consentir toutes hypothèques et obligations, billets et effets de commerce quelconques pour les fins de la dite entreprise et fabrication et exploitation, louer et utiliser tous immeubles pour les besoins de la dite entreprise; et faire exécuter sur ses propriétés ou sur celles louées tous travaux et constructions utiles et nécessaires; donner tous entreprises et contrats; Entrer en société ou faire tous autres arrangements pour fusionner la dite compagnie avec d'autres ayant un but semblable ou avec toute personne pour le partage des profits, union d'intérêts, co-opération, risque-conjoints, concession réciproque ou autrement, émettre des actions acquittées, obligations, débetures ou autre garantie en paiement de tout ou partie des achats faits et des dettes contractées par la compagnie; rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus à la compagnie; distribuer des dividendes aux membres de la compagnie et faire toutes transactions pour l'administration générale, comme vendeur ou acheteur de biens meubles et immeubles au profit de la compagnie; faire, signer et consentir tous actes et documents nécessaires aux fins de la dite compagnie, sous le nom de la Compagnie Générale de Productions Artistiques, Limitée, avec un fond social de quarante-cinq mille piastres (\$45,000.00), divisé en quatre mille cinq cents (4,500) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,

3521-2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-un juillet 1914, constituant en corporation MM. Henri Napoléon Biron, marchand, Herménégilde Bourk entrepreneur, Narcisse Jutras, employé civil Joseph Henri Octave Hébert, agent financier, de Nicolet, et Louis Biron, marchand, de Drummondville, dans les buts suivants:

D'exercer l'industrie d'entrepreneurs de travaux de construction de maisons et d'édifices publics, de chemins, de ponts, de quais, élévateurs, de bassins de radoub, cales-sèches, de voies ferrées et de chaussées;

D'acquérir à quelque titre que ce soit, les matériaux de toute sorte, les machines et l'outillage, les établissements et les ateliers propres au développement et au plus large exercice de l'industrie de la compagnie;

De procurer à ses clients, les services professionnels d'architectes, d'arpenteurs, d'ingénieurs civils, d'ingénieurs des mines, ingénieurs hydrographes, ou ingénieurs mécaniciens, pourvu que ces services soient requis ou rendus sans déroga-

artist and Elie Mandeville, scaler and accountant, all of Montreal, for the following purposes:

To make decorations for public meetings, festivals and for any other purposes whatever, to construct, exploit museums, theatres, play houses, exhibition halls for art objects and decorative art objects, decorations and other decorative articles, to manufacture any artistic products whatever;

To acquire and dispose of any moveable and immoveable property, to make and execute any hypothecs and bonds, notes and commercial instruments whatever for the purposes of the said undertaking, fabrication and exploitation, to lease and utilize any immoveables for the requirements of the said undertaking; to cause to be executed upon its own property or upon any property leased by the company any useful and necessary works and constructions; to let any undertakings and contracts; To enter into partnership or into any agreements for the amalgamation of the said company with other companies having similar objects or to enter into any agreements with any other person for the sharing of profits, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, to issue paid up shares, bonds, debentures or other securities in full or part payment of any purchases made and any liabilities contracted by the company; to remunerate any person or company for services rendered or to be rendered to the company; to distribute dividends to the members of the company and to make any transactions for the general management, as seller or purchaser of any moveable and immoveable property for the benefit of the company; to make, sign and execute all acts and documents necessary for the purposes of the said company, under the name of "Compagnie Générale de Productions Artistiques, Limitée", with a capital stock of forty five thousand dollars (\$45,000.00), divided into four thousand five hundred (4,500) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of July, 1914.

C. J. SIMARD,

3522

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of July, 1914, incorporating Henri Napoléon Biron, merchant, Herménégilde Bourk, contractor, Narcisse Jutras, civil employee, Joseph Henri Octave Hébert, financial agent, of Nicolet, and Louis Biron, merchant, of Drummondville, for the following purposes:

To carry on the business of contractors for the construction of houses and public buildings, roads, bridges, wharves, elevators, graving docks, dry docks, railways and embankments;

To acquire under any title whatever, the materials of every kind, machinery and equipment, plants and shops suitable for the development and due carrying on of the business of the company;

To procure for its customers the professional services of architects, surveyors, civil engineers, mining engineers, hydrographic engineers, or mechanical engineers, provided such services be required or rendered with due regard to the pri-

tion aux privilèges et aux dispositions des lois régissant ces professionnels;

De payer pour tous services rendus à la compagnie ou par elle requis, ou pour toute acquisition de la compagnie, en actions libérées de la compagnie ou en deniers comptants, ou partie en actions libérées et partie en deniers comptants;

D'emprunter des deniers sur le crédit de la compagnie;

D'émettre des bons, obligations ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugées convenables pourvu que chaque tel bon, telle obligation ou autre valeur ne soit pas pour une somme moindre que celle de cent piastres;

D'hypothéquer ou donner en garantie les immeubles de la compagnie ou donner en garantie les biens meubles de la compagnie, ou donner ces deux espèces de garantie pour assurer le paiement de tels bons, obligations ou autres valeurs, et de tous emprunts de deniers faits pour les fins de la compagnie;

De donner par l'entremise de leurs officiers dûment autorisés, à un ou à plusieurs fidé-commissaires, pour assurer le paiement des bons ou obligations, une hypothèque sur les immeubles de la compagnie, en mentionnant l'émission et le montant des bons ou obligations ainsi garantie, sous le nom de "La Compagnie de Construction de Nicolet, Limitée", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Nicolet.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,

3497-2 Sous-secrétaire de la province

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-huit juillet 1914, constituant en corporation MM. Jean Edouard Charles Bumbray, avocat; Tristram Coffin, gérant; Uldéric Gauthier, hôtelier; Frédéric W. Benn, agent; Norman R. Ashley, commis; Jean Baptiste D. Legaré, agent; Robert G. Hobson, commerçant de Montréal; M. Lemieux, chef; Willie Crépin, agent, et Fortunat Laberge, notaire, de Châteauguay, dans les buts suivants:

Dans le but de récréation et d'instruction pour l'esprit et le délassement pour le corps; le club a pour objet d'encourager tous les sports en plein air, et tous les amusements, exercices hygiéniques, réunion sociale, d'établir, maintenir et diriger en club pour l'encouragement et l'exercice des jeux de balle, de crosse, de hockey, de golf, de lawn-tennis, de quilles, de pool, de billards, d'établir, maintenir et diriger des écoles de natation, d'équitation, d'automobilisme, des classes de chant, de musique, de littérature ou autres arts sociaux et pour ces fins posséder, acheter, fournir, ériger maintenir et diriger des maisons de club, terrain et champs de jeux, abris pour bateaux, pour automobiles, chevaux, voitures, à l'usage et à la disposition des membres du club et de leurs hôtes;

Enfin de recevoir, acquérir, échanger, posséder, louer et avoir en jouissance toutes les propriétés mobilières et immobilières nécessaires ou désirables pour atteindre ces fins, et d'engager, hypothéquer, louer, vendre et aliéner les dites propriétés, d'en disposer autrement et d'en acquérir d'autres à leur place s'il le désire, sous le nom de "Châteauguay Boating Club Limited", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00),

privileges and provisions of the laws governing such professions;

To pay for all services rendered to or required by the company, or for any acquisition made by the company, in paid up shares of the company or in cash, or partly in paid up shares and partly in cash;

To borrow money upon the credit of the company;

To issue bonds, obligations or other securities of the company and to give as security or sell the same for such price and amount as may be deemed convenient, provided that such bond, obligation or other security be not for an amount less than one hundred dollars;

To hypothecate or pledge the immovables of the company or pledge the moveables of the company, or to give both the above kinds of securities to guarantee the payment of such bonds, obligations or other securities, and of any loans of money made for the company's purposes;

To give through their officers duly authorized, to one or more trustees, an hypothec upon the immovables of the company to guarantee the payment of the bonds or obligations, mentioning therein the issue and amount of the bonds or obligation thus guaranteed, under the name of "La Compagnie de Construction de Nicolet, Limitée" with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Nicolet.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty-first day of July, 1914.

C. J. SIMARD,

3498 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of July, 1914, incorporating Messrs. Jean Edouard Charles Bumbray, advocate; Tristram Coffin, manager; Ulderic Gauthier, hotelkeeper; Frederic W. Benn, agent; Norman R. Ashley, clerk; Jean-Baptiste D. Legaré, agent; Robert G. Hobson, trader, of Montreal; M. Lemieux, chef; Willie Crepin, agent, and Fortunat Laberge, notary, of Châteauguay, for the following purposes:

The recreation and education of the mind and relaxation for the body; the club has for object the encouragement and development of all open air sport and any amusements, healthful exercises and social meetings, the establishment, maintenance and management of a club for the promotion and the carrying on of ball games, lacrosse, hockey, golf, lawn-tennis, bowling, pool and billiards, the establishment, maintenance and management of swimming, riding and automobile schools, singing, music, literary and other social art classes, and for the above purposes to hold, furnish, erect, maintain and manage club houses, ball parks and play grounds, shelters for boats, automobile garages, shelters for horses and vehicles for the use and at the disposal of the club members, and their guests;

Finally to receive, acquire, exchange, hold, lease and have the enjoyment of any moveable and immovable property necessary or suitable for the attainment of such purposes, and to pledge, hypothecate, lease, sell, alienate and otherwise dispose of the said property, and to acquire other property in lieu thereof if the club so desire, under the name of Châteauguay Boating Club, with a capital stock of twenty thou-

divisé en deux mille (2,000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Châteauguay, district de Beauharnois.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,
3519-2 Sous-secrétaire de la province.

sand dollars (\$20,000.00) divided into two thousand (2,000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Châteauguay, District of Beauharnois.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of July, 1915.

C. J. SIMARD,
3520 Deputy Provincial Secretary.

Avis Divers

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Chicoutimi.
No 4523.

Dame Emélie Tremblay, épouse commune en biens de Ernest Tremblay, marchand, de Jonquières et dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse;

vs

Le dit Ernest Tremblay, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur en cette cause le 11 juillet 1914.

ONESIME TREMBLAY,
Procureur de la demanderesse.
Chicoutimi, 1er août 1914. 3563

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Montréal,
No 4010.

Dame Blanche Mignerou, des cité et dis rict de Montréal, épouse commune en biens de Aldéric Saint-Cyr, marchand-tailleur du même endroit.
Demanderesse;

vs

Aldéric Saint-Cyr, du même endroit,
Défendeur.

Une act on en séparation de biens a été instituée ce jour.

LAMOTHE, SAINT-JACQUES & LAMOTHE,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 22 juillet 1914. 3447-2

Province de Québec. District de Montréal. Cour Supérieure. No 4318. Dame Blanche Lari- vière, épouse commune en biens de Emile H. Brunet, agent, de la ville de Lachine, district de Montréal, Demanderesse, vs le dit Emile H. Brunet, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée le 14ème jour de juillet 1914.

LEBLANC, BROSSARD,
ZOREST & LALONDE,
Procureurs de la demanderesse
Montréal, 23 juillet 1914 3431-2

Cour Supérieure

Province de Québec,
District de Montréal.
No 3331.

Dame Eveline Daoust, dt ment autorisée à ester en justice, épouse commune en biens de Joseph Deslauriers, entrepreneur, tous deux des cité et district de Montréal, Demanderesse; vs le dit Joseph Deslauriers, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été ins- tituée en cette cause le 7 juillet 1914.

CODERRE & GAGNON,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 7 juillet 1914. 3131-5

Miscellaneous Notices

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Chicoutimi.
No. 4523.

Dame Emélie Tremblay, wife common as to property of Ernest Tremblay, merchant, of Jonquières, and duly authorized to ester en justice,
Plaintiff;

vs

The said Ernest Tremblay, Defendant.
An action for separtaion as to property has been instituted in this case the 11th of July, 1914.

ONESIME TREMBLAY,
Attorney for Plaintiff.
Chicoutimi, 1st August, 1914. 3564

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Montréal,
No 4010.

Dame Blanche Miqueron, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Alderic Saint Cyr, merchant tailor, of the same place,
Plaintiff;

vs

Aldéric Sa nt Cyr, of the same place,
Defendant.

An action for separation as to property has this day been instituted.

LAMOTHE, SAINT-JACQUES & LAMOTHE,
Attorneys for the Plaintiff.
Montreal, 22nd July, 1914. 3448

Province of Quebec. District of Montreal. Superior Court. No. 4318. Dame Blanche Lari- vière, of the town of Lachine, district of Montreal, wife common as to prop rty of Emile H. Brunet, agent, of the same place, Plaintiff, vs the said Emile H. Brunet, Defenda it.

An action in separation as to property has been instituted on the 14th day of July, 1914.

LEBLANC, BROSSARD,
ZOREST & LALONDE,
Attorneys for Plaintiff.
Montreal, 23rd July, 1914. 3432

Superior Court

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 3331.

Dame Eveline Daoust, duly authorized to ester en justice, wife common as to property of Joseph Deslauriers, contractor, both of the city and district of Montreal, Plaintiff; vs the said Joseph Deslauriers, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case on the 7th July, 1914.

CODERRE & GAGNON,
Attorneys for the plaintiff.
Montreal, 7th July, 1914. 3132

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District des Trois-Rivières.

No 57.

Dame Zélia Villemure, de la paroisse de Saint-Barnabé, épouse de Joseph Villemure, comptable, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs

Le dit Joseph Villemure, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le vingt-deuxième jour de juillet 1914.

DESY & LANGLOIS,

Procureurs de la demanderesse.

Trois-Rivières, 22 juillet 1914. 3433-2

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

No 1865.

Dame Léontine Campeau, épouse de Ovila Séguin, hôtelier, des cité et district de Montréal, Demanderesse; vs Le dit Ovila Séguin, Défendeur.

La demanderesse a, ce jour, instituée une action en séparation de biens contre le défendeur.

J. A. DAVID,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 16 juillet 1914. 3331-3

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

No 4102.

Dame Céline Thériault, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Cléophas Desrochers, commerçant du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Le dit Cléophas Desrochers, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée le 26 juin 1914, contre son dit mari.

MONTY & DURANLEAU,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 17 juillet 1914. 3319-3

Dans la Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Saint-François.

No 279.

Dame Clara Fisette, de Sherbrooke, épouse de Cyrille Lemay, agent voyageur, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs

Le dit Cyrille Lemay, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le vingt-sixième jour de décembre 1913.

J. H. LEMAY,

Procureur de la demanderesse.

Sherbrooke, 20 juillet 1914. 3369-3

Avis public est par le présent donné que les syndics du cimetière de Griffin, à Griffin, dans le canton de Stanstead, P. Q., s'adresseront au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour incorporation sous le nom de "Griffin Hill Cemetery Company", conformément à la loi des cimetières.

CHAS. M. THOMAS, N. P.,

Pour les dits syndics.

Stanstead, P. Q., 6 juillet 1914. 3135-5

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Three Rivers.

No. 57.

Dame Zélia Villemure, of the parish of Saint-Barnabé, wife of Joseph Villemure, accountant, of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff;

vs

The said Joseph Villemure, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this case, on the twenty second day of July, 1914.

DESY & LANGLOIS,

Attorneys for plaintiff.

Three Rivers, 22nd July, 1914. 3434

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

No. 1865.

Dame Léontine Campeau, wife of Ovila Séguin, hotel-keeper, of the city and district of Montreal, Plaintiff; vs The said Ovila Séguin, Defendant.

The plaintiff has, this day, instituted an action for separation as to property against the Defendant.

J. A. DAVID,

Attorney for the Plaintiff.

Montreal, 16th July, 1914. 3332

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

No. 4102.

Dame Céline Thériault, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Cléophas Desrochers, trader of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs The said Cléophas Desrochers, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted on the 26th of June, last 1914, against her husband.

MONTY & DURANLEAU,

Attorneys for Plaintiff.

Montreal, 17th July, 1914. 3320

In the Superior Court.

Province of Quebec,
District of Saint Francis.

No. 279.

Dame Clara Fisette, of Sherbrooke, wife of Cyrille Lemay, travelling agent, duly authorized to ester en justice, Plaintiff;

vs

The said Cyrille Lemay, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this case on the twenty sixth day of December 1913.

J. H. LEMAY,

Attorney for the Plaintiff.

Sherbrooke, 20th July, 1914. 3370

Public notice is hereby given that the trustees of the Cemetery, at Griffin, in the township of Stanstead, P. Q., will apply to the Lieutenant Governor of the province of Quebec, for incorporation, under the name of the "Griffin Hill Cemetery Company", pursuant to the cemeteries Act.

CHAS. M. THOMAS, N. P.,

For said trustees.

Stanstead, P. Q., 6th July, 1914. 3136

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure. No 2572. Dame Parmélie Tessier, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Henri Ethier, ferblantier et couvreur, autrefois des cité et district de Montréal, aujourd'hui des lieux inconnus, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Henri Ethier, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée le 4 juillet 1914.

ELPHEGE MARIER,

Procureur de la demanderesse.

Montréal, 4 juillet 1914. 3069-5

Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Montréal.

No 230.

Dame Jeanne Gorrel, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Maurice Chassagne, agent, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs

Le dit Maurice Chassagne, Défendeur. Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

DESAULNIERS & VALLEE,

Procureurs de la demanderesse

Montréal, 6 juillet 1914. 3107-5

Cour Supérieure.

Canada,

Province de Québec.

District de Saint-Hyacinthe.

No 86.

Dame Mélanie Roireau dit Laliberté, de Central Falls, dans le Rhode Island, l'un des états-unis d'Amérique, épouse commune en biens de Samuel Lemonde, ci-devant de Saint-Simon, dans le district de Saint-Hyacinthe, et maintenant de lieux inconnus, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit mari.

LUSSIER & GUIMONT,

Avocats de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 16 juin 1914. 2969-5

Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Montréal.

No 4141.

Dame Philomène Rousseau, épouse commune en biens de Thomas Dancause, entrepreneur, de la cité de Lachine, dans le district de Montréal, Demanderesse; vs le dit Thomas Dancause, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur.

A. JASMIN,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 9 juillet 1914. 3205-4

Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Montréal.

No 1416.

Dame Evéline Goyer, de la cité de Lachine, dans le district de Montréal, épouse commune en biens de Hormisdas Rabeau, du même lieu, marchand, Demanderesse; vs le dit Hormisdas Rabeau, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour contre le défendeur.

A. JASMIN,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 9 juillet 1914. 3201-4

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court. No. 2572. Dame Parmélie Tessier, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Henri Ethier, tinsmith, formerly of the city and district of Montreal, now of unknown places, duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs the said Henri Ethier, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted on the 4th day of July, 1914.

ELPHEGE MARIER,

Attorney for Plaintiff.

Montreal, 4th July, 1914. 3070

Superior Court.

Province of Quebec, District of Montreal.

No. 230.

Dame Jeanne Gorrel, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Maurice Chassagne, agent of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff;

vs

The said Maurice Chassagne, Defendant. An action for separation as to property has been instituted this day.

DESAULNIERS & VALLEE,

Attorneys for Plaintiff.

Montreal, 6th July, 1914. 3108

Superior Court.

Canada,

Province of Quebec,

District of Saint Hyacinth.

No 86.

Dame Mélina Roireau dit Laliberté, of Central Falls, State of Rhode Island, one of the united states of America, wife common as to property of Samuel Lemonde, heretofore of Saint Simon, district of Saint Hyacinth, and now in unknown parts, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

LUSSIER & GUIMONT,

Attorneys for plaintiff.

Saint Hyacinth, 16th June, 1914. 2970

Superior Court.

Province of Quebec, District of Montreal.

No 4141.

Dame Philomène Rousseau, wife common as to property of Thomas Dancause, contractor, of the city of Lachine, in the district of Montreal, Plaintiff; vs The said Thomas Dancause, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, against the Defendant.

A. JASMIN,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 9th July 1914. 3206

Superior Court.

Province of Quebec, District of Montreal.

No. 1416.

Dame Evéline Goyer, of the city of Lachine, in the district of Montreal, wife common as to property of Hormisdas Rabeau, of the same place, merchant, Plaintiff; vs the said Hormisdas Rabeau, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, this day, against the Defendant.

A. JASMIN,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 9th July, 1914. 3202

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No. 4232.

Dame Constantine Marleau, épouse légalement commune en biens de Joseph St-Jean, de la cité de Lachine, dans le district de Montréal, marchands-épiciers, Demanderesse vs le dit Joseph St-Jean, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour contre le défendeur.

A. JASMIN,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 9 juillet 1914. 3203-4

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Saint-François.
Dame Albertine Chartier, épouse de Frédéric Geoffrion, forgeron, de la ville de Magog, dans le district de Saint-François dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Le dit Frédéric Geoffrion, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le cinquième jour de juin 1914.

O'BREADY & PANNETON,
Procureurs de la demanderesse.
Sherbrooke, 16 juin 1914. 3305-4

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District d'Arthabaska.
No 252.

Dame Salomé Richard, de la paroisse de Saint-Samuel de Horton, épouse commune en biens de Lucien Levasseur, cultivateur, de la dite paroisse de Saint-Samuel de Horton et dûment autorisée à ester en justice en la présente cause par le protonotaire de ce district en l'absence du juge,
Demanderesse;

vs

Le dit Lucien Levasseur, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée ce jour par la demanderesse contre le défendeur.

PERRAULT & PERRAULT,
Procureurs de la demanderesse.
Arthabaska, 27 juillet 1914. 3545-2

Avis de Faillites

District de Saint-François.

In re J. R. Blue, Capelton, Failli.
Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été déclaré en cette affaire, et sera payable le ou après le 10ème jour d'août 1914, à notre bureau.

TELESPHORE BELANGER,
GEDEON E. BEGIN,
Bureau de Bélanger & Bégin,
155, rue Wellington, Sherbrooke.
Sherbrooke, 24 juillet 1914. 3559

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 210.

In re Bshara Bros., 190, Boulevard Saint-Laurent, Montréal, Insolubles.
Avis est par le présent donné que les insolubles ci-dessus nommés ont, ce vingt-neuvième jour de

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 4232.

Dame Constantine Marleau, wife legally common as to property of Joseph St-Jean, of the city of Lachine, in the district of Montreal, grocers-merchant, Plaintiff; vs the said Joseph St-Jean, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, this day, against the Defendant.

A. JASMIN,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 9th July, 1914. 3204

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Saint Francis.
Dame Albertine Chartier, wife of Frédéric Geoffrion, blacksmith, of the town of Magog, in the district of Saint Francis, duly authorized to ester en justice, Plaintiff; as The said Frédéric Geoffrion, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, in the fifth day of June, 1914.

O'BRADY & PANNETON,
Attorneys for the plaintiff.
Sherbrooke, 16th July, 1914. 3306

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Arthabaska.
No. 252.

Dame Salomé Richard, of the parish of Saint Samuel of Horton, wife common as to property of Lucien Levasseur, farmer, of said parish of Saint Samuel of Horton, duly authorized à ester en justice,
Plaintiff;

vs

The said Lucien Levasseur, Defendant.
An action in separation as to property has been instituted this day by the Plaintiff against the defendant.

PERRAULT & PERRAULT,
Attorneys for Plaintiff.
Arthabaska, this 27th day of July, 1914. 3546

Bankrupt Notices

District of Saint Francis.

In re J. R. Blue, Capelton, Insolvent.
Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been declared in the above matter, which will be payable, on or after the 10th day of August, 1914, at our office.

TELESPHORE BELANGER,
GEDEON E. BEGIN,
Office of Bélanger & Bégin,
155, Wellington street, Sherbrooke.
Sherbrooke, 24th July, 1914. 3560

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 210.

In re Bshara Bros., 190 Saint Lawrence Boulevard, Montreal, Insolvent.
Notice is hereby given that the above named insolvents have, this 29th day of July, 1914, made

juillet 1914, fait une cession judiciaire de tous leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers.

J. G. DUHAMEL,
Député-Gardien-Provisoire.
Bureau de Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No 3, Notre-Dame-Est, Montréal.
Montréal, 29 juillet 1914. 3553

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 185.

John James Thompson and George Mizener
(Thompson & Mizener), Insolubles.

Joseph Hogue, Esq.,
363, rue Fabre.

AVIS AUX CREANCIERS

Avis est par le présent donné que samedi, le 18 juillet 1914, le soussigné a été nommé, par un jugement de la cour supérieure, curateur aux biens des dits insolubles qui ont fait une cession judiciaire de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être produites dans les trente jours de cet avis.

GEORGE P. VANIER,
Curateur.
Montréal, 30 juillet 1914. 3551

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 214.

In re Leither Brothers, des cité et district de Montréal.

Avis est par le présent donné que les faillis ci-dessus nommés ont, ce jour, fait une cession judiciaire de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers.

J. W. MICHAUD,
Député gardien provisoire.
Bureau de Michaud et Desrosiers,
Comptables et liquidateurs,
55, Saint-François-Xavier, Montréal.
Montréal, 30 juillet, 1914. 3549

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

Re Lafontaine & Frère, Insolubles.

Avis est par le présent donné que par un jugement de la cour supérieure, en date du 4 août 1914, j'ai été nommé curateur aux biens des sus-nommés.

Les réclamations assermentées doivent être filées entre mes mains, dans les trente jours du présent avis.

PAUL L. TURGEON,
Curateur.

Bureau de Chartrand & Turgeon,
55, rue Saint-François-Xavier, Montréal.
Montréal, 4 août 1914. 3609

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District d'Arthabaska.

In re E. B. Yared, Saint-Cyrille de Wendover,
Qué., Insolvable.

Avis est donné par la présente que le 3ème jour d'août 1914, le soussigné a été nommé, par ordonnance de la cour, curateur en cette affaire.

Les créanciers du dit insolvable sont requis de filer leur réclamation à mon bureau, 83 rue

a judicial abandonment of all their property for the benefit of their creditors.

J. G. DUHAMEL,
Deputy Provisional Guardian.
Office of Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No. 3, Notre-Dame street east, Montreal.
Montreal, 29th July, 1914. 3554

Superior Court.

Province of Quebec
District of Montreal.
No. 185.

John James Thompson and George Mizener
(Thompson & Mizener), Insolvents.

Joseph Hogue, Esq.,
363, Fabre street.

NOTICE TO CREDITORS

Notice is hereby given that on Saturday, the 18th of July, 1914, the undersigned was appointed, by judgment of the superior court, curator to the goods of the said insolvents, who have made a judicial abandonment of their goods for the benefit of their creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

GEORGE P. VANIER,
Curator.
Montreal, 30th July, 1914. 3552

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 214.

In re Leither Brothers, of the city and district of Montréal.

Notice is hereby given that the above named insolvents, have, this day, made a judicial abandonment of their property for the benefit of their creditors.

J. W. MICHAUD,
Deputy Provisional Guardian.
Office of Michaud & Desrosiers,
Accountants and liquidators,
55, Saint François Xavier street, Montreal.
Montreal, 30th July, 1914. 3550

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

Re Lafontaine & Frère, Insolvents.

Notice is hereby given that by a judgment of the superior court, dated the 4th of August, 1914, I have been appointed curator to the above named estate.

Sworn claims must be filed with me within thirty days of the present notice.

PAUL L. TURGEON,
Curator.

Office of Chartrand & Turgeon,
55, Saint François Xavier street, Montreal.
Montreal, 4th August, 1914. 3610

Superior Court

Province of Quebec,
District of Arthabaska.

In re E. B. Yared, Saint Cyrille de Wendover,
Que., Insolvent.

Notice is hereby given that on the 3rd day of August, 1914, the undersigned has been appointed, by an ordonnance of this court, curator to the above estate.

Creditors of said insolvent are requested to file their claim at my office, 83, Craig street West,

Craig Ouest, Montréal, sous trente jours du présent avis, s'ils ne l'ont déjà fait.

VINCENT LAMARRE,
Curateur.

Bureaux: 820 Edifice "Power",
Montréal, 4 août 1914.

3607

Montreal, if they have not already done so, within thirty days from date of present notice.

VINCENT LAMARRE,
Curator.

Office: 820 "Power" Building,
Montreal, 4th August, 1914.

3608

En liquidation

SOUS LES DISPOSITIONS DE LA LOI DES LIQUIDATIONS ET SES AMENDEMENTS

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Rimouski.
No 4894.

In re La Compagnie d'Assurance contre l'incendie de Rimouski, En liquidation;

et

Théodore Meunier, Liquidateur.

Aux termes de deux ordonnances rendues en cette affaire l'une en date du 13 juillet et l'autre en date du 24 juillet 1914, avis est par le présent donné que le liquidateur vendra à l'enchère publique au plus offrant et dernier enchérisseur, l'immeuble de la compagnie d'assurance contre l'incendie de Rimouski, en liquidation, ainsi que les meubles à demeure fixe qui se trouvent sur le dit immeuble décrit comme suit, savoir:

La partie ouest du lot numéro cent quatre-vingt-treize (193), des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Saint-Germain de Rimouski, étant un terrain situé en la dite ville à l'encoignure des rues des Avocats et Saint-Jean, contenant 76 pieds sur la rue des Avocats, sur 90 pieds sur la rue Saint-Jean, borné au nord et à l'est à J. A. Talbot, au sud à la rue Saint-Jean et à l'ouest à la rue des Avocats—avec l'édifice dessus construit circonstances et dépendances, tel que le tout se trouve actuellement, et sans garantie de mesure précise.

La dite vente aura lieu le VINGT-DEUXIÈME jour d'AOUT prochain, 1914, à ONZE heures de l'avant-midi, au bureau de la compagnie d'assurance contre l'incendie de Rimouski, en liquidation, en la ville de Saint-Germain de Rimouski, sujette aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges dont un double est déposé au bureau du liquidateur, No 2, Place d'Armes, à Montréal, district de Montréal, et un autre double au bureau de la compagnie d'assurance contre l'incendie de Rimouski, en liquidation, en la ville de Saint-Germain de Rimouski.

Pour tous renseignements, s'adresser au bureau de la compagnie d'assurance contre l'incendie de Rimouski, en liquidation, en la ville de Saint-Germain de Rimouski, ou au bureau du liquidateur au No 2, Place d'Armes, à Montréal.

THEODORE MEUNIER,
Liquidateur.

Saint-Germain de Rimouski, 28 juillet 1914.

3531-2

D'APRES L'ACTE DES LIQUIDATIONS.

Canada,
Province de Québec,
District de Québec.
No 903.

Re La Cie de Pulpe Dalmas,

En liquidation.

Avis est par le présent donné que suivant ordonnance, rendue le 29ème jour de juin 1914,

In Liquidation

UNDER THE PROVISIONS OF THE WINDING-UP ACT AND AMENDMENTS THERETO.

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Rimouski.
No. 4894.

In re The Rimouski Fire Insurance Company, In Liquidation;

and

Théodore Meunier, Liquidator.

Pursuant to two orders rendered in the above matter, one bearing date the 13th July and the other bearing date the 24th July, 1914, notice is hereby given that the liquidator will sell at public auction, to the highest and last bidder, the immovable of the Rimouski Fire Insurance Company, in liquidation, with the fixtures attached to the said immovable described as follows:

The west part of the lot number one hundred and ninety three (193), of the official plan and book of reference of the town of Saint Germain de Rimouski, being a lot of land situate in the said town, at the corner of des Avocats and Saint Jean streets, containing 76 feet on des Avocats street by 90 feet on Saint Jean street, bounded on the north and east by J. A. Talbot, on the south by Saint Jean street and on the west by des Avocats street—with the building erected thereon, circumstances and dependencies, the whole in its actual state, and without warranty as to exact measurements.

The said sale shall take place on the TWENTY SECOND day of AUGUST next, 1914, at ELEVEN o'clock in the forenoon, at the office of the Rimouski Fire Insurance Company, in liquidation, in the town of Saint Germain de Rimouski, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges a duplicate whereof is deposited at the office of the liquidator, No 2, Place d'Armes, at Montréal, and the other duplicate at the office of the Rimouski Fire Insurance Company, in liquidation, in the town of Saint Germain de Rimouski.

For further particulars apply at the office of the Rimouski Fire Insurance Company, in liquidation, in the town of Saint Germain de Rimouski or at the office of the liquidator, No. 2, Place d'Armes, at Montréal.

THEODORE MEUNIER,
Liquidator.

Saint Germain de Rimouski, 28th July, 1914.

3532

UNDER THE WINDING UP ACT.

Canada,
Province of Quebec,
District of Quebec.
No. 903.

Re La Compagnie de Pulpe Dalmas,

In liquidation.

Notice is hereby given that pursuant to judgment rendered 29th June, 1914, by His Lordship

par Son Honneur le juge McCorkill, nous vendrons à nos bureaux, Dominion Building, rue Saint-Pierre, à Québec, par encan public, MARDI le 18 AOUT 1914, à 10.30 hrs a. m.

1. Canton Dolbeau, 2ème rang, lots 21-1 à 21-213, 22-1 à 22-231, y compris 168 A et 224 A, 23-1 à 23-232 avec la chute et le barrage vis-à-vis les dits lots 21 et 22, formant le pouvoir d'eau.

2. Canton Dolbeau, 4ème rang, lots 24, 25 et 26 comprenant le site du moulin et les pouvoirs hydrauliques de la chute blanche sur la petite rivière Péribonka en front et vis-à-vis les dits lots.

3. Une étendue de terrain entre le lac des Cyprès et le Lac Long territoire non organisé du Lac Saint-Jean, superficie environ 60 acres.

4. Une étendue de terrain sur la rivière des Aigles, même territoire, environ 80 acres.

5. Le droit de se servir des eaux dans la rivière et du lac des Aigles et du lac Long pour les déverser dans le lac des Cyprès affluant de la rivière Petite Péribonka, pour en augmenter le pouvoir d'eau et la force hydraulique et le droit de faire à cette fin les travaux du barrage et creusage sur les terrains ci-haut mentionnés.

6. Les lots de terrains aujourd'hui connus comme étant les numéros 17-1 et 17-2, cinquième rang, canton Dalmas, Lac Saint-Jean, superficies 7 à 8 acres—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances; aussi tous les droits que la compagnie peut avoir sur toutes autres parties du dit lot 17 notamment: 7 novembre 1900, vente Guay à Cie Pulpe Péribonka, 225 pieds, ligne nord-ouest par 50 pieds ligne S-est à prendre de la petite rivière Péribonka, où la ligne droite sera tirée allant à l'autre ligne où elle se termine à 225 pieds de la dite rivière. 29 octobre 1901, vente Guay à Cie de Pulpe Péribonka, 125 pieds, front sur 100 pieds, profondeur vers le sud-ouest à la rivière petite Péribonka et 5 arpents en superficie sans comprendre le chemin public qui le coupe, et deux emplacements vendus à Jules Bergeron et François Dallaire; borné en front vers l'ouest et le sud-ouest à la Cie Péribonka ou ses successeurs, vers le sud-est à 150 pieds de la ligne sud-est du dit lot de terre en profondeur vers l'est au dit Philémon Guay ou ses successeurs, c'est-à-dire au trait carré avec les lignes du dit lot de terre comme sous le numéro 17 et vers le nord à la ligne nord d'icelui lot de terre. 1er avril 1904, Philémon Guay, ayant vendu deux terrains à Jean Bouchard et Célestin Morin, qu'il avait déjà vendu à la Cie de Pulpe Péribonka donne en échange. A. Un morceau de terrain situé sur le côté nord du lot 17; borné en front à l'ouest par la rivière petite Péribonka, au sud par terrain de la Cie, à l'est par le terrain ci-après décrit, au nord par la ligne entre les lots 17 et 18. B. Un morceau de terrain borné à l'ouest par terrain en premier lieu décrit, au sud par terrain de la compagnie et à l'est par une ligne tirée et bornée par arpenteur, dont l'extrémité est à 345 pieds de la rivière Petite Péribonka.

7. Un emplacement étant partie du lot 4, 7ème rang Dalmas, acquis le 12 février 1913, de Jos. Simard, devant Come L. A. Morisset, N. P.

8. Licence de droit de coupe, limité, canton Dolbeau No 1, payée au 30 juin 1914: 1er rang lots Nos 9 et 10; 2ème rang Nos 7, 8, 9, 11, 12 et 14; 3ème rang Nos. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 12, 14, 15, 16, 17, 18 et 19; 4ième rang, Nos 1 à 22; 5ème rang Nos. 1 à 9, 14, 16 et 17; Superficie

McCorkill, we will sell at our offices, Dominion Building, Saint Peter street, at Quebec, by public auction, TUESDAY 18th AUGUST, 1914, at 10.30 o'clock a. m.

1. Township of Dolbeau, second range. Lots 21-1 to 21-213, 22-1 to 22-231 including 168 A and 224 A 23-1 to 23-232, with falls and the barrage opposite lots 21 and 22 forming the water power.

2. Township of Dolbeau, fourth range. Lots 24, 25 and 26 including the mill site and the water powers of the Chute Blanche on the Little Peribonka river, in front and opposite the said lots.

3. A stretch of land between Lacs des Cyprès and Lac Long, unorganized territory of Lake Saint John district, having a superficies of about 60 acres.

4. A stretch of land on Rivière des Aigles, same territory having a superficies of about 80 acres.

5. The right to use the water of the river and of Lake des Aigles and of Lake Long running it into Lake des Cyprès where it flows into the river Petite Peribonka to increase the water power and its hydraulic force and the right to make for that purpose all works of *barrage* and excavation on lots above mentioned.

6. Lots of land to day known and described as lots No. 17-1 and 17-2, fifth range, township of Dalmas, Lake Saint John, superficies 7 to 8 acres—with building thereon erected, circumstances and dependencies, also all or any rights which the Company may have on any other portion of said lot No. 17 and acquired as under. 17th November, 1900. Sale Guay to Peribonka Pulp Co., 225 ft, north west line by 50 ft. in line south east from river Petite Péribonka, where a straight line runs to the other line where it ends at 225 ft. from said river. 29th October, 1901. Sale Guay to Peribonka Pulp, Co., 125 ft. frontage by 100 ft. in depth forwards the south west bounded by River Petite Péribonka, having 5 arpents in superficies not including the public road which crosses the land and two emplacements sold to Julius Bergeron and François Dallaire; bounded in front towards the west and south west by the Peribonka Pulp Co., or its representatives, towards the south east at 150 ft. of the south eastern line of said lot in depth towards the east to Philémon Guay or his successors, that is at the *trait carré* with the lines of said lot of land known as No. 17 and towards the north by the northern line of said lot. 1st April, 1904, Philémon Guay, having sold two lots of land to Jean Bouchard and Célestin Morin, lands already sold to the Peribonka Pulp Co., gives in exchange. A. A piece of ground situated on northern site of lot No. 17. bounded in front at the west by river Petite Péribonka at the south by the Company's property at the east by the piece of land described hereafter and at the north by the durding line between lots 17 and 18. B. A piece of ground bounded at the west by lot described in first place. at the south by the Company's property, and at the east by a line drawn and fixed by a surveyor whose extremity is at 345 ft. river Petite Péribonka.

7. A plot of land being part of lot 4 of the seventh range of Dalmas, township acquired 12th February, 1913, from Jos. Simard, before Come L. A. Morisset, N. P.

8. License to stumpage rights on limit No. 1 of Dolbeau township, paid to 30th June, 1914, being: 1st range lots 9 and 10; 2nd range lots 7, 8, 9, 11, 12 and 14; 3rd range lots, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 12, 14, 15, 16, 17, 18, 19; 4th range lot, 1 to 22; 5th range lot, 1 to 9, 14, 16 and 17; Superficie

9 5/6 milles carrés plus ou moins; Droits de coupe payés au 30 juin 1914.

9. Licence de droit de coupe, limité payée au 30 juin 1914; 2ème rang nord du Lac Saint-Jean, No 4, superficie 25 milles carrés plus ou moins; 3ème rang nord du Lac Saint-Jean No 4, super-

ficie 18 milles carrés plus ou moins; Droits de coupe payés au 30 juin 1914.

Conditions: 25% sur adjudication, la balance payable lors de la signature de l'acte d'achat, le délai ne devant pas excéder 30 jours et portera intérêt à 6% du jour de la vente. Les charges de transfert seront payables par l'acheteur.

L'acquéreur aura à en prendre possession et titre de suite mais devra en donner gratuitement l'usage des moulins à l'acheteur des billots pendant quatre mois de la date de la vente, de même que le droit de loger son bois ou sa pulpe sur les terrains avoisinants à au moins 200 pieds du moulin à pulpe.

Les propriétés ci-dessus comprennent toutes les bâtisses et dépendances construites sur les lots ci-dessus, comprenant, maisons, dalle de vingt pieds de largeur, machine shop, quai, moulin à pulpe et ses machineries et outillage et le moulin à scie et ses machineries.

La dite vente est faite en vertu et en conformité aux articles 7552 et suivants des Statuts refondus de Québec, 1909, et devant avoir l'effet du décret.

Copie des actes de ventes et des titres et le certificat d'enregistrement sont déposés à nos bureaux où ils peuvent être examinés.

La vente se fera en bloc.

Les personnes suivantes ont possédé les immeubles pendant les trois dernières années.

Compagnie de Pulpe Dalmas.

LARUE & TRUDEL,
Liquidateurs.

Bureaux: 126, rue Saint-Pierre, Québec.

LS. DESCHENE,
Commissaire-Priseur.

3249-4

Licitaton

Cour Supérieure.

Province de Québec,

District de Montréal.

No 3667.

Avis public est par le présent donné que par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, vingt-sept avril, mil neuf cent quatorze, dans une cause portant le No 3667, dans laquelle Dame Virginie Landry, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Léonidas Bessette, contre-maître du même lieu, et de ce dernier dûment autorisée aux présentes, et le dit Léonidas Bessette, partie aux présentes tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse, est demanderesse; et Edmond Aumond, Joseph Aumond, Zénon Aumond, Mathilde Aumond, épouse de J. B. Laurier, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux présentes, tous cinq de la cité et du district de Montréal; Zéphirine Aumond, fille majeure et usant de ses droits, Zoé Aumond, épouse de J. E. Emile Forest, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux présentes; Joseph Aumond et Edmond, ces cinq derniers de la paroisse de Saint-Jacques l'Achigan, dans le district de Joliette; Maxime Aumond, de la paroisse de Saint-Paul-l'Ermitte, dit district, Egide Aumond, de la paroisse de Saint-Lin, dit district, Denis Aumond,

9 5/6 sq. miles, more or less; Stumpage dues paid to 30th June, 1914.

9. License to stumpage rights paid to 30th June, 1914, on limits; 2nd range Lake Saint John north, No. 4, 25sq. miles, more or less; 3rd range Lake Saint John north, No. 4, 18 sq.

miles, more or less; Stumpage due after to 30th June 1914.

Conditions.—25% on adjudication, balance at the time of signing the deed which must not exceed 30 days, bearing interest 6% from date of sale. The department transfer charges payable by purchaser. Purchasers of pulp mill and saw mill will at once take possession and title but will have to allow the free use of the mills to the purchaser of the logs, for four months from date of sale as also the right to use surrounding lands to store his lumber and pulp, at at least 200 ft. distance from the pulp mill.

The above properties include all buildings and constructions therein erected including seven houses. Canal of 20 ft. width, machine shop, wharf pulp mill, its machinery and tools and the saw mill with its machinery.

This sale is made under the authority and in conformity with articles 7552 and following of the Revised Statutes, of Québec, 1909, and will have the same effect as if made by the sheriff (*effet du décret*).

Copies of the deeds and the registry office's certificate are deposited, at our offices where they can be examined.

The sale will be made *en bloc*.

The following persons, have since the last three years, owned the properties.

Cie Pulpe Dalmas.

LARUE & TRUDEL,
Liquidateurs.

Offices: 126, Saint Peter street, Québec,

LS. DESCHENES,
Auctioneer.

3250

Licitaton

Superior Court.

Province of Québec,

District of Montreal.

No. 3667.

Notice is hereby given that, under and by virtue of a judgment of the 27th of April, instant, rendered by the superior court, sitting at Montreal, in and for the district of Montreal, in a case bearing No. 3667, wherein Mrs. Virginie Landry of the city and district of Montreal, wife common as to property of Léonidas Bessette, foreman, of the same place, and duly authorized by this latter to these presents, and the said Léonidas Bessette, personally for the purpose of authorizing his said wife to these presents, is plaintiff; and Edmond Aumond, Joseph Aumond, Zénon Aumond, Mathilde Aumond, wife of J. B. Laurier, and this latter to authorize to these presents, all five of the city and district of Montreal; Zéphirine Aumond, spinster, Zoé Aumond, wife of J. E. Emile Forest, and this latter to authorize his said wife to these presents; Joseph Aumond and Edmond, these last five of the parish of Saint Jacques l'Achigan, in the district of Joliette; Maxime Aumond, of the parish of Saint Paul l'Ermitte, said district, Egide Aumond, of the parish of Saint Lin, said district; Denis Aumond, Délima Aumond, wife of Joseph

Delina Aumond, épouse de Joseph Dupuis et ce dernier pour autoriser sa dite épouse, et Ignace Aumond, fils, ces quatre derniers de la paroisse de Saint-Alexis, dit district de Joliette; Alphonse Beaudry, de South Junction, dans la province de Manitoba, Canada; Rose-Délina Beaudry, de Saint-Joseph, dans la dite province de Manitoba, épouse de John L. Gooler, du même lieu, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse; Zephers Beaudry, de Saskatoon, dans la province de Saskatchewan, Canada, épouse de Joseph Loranger, du même lieu, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse; Emélie Beaudry, de Argyle, dans l'état du Minnesota, l'un des états-unis de l'Amérique, épouse de Eldredge Labine, du même lieu, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse; Régina Beaudry, de North Dakota, l'un des états-unis de l'Amérique, épouse de Israel Jarvis, du même lieu, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse, et Ida Beaudry, de Stephens, dans l'état de Minnesota, l'un des états-unis de l'Amérique, épouse de Napoléon Beaudry, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux présentes, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

a. Un immeuble connu et désigné comme étant la subdivision No 3 du lot original 1468 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du quartier Sainte-Marie, à Montréal—avec les bâtisses y érigées;

b. Un immeuble connu et désigné comme étant la subdivision No 4, du lot original 1468 des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, à Montréal—avec les bâtisses y érigées; le tout avec les servitudes acquises et passives y établies, et notamment l'usage des ruelles desservant les dits immeubles;

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur le DIX-SEPTIEME jour de SEPTEMBRE prochain, 1914, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice, à Montréal; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposés au greffe du protonotaire de la dite cour; et toute opposition afin d'annuler afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposé au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

PELLETIER, LETOURNEAU,
BEAULIEU & LUSSIER,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 14 juillet 1914. 3555

Petition

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District d'Ottawa.

No 3632.

Dame Constance Charette, Demanderesse; vs
Jean Cyr, Défendeur.

A l'honorable cour supérieure siégeant pour le
district d'Ottawa.

La requête de Dame Constance Charette, de la

Dupuis, and this latter to authorize his said wife, and Ignace Aumond, junior, these last four of the parish of Saint Alexis, said district of Joliette; Alphonse Beaudry of South Junction, in the province of Manitoba, Canada; Rose Délina Beaudry, of Saint Joseph, in the said province of Manitoba, wife of John L. Gooler, of the same place, and this latter his said wife, Zephers Beaudry of Saskatoon, in the province of Saskatchewan, Canada, wife of Joseph Loranger, of the same place and this latter to authorize his said wife; Emile Beaudry, of Argyle, in the state of Minnesota, one of the united-states of America, wife of Eldredge Labine, of the same place, and this latter to authorize his said wife; Régina Beaudry, of North Dakota, one of the united states of America, wife of Israel Jarvis, of the same place and this latter to authorize his said wife and Ida Beaudry of Stephens, in the state of Minnesota, one of the united states of America, wife, of Napoléon Beaudry, and this latter to authorize his said wife to these presents, are defendants, ordering the licitation of certain immoveables described as follows, to wit:

a. An emplacement known and designated under the number three of the official subdivision of primitive lot number one thousand four hundred and sixty eight (1468-3) upon the official plan and book of reference of Saint Mary's ward, Montreal—with the buildings erected hereon

b. An emplacement known and designated, under the number four, of the official subdivision of primitive lot number one thousand four hundred and sixty eight (1468-4) upon the official plan and book of reference of Saint Mary's ward, Montreal—with the buildings erected thereon; the whole with all active and passive established thereon and specially the use of the lands for the service of the said emplacements;

The above described immoveables will be put to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the SEVENTEENTH day of SEPTEMBER, 1914, the Court sitting in the court room of the court house, in Montreal; subject to the charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at last twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and being the parties in default of filing such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

PELLETIER, LETOURNEAU,
BEAULIEU & LUSSIER,
Attorneys for the Plaintiff.

Montreal, 14th July, 1914. 3556

Requête

Superior Court.

Province of Québec,
District of Ottawa.

No. 3632.

Dame Constance Charette, Plaintiff; vs Jean
Cyr, Defendant.

To the honorable Superior Court, sitting for the
district of Ottawa.

The petition of Dame Constance Charette, of

city of Hull, dans le district d'Ottawa, expose respectueusement:

1. Qu'à la date du 27 octobre 1913, votre requérante, dûment autorisée à ester en justice, a intenté une action en séparation de biens contre le défendeur son époux;

2. Que le 15 décembre 1913, jugement a été rendu par cette honorable cour, déclarant votre requérante séparée de biens d'avec le défendeur;

3. Que le 29 décembre 1913, par acte authentique passé par devant Mtre Louis Bertrand, notaire public, résidant et pratiquant en la cité de Hull, sous le numéro 5746 de ses minutes, et dont copie est produite au soutien des présentes comme exhibit numéro 1 de votre requérante, le dit Jean Cyr, le défendeur en cette cause, a abandonné à votre requérante en paiement de ses reprises et de sa part dans la communauté qui a existée entre elle et son dit époux:

a Tout ce lot ou morceau de terre connu d'après le plan officiel et le livre de renvoi de la dite cité de Hull, comme la moitié sud du lot numéro cent quatre-vingt-onze ($\frac{1}{2}$ S. 191), du quartier cinq de la dite cité de Hull, contenant trente-trois pieds de front par quatre-vingt pieds de profondeur, le tout plus ou moins, avec bâtisses dessus construite et tous les meubles et effets mobiliers qui s'y trouvent;

b La somme de quatre-vingt-sept piastres et quarante-sept centins payée comptant, dont quittance.

4. Que votre requérante s'est en outre engagée par le dit acte à payer une partie des dettes de la dite communauté, lesquelles dettes sont mentionnées au dit acte;

Pourquoi votre requérante conclut à ce que par le jugement de cette cour il soit déclaré et adjugé que l'acte ci-dessus mentionné en date du 29 décembre 1913, par lequel les dits meubles et immeubles lui ont été abandonnés par le défendeur, son mari, en paiement de sa part dans la dite communauté, est ratifié et confirmé à toutes fins que de droit.

Et ferez justice,

(Signé), ACHIM, LANGLOIS &
DEGRANDPRE,
Procureurs de la requérante.

Hull, 24 juillet 1914.

Avis est par les présentes donné qu'il a été déposé au greffe du protonotaire de la cour supérieure du district d'Ottawa, une copie authentique de l'acte mentionné dans la requête ci-dessus, et que la requête ci-dessus demandant la ratification du dit acte sera présentée à la cour supérieure siégeant pour le district d'Ottawa, au palais de justice, dans la cité de Hull, le quinzième jour de septembre prochain (1914), à dix heures de l'avant-midi, ou aussitôt que conseil pourra être entendu.

(Signé) ACHIM, LANGLOIS &
DEGRANDPRE,
Procureurs de la requérante.

Hull, 24 juillet 1914.

3471-2

Ratification

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Montréal.
La Ville de la Pointe-aux-Trembles,
Requérante en expropriation;
et
Dame Odile Allard dit Longpré, veuve de feu
Louis Langlois dit Lachapelle, Indemnitaire.

Avis est par les présentes donné que conformé-

the city of Hull, in the district of Ottawa, respectfully sheweth:

1. That on the 27th October, 1913, your petitioner, duly authorized to *ester en justice*, instituted an action for separation as to property against her husband, the defendant herein;

2. That on the 15th December, 1913, judgment was rendered by this honourable Court, declaring your petitioner separated as to property from the defendant;

3. That on the 29th December, 1913, by authentic deed executed before Louis Bertrand, Esq., notary public, residing and practising in the city of Hull, under the number 5746 of his minutes, a copy whereof is filed with the present petition as exhibit No. 1 of your petitioner, the said Jean Cyr, the defendant in this cause, has abandoned to your petitioner in payment of her claims and share in the community which existed between her and her said husband;

a The whole of the lot or parcel of land known according to the official plan and book of reference of the said city of Hull, as the south half of the lot number one hundred and ninety one ($\frac{1}{2}$ 191), of the fifth ward of the said city of Hull, containing thirty feet in front by eighty feet in depth, the whole more or less, with the buildings erected thereon and all the furnishings and moveable effects therein;

b The sum of eighty seven dollars and forty seven cents, paid cash whereof receipt.

4. That your petitioner has moreover, in the said deed, assumed the payment of a part of the debts of the said community, which debts are mentioned in the said deed.

Wherefore, your petitioner humbly prays that, by judgment of this court, it be declared and adjudged in the above mentioned deed bearing date the 29th December, 1913, whereby the said moveables and immoveables have been abandoned to her by the defendant her husband, in payment of her share in the said community, be ratified and confirmed for all legal purposes.

And your petitioner will ever pray.

(Signed), ACHIM, LANGLOIS &
DEGRANDPRE,
Attorneys for Petitioner.

Hull, 24th July, 1914.

Notice is hereby given that a true copy of the deed mentioned in the above petition has been deposited in the prothonotary's office of the superior court of the district of Ottawa, and that the above petition praying for the ratification of the said deed shall be presented before the superior court sitting for the district of Ottawa, at the court house, in the city of Hull, on the fifteenth day of September next, (1914), at ten o'clock in the forenoon, or as soon as Counsel can be heard.

(Signed), ACHIM, LANGLOIS &
DEGRANDPRE,
Attorneys for the petitioner.

Hull, 24th July, 1914.

3472

Ratification

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Montreal.
The Town of Pointe aux Trembles,
Petitioner in expropriation;
and
Dame Odile Allard dit Longpré, widow of the late
Louis Langlois dit Lachapelle, Indemnitaire.

Notice is hereby given that according to the

ment aux dispositions de l'article 5800 des Statuts révisés de Québec, la requérante a déposé, le vingt-septième jour de juillet 1914, au greffe de la cour supérieure, pour le district de Montréal:

(A) Copie de la sentence arbitrale finale rendu le vingt-neuvième jour de juin 1914, par Amédée Geoffrion, Zénon Dufresne et L. A. Bédard, arbitres, nommés conformément aux dispositions de l'article 5790 et des articles suivants des Statuts révisés de Québec, pour l'expropriation des terrains décrits comme suit:

Un emplacement sis et situé au village de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, district de Montréal, contenant soixante et treize pieds à la ligne nord-ouest de profondeur $73\frac{1}{2}$ pieds dans la ligne sud est, de profondeur, soixante et quinze pieds de front et $75\frac{1}{2}$ pieds dans la ligne en arrière nord-est, formant une superficie de 5503 pieds, connu et désigné sous le numéro cent soixante et sept (167) des plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse de la Pointe-aux-Trembles, dit district et en la possession de Dame Odile Allard dit Longpré, veuve de Louis Langlois dit Lachapelle comme propriétaire pendant les trois dernières années.

(B) Reçu du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Montréal d'un dépôt fait le 9 juillet 1914 de la somme de \$2751.50 et intérêts sur cette somme pour six mois à compter du 9 mai 1914, la dite somme de \$2751.50 étant la compensation accordée par les dits arbitres pour l'expropriation du dit emplacement.

Et toutes personnes qui réclament des privilèges, hypothèques ou autres charges sur le dit terrain ou partie de terrain tel que ci-dessus désigné, et l'affectant antérieurement à la promulgation de la dite sentence arbitrale, étant la dite sentence arbitrale, le titre de la Ville de la Pointe-aux-Trembles, sont par les présentes notifiées qu'une demande de ratification de titre de la part de la Ville de la Pointe-aux-Trembles sera faite à la cour supérieure du district de Montréal, le huitième jour de Septembre 1914 et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registraire est tenu par les dispositions du code de procédure civile de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par les présentes requises de signifier leurs oppositions par écrit et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six jours de la présentation de la dite requête, à défaut de quoi elles seront forcloses du droit de le faire.

J. B. A. TISON,
Député protonotaire.
Pelletier, Létourneau, Beaulieu & Mercier,
Procureurs de la requérante.
Montréal, 27 juillet 1914. 3513-2

terms of article 5800 of the revised Statutes of Quebec, your petitioner has deposited on the 27th day of July, 1914, in the office of the Prothonotary of the Superior Court for the district of Montreal:

(A) Copy of the final award of the arbitrators rendered on the 29th day of June, 1914, by Amédée Geoffrion, Zénon Dufresne and L. A. Bédard, arbitrators duly appointed in accordance with the terms of article 5790 and also of subsequent articles of the revised Statutes of Quebec, for the expropriation of the immoveable described as follows:

A piece of land situate in the village of the parish of Pointe-aux-Trembles, district of Montreal, containing seventy three feet in debt on the north west line, seventy three feet and one half in debt on the south western line, seventy five feet in front, and seventy five feet and one half in the rear, north east, forming a superficial area of 5503 feet, known and designated under number one hundred and sixty seven (167) of the official plan and book of reference for the parish of Pointe aux Trembles, said district and possessed by Dame Odile Allard dit Longpré, widow of the late Louis Langlois dit Lachapelle as proprietor, for the three years now last passed;

(B) Receipt from the Prothonotary of the Superior Court, for the district of Montreal, of date 9th July, 1914, of a deposit of the sum of \$2751.50, with six months interest upon said sum to be computed from the 9th of July, 1914; said sum of \$2751.50 being the indemnity awarded by said arbitrators for the said expropriated immoveable;

And all persons who claim any privilege hypothec or other incumbrances on said immoveable or portion thereof as hereinabove described and incumbering same, previous to the promulgation of said award of the arbitrators, said award being the only title of said town of Pointe aux Trembles, are hereby notified that application by said town of Pointe aux Trembles, will be made to the superior court for the district of Montreal, on the eight day of September, 1914, for a judgment of confirmation of title; and that unless their claims are such as the registrar is bound by the provisions of the code of civil procedure to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their oppositions in writing, and file same in the office of the said prothonotary within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

J. B. A. TISON,
Deputy Prothonotary.
Pelletier, Létourneau, Beaulieu & Mercier,
Attorneys for Petitioner.
Montreal, 27th July, 1914. 3514

Vente pour taxes municipales

PROVINCE DE QUEBEC

LA CORPORATION DE LA VILLE DE DRUMMOND-VILLE.

Avis public est par le présent donné par le soussigné, W. A. Moisan, greffier de la ville de Drummondville, que l'emplacement ci-après mentionné sera vendu par encan public, au bureau du soussigné, en la ville de Drummondville, JEUDI, le 27 AOUT mil neuf cent quatorze, à

Sale for Municipal Taxes

PROVINCE OF QUEBEC.

THE CORPORATION OF THE TOWN OF DRUMMONDVILLE.

Public notice is hereby given by the undersigned, W. A. Moisan, Town Clerk, that the under-mentioned lot of land will be sold at public auction, at the office of the undersigned, in said town of Drummondville, on THURSDAY the 27th of AUGUST 1914, at TWO o'clock in the

DEUX heures de l'après-midi, à moins que les taxes municipales et scolaires dues sur icelui, et les frais encourus, ne soient payés avant cette date, à savoir:

John Adams: Le lot numéro deux, aux plan et livre de renvoi officiels du quartier sud de la ville de Drummondville, comté de Drummond—sans bâtisse.—Montant dû \$55.30.

W. A. MOISAN,
Greffier.

Ville de Drummondville.
Drummondville, ce premier août 1914. 3561

afternoon, for the non payment of municipal and school taxes due thereon and costs incurred, unless paid before that date, to wit:

John Adams: Lot number two, of the official plan and book of reference for the south ward of the town of Drummondville, county of Drummond—without any buildings—amount due \$55.30.

W. A. MOISAN,
Town Clerk.

Town of Drummondville.
Drummondville, 1st August, 1914. 3562

Ventes par le Shérif—Arthabaska

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } HONORE NOLIN,
No 171. } Demandeur;

contre FRANCOIS LEVESQUE, Défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Subdivision quatre-vingt-treize du lot trois cent vingt-deux (93-322) du cadastre officiel du Canton d'Irlande, situé sur la rue Saint-Denis, à Black Lake.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Mégantic, à Inverness, le NEUVIEME jour de SEPTEMBRE prochain 1914, à TROIS heures de l'avant-midi.

E. GUST. PICHER.

Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 5 août 1914. 3649
[Première publication, 8 août 1914.]

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } HONORE NOLIN,
No. 171. } Plaintiff; against

FRANCOIS LEVESQUE, Defendant.

As belonging to defendant:

The subdivision ninety-three of the lot three hundred and twenty-two of official cadastre for the township of Ireland, situated on Saint Denis street, in Black Lake.

To be sold at registry office for the county of Megantic, at Inverness, on the NINTH day of SEPTEMBER next, 1914, at THREE o'clock in the forenoon.

E. GUST. PICHER,

Sheriff's Office, Shérif.
Arthabaska, 5th August, 1914. 3650
[First published, 8th August, 1914.]

Ventes par le Shérif—Beauce

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Québec.

Beauce, à savoir: } DELLE OCTAVIE
No 1651. } ROY, demanderesse;
contre REGIS ROY, Défendeur, et Charles Delagrave, curateur au délaisement; saisi et pour être vendu comme appartenant au dit défendeur, sur le dit curateur au délaisement, l'immeuble suivant:

Un immeuble situé en la paroisse de Sainte-Germaine-du-Lac-Étchemin, étant le lot de terre connu sous le numéro quatre-vingt (80), du cadastre officiel du canton de Crambourne, dans le comté de Dorchester, district de Beauce—circonstance et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Germaine-du Lac-Étchemin, le HUIT SEPTEMBRE prochain, (1914), à ONZE heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 3 août 1914. 3605
[Première publication, 8 août 1914.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Québec.

Beauce, to wit: } MISS OCTAVIE ROY,
No. 1651. } Plaintiff; against
REGIS ROY, Defendant, and Charles Delagrave, curator to the surrender; seized and to be sold as belonging to the said defendant and in the possession of the said curator to the surrender, the following immoveable, to wit:

An immoveable situate in the parish of Sainte Germaine du Lac Etchemin, being the lot of land known under the number eighty (80), of the official cadastre of the township of Crambourne, in the county of Dorchester, district of Beauce—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Germaine du Lac Etchemin, on the EIGHT day of SEPTEMBER next, (1914), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's office, Shérif.
Saint Joseph, Beauce, 3rd August, 1914. 3606
[First published, 8th August, 1914.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS

Chicoutimi, à savoir: } ARMAND BOILY,
No 3951. } A avocat, de Roberval; vs ELISEE BOUDREAULT, journalier, de Laterrière.

Un terrain mesurant un arpent de largeur, plus ou moins, et faisant partie du lot numéro 17a, du septième rang du cadastre officiel du canton de Laterrière, et borné en front, le dit terrain, par le chemin public, au sud par la rivière Chicoutimi, au nord, d'un côté au nord-ouest par Abel Potvin, et de l'autre côté par le résidu du dit lot 17a—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de Laterrière, le ONZIEME jour de SEPTEMBRE, à DIX heures de l'avant-midi.

EDM. SAVARD, Shérif.
Bureau du shérif, Chicoutimi, 3 août 1914. 3617
[Première publication, 8 août 1914.]

FIERI FACIAS

Chicoutimi, à savoir: } HENRY BELLEY,
No 3201. } H de Saint-Cyriac; vs LA CIE DE TELEPHONE SAGUENAY.

Tous les droits de propriété et améliorations quelconques que le demandeur Belley a, et peut avoir sur une ferme comprenant, suivant le cadastre officiel du canton de Jonquièrre les lots numéros seize B et dix-sept A, dans le septième rang du dit canton, et comprenant aussi cette partie du lot 17-B, du même rang sept au cadastre susdit, comprise entre le chemin public à l'ouest, un étang vers l'est, le lot numéro 18 au sud, et le lot numéro 17 A au nord, et la moitié sud du lot lettre F du même septième rang, au cadastre officiel susdit, compris entre la rivière aux sables, à l'est, l'étang précité à l'ouest, le lot numéro 18 au sud, et l'autre moitié du même lot "F" appartenant à Eugène Dufour ou représentants, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Cyriac, le SEPTIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à UNE heure de l'après-midi.

EDM. SAVARD, Shérif.
Bureau du shérif, Chicoutimi, 3 août 1914. 3615
[Première publication, 8 août 1914.]

Ventes par le Shérif—Iberville

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District d'Iberville.
Saint-Jean, à savoir: } N. ARTHUR S A-
No 208. } N. BOURIN, es-qualité, Demandeur; contre les terres et tenements de TREFFLE BEDARD, Défendeur.

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS

Chicoutimi, to wit: } ARMAND BOILY,
No. 3951. } A advocate, of Roberval; vs. ELISEE BOUDREAULT, laborer, of Laterrière.

A lot of land measuring one arpent in width, more or less, and forming part of the lot number 17a, of the seventh range of the official cadastre of the township of Laterrière, and bounded in front, the said lot of land, by the public highway, on the south by the River Chicoutimi, on the north, on one side to the north west by Abel Potvin, and on the other side by the residue of the said lot 17a—with the buildings erected thereon.

To be sold at the church door of Laterrière, on the ELEVENTH day of SEPTEMBER, at TEN o'clock in the forenoon.

EDM. SAVARD, Sheriff.
Sheriff's office, Chicoutimi, 3rd August, 1914. 3618
[First published, 8th August, 1914]

FIERI FACIAS.

Chicoutimi, to wit: } HENRY BELLEY,
No. 3201. } H of Saint Cyriac; vs LA CIE DE TELEPHONE SAGUENAY.

All the property rights and improvements whatever which the defendant has or may have in a farm composed of, according to the official cadastre of the township of Jonquièrre, the lots sixteen B and seventeen A, in the seventh range of the said township, and also that part of lot seventeen B, of the said range of the said official cadastre, comprised between the public highway on the west a pond on the east, the lot number 18 on the south and the lot number 17 A on the north, and the south half of the lot letter "F" of the said seventh range of the said official cadastre, comprised between the river Aux Sables on the east, the aforesaid pond on the west, the lot number 18 on the south, and the other half of the said lot F belonging to Eugene Dufour or representatives, appartenances and dependencies.

To be sold at the church door of Saint-Cyriac, on the SEVENTH day of SEPTEMBER next, at one o'clock in the afternoon.

EDM. SAVARD, Sheriff.
Sheriff's office, Chicoutimi, 3rd August, 1914. 3618
[First published, 8th August, 1914.]

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Iberville.
Saint Johns, to wit: } N. ARTHUR SABOU-
No. 208. } N. RIN, es-qualité, Plaintiff; against the lands and tenements of TREFFLE BEDARD, Defendant.

Une terre sise et située sur la septième concession, en la paroisse de Saint-Sébastien, dans le district d'Iberville; connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Sébastien, sous le numéro cent quarante (No 140)—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de Saint-Sébastien, le HUITIEME jour du mois de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

LOUIS MAYRAND,
Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Jean, 5 août 1914. 3619
[Première publication, 8 août 1914.]

A farm lying and situate on the seventh concession, in the parish of Saint Sébastien, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Sébastien, under the number one hundred and forty (No. 140)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the said parish of Saint Sébastien, on the EIGHT day of the month of SEPTEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

LOUIS MAYRAND,
Sheriff's office, Sheriff.
Saint Johns, 5th August, 1914. 3620
[First published, 8th August, 1914.]

Ventes par le Shérif—Montréal

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal
Montréal, à savoir: DAME AURORE LE-
N^o 1485. FEBVRE, des cité
et district de Montréal, épouse commune en
biens de Jules Comte, agent, du même lieu,
dûment autorisée aux fins des présentes, Deman-
deresse; contre les terres et tènements du dit
JULES COMTE, Défendeur.

Trois lots de terre bornés en front par la rue Dufferin, maintenant rue de La Roche, dans le quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal, connus et désignés sous les numéros huit cent trente-neuf, huit cent quarante et huit cent quarante et un de la subdivision officielle du lot primitif numéro quatre cent quatre-vingt huit (488-839, 840, 841), aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse du Sault-au-Récollet, dans le comté d'Hochelaga—avec circonstances et dépendances.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,
Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 14 juillet 1914. 3247-2
[Première publication, 18 juillet 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal
Montréal, à savoir: JOHN PATERSON,
No 3316. et al, esq., Déman-
deurs; contre les terres et tènements de DAME
ANNATONIA DIPEPPEO, de la cité de
Montréal, épouse séparée de biens de Frank
Salvatore, du même lieu, et le dit Frank Salvatore
pour autoriser sa dite épouse aux fins des présen-
tes, Défendeurs.

Saisi comme appartenant et en la possession des dits défendeurs, l'immeuble suivant, savoir:

Ce certain lot de terre situé dans le quartier Saint-Henri, de la dite cité de Montréal, ayant front sur la rue Walnut, et formant partie du lot numéro seize cent soixante-quatorze des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, et plus particulièrement connu sur le plan de subdivision dûment fait et produit du dit lot officiel comme subdivision soixante et dix-sept (No 1674-77), contenant vingt-cinq pieds de largeur par cent cinq pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins; et borné comme suit: en front au sud ouest par la dite rue Walnut,

Sheriff's Sales—Montréal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: DAME AURORE LE-
No. 1485. FEBVRE, of the city
and district of Montreal, wife common as to pro-
perty of Jules Comte, agent, of the same place,
duly authorized to the present, Plaintiff; against
the lands and tenements of the said JULES
COMTE, Defendant.

Three lots of land bounded in front by Dufferin street, now De La Roche street, in Saint Denis ward, of the city of Montreal, known and designated under the numbers eight hundred and thirty nine, eight hundred and forty and eight hundred and forty one of the official subdivision of the primitive lot number four hundred and eighty eight (488 839), 840, 841), on the official plan and book of reference for the parish of Sault au Récollet, in the county of Hochelaga—together with circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 14th July, 1914. 3248
[First published, 18th July, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: JOHN PATERSON et al,
No. 3316. et al, esq., Plaintiffs;
against the lands and tenements of DAME
ANNATONIA DIPEPPEO, of the city of
Montreal, wife separate as to property of Frank
Salvatore, of the same place, and the said Frank
Salvatore to authorize his said wife for the
purpose of these presents, Defendants.

Seized as belonging and in the possession of the said Defendants, the following immovable:

That certain lot of land situate in the Saint Henry ward, of the said city of Montreal, fronting on Walnut street, and forming part of lot number sixteen hundred and seventy four, on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, and more particularly known on the subdivision plan duly made and filed of said official lot as subdivision seventy seven (No. 1674-77), containing twenty five feet in width by one hundred and five feet in depth, english measure and more or less, and bounded as follows: in front to the south west by said Walnut

en arrière au nord-est par une ruelle de quinze pieds de largeur, d'un côté au nord-ouest par le lot No 1674-76, et de l'autre côté au sud-est par le lot No 1674-78, avec le droit de passage en commun avec ceux qui ont le même droit de passer sur la dite ruelle en arrière et sur les ruelles y conduisant, mais non le droit d'encombrer la dite ruelle en aucune manière que ce soit — avec les bâtisses dessus construites et en cours de construction, tel que le tout existe.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIEME jour d'AOUT prochain, à DEUX heures de l'après-midi:

L. J. LEMIEUX,
Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 15 juillet 1914. 3291-2
[Première publication, 18 juillet 1914.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir: } LA BANQUE NA-
No 3783. } TIONALE; contre
MARIA J. NELSON *et al.* Défendeurs, à savoir:

Saisi comme appartenant au dit défendeur, Wm. J. Conroy :

Tous les droits, titres et intérêts du dit défendeur dans les lots Nos 727, 728, 1663, 1664, 1665, 1706, 1707 et 1708, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Aylmer, des comté et district d'Ottawa, — et sujet à une vente à rémunéré consentie par le dit défendeur Wm J. Conroy à Armand de Bruyre, le 28 août 1912, et enregistrée dans le livre B, vol. 21, sous le No 20072.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement, en la cité de Hull, le NEUVIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,
Bureau du shérif, Shérif.
Hull, 4 août 1914. 3643
[Première publication, 8 août 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir: } DAME AGNES PER-
No 3802. } RIER *et vir*, De-
mandeurs; contre PIERRE DEMERS, père,
Défendeur, à savoir:

Un morceau de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Angélique, dans le comté de Labelle, district d'Ottawa, comme étant le numéro cent cinq (105) — avec bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Angélique, à Papineauville, le HUITIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,
Bureau du shérif, Shérif.
Hull, 5 août 1914. 3641
[Première publication, 8 août 1914.]

street, in rear to the north east by a land fifteen feet in width, on one side to the north west by lot No. 1674-76, and on the other side to the south east by lot No. 1674-78, with the right of way in common with others having right of use therein of said lane in rear and the lanes leading thereto, but no right to encumber said lane in any manner howsoever — with the buildings thereon and in course of erection thereon, as the whole now subsists.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of AUGUST next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 15th July, 1914. 3292
[First published, 18th July, 1914.]

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Ottawa.

Ottawa, to wit: } LA BANQUE NA-
No. 3783. } TIONALE, Plain-
tiff; against MARIA J. NELSON, *et al.*, Defen-
dants, to wit:

Seized against said defendant Wm J. Conroy:

All the right title and interest of said defendant in those certain lots Nos. 727, 728, 1663, 1664, 1665, 1706, 1707 and 1708, according to the cadastral plan and book of reference for the town of Aylmer in the county and district of Ottawa — and subject to a sale with right of redemption made by the said defendant Wm J. Conroy to Armand de Bruyre, on the 28th August, 1912, and registered in liber B, vol. 21, under No. 20072.

To be sold at the registry office in the city of Hull, on the NINTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,
Sheriff's office, Sheriff.
Hull, 4th August, 1914. 3644
[First published, 8th August, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Ottawa.

Ottawa, to wit: } DAME AGNES PER-
No. 3802. } RIER *et vir*, Plain-
tiff's; against PIERRE DEMERS, senior, De-
fendant, to wit:

A tract of land known and described according to the official plan and the book of reference of the parish of Sainte Angélique, in the county of Labelle, and district of Ottawa, as number one hundred and five (105) — with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Angélique, at Papineauville, on the EIGHT day of SEPTEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,
Sheriff's office, Sheriff.
Hull, 5th August, 1914. 3642
[First published, 8th August, 1914.]

Ventes par le Shérif—Québec

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS
Cour de Recorder.

Québec, à savoir: } **L A CITE DE QUEBEC;**
No 1513. } vs **ALBERT DUS-**
SAULT, de la cité de Québec, marchand, à savoir:
La subdivision No 286 (deux cent quatre-vingt-six) du lot No 2102 (deux mille cent deux) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur l'Avenue Bigaouette—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente foncière annuelle de \$14.00, payable à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, le premier août de chaque année.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Québec, le ONZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, } **ED. BEGIN,**
Québec, 6 août 1914. } Député-shérif.
[Première publication, 8 août 1914.] 3629
[Deuxième publication, 22 août 1914.]

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: } **J. ALFRED BLOUIN,**
No 1103. } **J.** de la ville de Lévis,
rentier; contre **LEON HALLE,** de la ville de Lévis, à savoir:

Le lot No 948 (neuf cent quarante-huit, du cadastre officiel pour le quartier Notre-Dame de la ville de Lévis, étant un emplacement situé sur le côté est de la rue projetée Saint-Augustin—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente foncière annuelle de \$12,00 payable le 9 mars, chaque année, à J. Alfred Blouin, rentier.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de la Victoire, comté de Lévis, le VINGT-HUITIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, } **CLEOPHAS BLOUIN,**
Québec, 23 juillet 1914. } Shérif.
[Première publication, 25 juillet 1914.] 3417-2
[Deuxième publication, 8 août 1914.]

Ventes par le Shérif—St-François

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour de Circuit.—District de Saint-François.
Saint-François, à savoir: } **ARTHUR J. MO-**
No 484. } **RIN,** commer-
çant de bois, du village de Beaulac, dans le district de Saint-François, Demandeur; contre **FRANÇOIS LABERGE,** ci-devant du canton de Garthby, et maintenant de Lewiston, dans l'état du Maine, l'un des Etats-Unis d'Amérique, Défendeur.

Saisi comme appartenant au défendeur:

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS
Recorder's Court.

Québec, to wit: } **THE CITY OF QUEBEC;**
No. 1513. } vs **ALBERT DUS-**
SAULT, of the city of Québec, merchant, to wit:
The subdivision No. 286 (two hundred and eighty six) of the lot No. 2102 (two huousand one hundred and two) of the official cadastre of the parish of Saint Sauveur de Québec, being an emplacement situate on Bigaouette Avenue—with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies. Subject to an annual ground rent of \$14.00, payable on the first August of every year to the Hôtel Dieu du Sacré-Cœur de Jésus.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the ELEVENTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, } **ED. BEGIN,**
Québec, 6th August, 1914. } Sheriff.
[First published, 8th August, 1914.] 3630
[Second published, 22nd August, 1914.]

FIERI FACIAS

Québec, to wit: } **J. ALFRED BLOUIN,**
No. 1103. } **J.** of the city of Lévis,
gentleman, against **LEON HALLE,** of the city of Lévis, to wit:

The lot No. 948 (nine hundred and forty eight), of the official cadastre of Notre Dame ward, of the city of Lévis, being an emplacement situate on the east side of the projected street Saint Augustin—with the buildings thereon constructed circumstances and dependencies. Subject to an annual ground rent of \$12,00 payable on the 9th day of March, every year in favor of J. Alfred Blouin, gentleman.

To be sold at the church door of the parish of Notre Dame de la Victoire, county of Lévis, on the TWENTY EIGHT day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, } **CLEOPHAS BLOUIN,**
Québec, 23rd July, 1914. } Sheriff.
[First published, 25th July, 1914.] 3418
[Second published, 8th August, 1914.]

Sheriff's Sales—St. Francis.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Circuit Court.—District of Saint Francis.
Saint Francis, to wit: } **ARTHUR J. MO-**
No. 484. } **RIN,** lumber
dealer, of the village of Beaulac, in the district fo Saint Francis, Plaintiff; against **FRANÇOIS LABERGE,** heretofore of the township of Garthby, and now of Lewiston, in the state of Maine, one of the United States of America, Defendant.

Seized as belonging to the defendant.

"Le lot No 7 du rang 5 des plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Garthby",

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Olivier de Garthby, le NEUVIEME jour de SEPTEMBRE prochain, 1914, à DIX heures de l'avant-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du shérif, Sherbrooke, 3 août 1914. [Première publication, 8 août 1914].

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Saint-François
Saint-François, à savoir: } HUBERT GOSSELIN, charretier, du village de D'Israéli, dans le district de Saint-François. Demandeur; contre J. CALIXTE BERGERON, du village de D'Israéli, dans le district de Saint-François. Défendeur.

Saisis comme appartenant au dit défendeur J. Calixte Bergeron:

1. Un certain emplacement connu et désigné comme faisant partie des lots Nos quinze et seize des emplacements du village de D'Israéli, sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton de Garthby, de la contenance de quarante-cinq pieds de front sur la profondeur qu'il y a au chemin public à aller au lot quatorze, borné en front au sud-ouest au chemin public, d'un côté aux lots vingt et un et vingt-deux de l'autre côté partie au terrain de Ludger Poulin et partie au terrain de Hubert Gosselin—avec les bâtisses dessus construites.

2. Un autre morceau de terre connu et désigné comme faisant partie des lots Nos vingt et un et vingt-deux, des emplacements du village de D'Israéli, sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton de Garthby, de la contenance d'environ vingt-cinq pieds de largeur sur la profondeur qu'il y a du chemin public à aller au lot vingt, borné en front par le chemin public, en arrière au lot vingt, d'un côté au nord ouest au terrain en premier lieu décrit et en arrière par le terrain du notaire Jean Bourque.

3. La coupe de tout le bois de commerce qui peut se faire en billots sur le lot No 16, rang 4, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton de Garthby.

4. La coupe de tout le merisier sur le lot No 8, rang 4, des plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Garthby.

5. La coupe de tout le bois sur le lot No 36, rang 3, des plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Garthby.

Le droit de coupe du bois mentionné aux Nos 3, 4 et 5 finira le 31 mars 1915.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Luce de d'Israéli, le NEUVIEME jour de SEPTEMBRE prochain, 1914, à DEUX heures de l'après-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du shérif, Sherbrooke, 3 août 1914. [Première publication, 8 août 1914].

The lot No. 7 of the 5th range of the official plan and book of reference for the township of Garthby.

To be sold at the church door of the parish of Saint Olivier de Garthby, on the NINTH day of SEPTEMBER next, 1914, at TEN o'clock in the forenoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's office, Sherbrooke, 3rd August, 1914. [First published, 8th August, 1914].

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Saint Francis
Saint Francis, to wit: } HUBERT GOSSELIN, carter, of the village of D'Israéli, in the district of Saint Francis, Plaintiff; against J. CALIXTE BERGERON, of the village of D'Israéli, in the district of Saint Francis, Defendant.

Seized as belonging to the said defendant J. Calixte Bergeron:

1. A certain emplacement known and designated as forming part of the lots Nos. fifteen and sixteen of the emplacements of the village of D'Israéli, upon the official cadastral plan and book of reference of the township of Garthby, containing of forty five feet in front by whatever depth there may be from the public road to the fourteen, bounded in front on the south west by the public road, on one side by the lots twenty one and twenty two, and on the other side partly by the land of Ludger Poulin and partly by the land of Hubert Gosselin—with the buildings erected thereon.

2. Another parcel of land known and designated as forming part of the lots Nos. twenty one and twenty two, of the emplacements of the village of D'Israéli, upon the official cadastral plan and book of reference for the township of Garthby containing about twenty five feet in width by whatever depth there may be from the public road to the lot twenty, bounded in front by the public road, in the rear by the lot twenty, on one side to the north west by the land firstly described and in the rear by the land of notary Jean Bourque.

3. The cut of all commercial timber of log dimension on the lot No. 16, range 4, of the official cadastral plan and book of reference of the township of Garthby.

4. The cut of all the ast on the lot No. 8, range 4, of the official plan and book of reference for the township of Garthby.

5. The cut of all timber on the lot No. 36, range 3, of the official plan and book of reference of the township of Garthby.

The permit to cut the above mentioned timber on the lots Nos. 3, 4 and 5 to expire on the 31st March, 1915.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Luce d'Israéli, on the NINTH day of SEPTEMBER next, 1914, at TWO o'clock in the afternoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's office, Sherbrooke, 3rd August, 1914. [First published, 8th August, 1914].

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montreal.

Saint-Hyacinthe, à savoir: } E M E R Y C A-
No 307. } D I E U X, Dem-
demandeur; contre PACIFIQUE LAFRANCE, Défendeur; entre les mains de Arthur Archambault, curateur au délaissement.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, étant p. 671 et p. 678 du cadastre de Saint-Denis, qui devait avoir lieu à 11 hrs a. m. le 28ème jour de juillet dernier, aura lieu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Bernard, MARDI, le VINGT-CINQUIEME jour d'AOUT prochain (1914), à ONZE heures de l'avant-midi.

JOS. L. CORMIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 3 août 1914. 3639
[Première publication, 8 août 1914].

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Saint Hyacinthe, to wit: } E M E R Y C A-
No. 307. } D I E U X, Plain-
tiff; against PACIFIQUE LAFRANCE, Defend-
ant; and now held by Arthur Archambault, cura-
tor to the surrender.

Notice is hereby given that the sale of the immoveables seized in this cause, being p. 671 and p. 678 of the cadastre of Saint Denis, announced to take place at 11 o'clock, a. m., on the 28th July last, will take place at the parochial church door of the parish of Saint Bernard, TUESDAY, on the TWENTY-FIFTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint Hyacinthe, 3rd August, 1914. 3640
[First published, 8th August, 1914].

Ventes par le Shérif—Terrebonne

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.

District d'Ottawa, à savoir: } JOSEPH BEAUL-
No 3734. } N E ET AL ES-
QUALITE, Demandeurs; vs MOISE EUCLIDE COTE, Défendeur, savoir:

1. Ces certaines lisières ou étendues de terrain sises et situées dans l'augmentation du canton de Grenville, dans le comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, dans la province de Québec, étant composées: premièrement de la moitié nord du lot huit (8), dans le troisième rang de la dite augmentation de Grenville, contenant cent acres en superficie, plus ou moins, maintenant connu et désigné sur le plan officiel de la dite augmentation de Grenville, sous le numéro huit A (8 A) et huit B (8 B) dans le troisième rang de la dite ville.

2. La moitié nord du lot numéro neuf (9) situé au même lieu, contenant cent acres plus ou moins maintenant connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels susdit sous les numéros neuf A (9 A) et neuf B (9 B).

3. La moitié ouest des lots connus aux plan et livre de renvoi officiels de l'augmentation du canton de Grenville susdit comme étant les lots sept A (7 A) et sept B (7B) dans le quatrième rang de l'augmentation de Grenville susdit, avec une cabane et écurie dessus érigées.

4. La moitié nord du lot numéro huit (8) dans le quatrième rang de l'augmentation de Grenville, avec toutes les circonstances et dépendances y appartenant.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté d'Argenteuil, en la ville de Lachute, district de Terrebonne, le DOUZIEME jour d'AOUT prochain à ONZE heures de l'avant-midi.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 9 juin 1914. 3171
[Première publication, 11 juillet 1914].

Sheriff's Sales—Terrebonne

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.

District of Ottawa, to wit: } JOSEPH BEAUL-
No. 3734. } N E ET AL ES-
QUALITE, Plaintiff; vs MOISE EUCLIDE COTE, Defendant, to wit:

1. These certain parcels or tracts of land and premises situate, lying and being in the augmentation of the township of Grenville, in the county of Argenteuil, district of Terrebonne, in the province of Quebec, being composed firstly of the north half of lot number eight (8), in the third range of the said augmentation of Grenville, containing hundred acres, more or less, now known and designated upon the official plan for the said augmentation of Grenville under the number eight A (8 A) and eight B (8 B), in the third range of the said augmentation of Grenville.

2. The north half of lot number nine (9), situate at the same place, containing one hundred acres more or less, now known and designated upon the official plan and book of reference aforesaid under the number nine A (9 A) and nine B (9 B).

3. The west half of lots known according to the official plan and book of reference for the augmentation of the township of Grenville, aforesaid as lots seven A (7 A) and seven B (7 B) in the fourth range of the augmentation of Grenville aforesaid, with the shanty and stable thereon erected.

4. The north half of lot number eight (8) in the said fourth range of the augmentation of Grenville, with all and every the members and appurtenances thereunto belonging.

To be sold at the registry office of the county of Argenteuil, in the town of Lachute, district of Terrebonne, on the TWELFTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's office, Sheriff.
Sainte Scholastique, 9th June 1914. 3172
[First published, 11th July, 1914].

10 AOO 1914

10 Aout 1914

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

Sheriff's Sales—Three Rivers

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Québec.

Superior Court.—District of Quebec.

Trois-Rivières, à savoir: U G E N E J U - No 4. LIEN & COMPAGNIE LIMITEE, corps politique et incorporé, ayant son siège social en la cité de Québec, Demanderesse; vs GUSTAVE MARCHAND, Défendeur.

Three Rivers, to wit: E U G E N E J U - No. 4. LIEN & COMPANY LIMITED, a body politic and corporate having its head office in the city of Quebec, Plaintiff; against GUSTAVE MARCHAND, Defendant.

1. Un terrain ou emplacement situé en la paroisse de Saint-Stanislas, dans le village, faisant partie du lot numéro quatre cent soixante et seize (p. 476), du cadastre officiel du comté de Champlain, pour la paroisse de Saint-Stanislas, étant comme suit: de cinquante pieds de largeur, mesure anglaise, par la longueur qu'il peut y avoir du chemin public à aller à un fossés bornant aussi les propriétés de Louis Trépanier et Théotime Marchand; borné en front, vers l'ouest, au chemin public, en profondeur, vers l'est, au résidu du dit lot appartenant à Trefflé Gagnon, d'un côté vers le nord, à Théotime Marchand, et de l'autre côté, vers le sud, à Ludger Sanscartier—avec une maison dessus construite, circonstances et dépendances.

1. A lot of land or emplacement situate in the parish of Saint Stanislas, in the village, forming part of the lot number four hundred and seventy-six (pt. 476) of the official cadastre of the county of Champlain, for the parish of Saint Stanislas, described as follows: containing fifty feet in width by whatever depth there may be from the public road to a ditch between the lands of Louis Trepanier and Theotime Marchand, bounded in front, towards the west, by the public road, in depth, towards the east, by the residue of the said lot belonging to Trefflé Gagnon, on one side, towards the north, by Theotime Marchand, and on the other side, towards the south, by Ludger Sanscartier—with a house erected thereon, circumstances and dependencies.

2. Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Stanislas, dans le village, connu et désigné sous le numéro quatre cent soixante et quinze (475), du cadastre officiel du comté de Champlain, pour la paroisse de Saint-Stanislas—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

2. An emplacement situate in the parish of Saint Stanislas, in the village, known and designated under the number four hundred and seventy five (475), of the official cadastre of the county of Champlain, for the parish of Saint Stanislas—with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Stanislas, le NEUVIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

To be sold at the church door of the parish of Saint Stanislas, on the NINTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif. Trois-Rivières, 5 août 1914. 3635 [Première publication, 8 août 1914].

Sheriff's office, Sheriff. Three Rivers, 5th August, 1914. 3636 [First published, 8th August, 1914.]

MANDAT DU LIQUIDATEUR.

LIQUIDATOR'S MANDATE.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Trois-Rivières à savoir: I N R E L A C O M - No. 53. P A G N I E T H E - A T R A L E D E S T R O I S - R I V I E R E S, en liquidation, et SYLVIANO DUGAL, Liquidateur.

Three Rivers, to wit: I N R E L A C O M - No. 53. P A G N I E T H E - A T R A L E D E S T R O I S - R I V I E R E S, in liquidation and SYLVIANO DUGAL, Liquidator.

Un emplacement situé en la cité des Trois-Rivières, sur le côté sud-ouest de la rue Bonaventure, étant le lot numéro huit cent soixante et huit (868) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour la cité des Trois-Rivières, avec les travaux de constructions existants sur le dit terrain—circonstances et dépendances.

An emplacement situate in the city of Three Rivers, on the south-west side of Bonaventure street, being the lot number eight hundred and sixty-eight (868) of the official plan and book of reference of the registration cadastre for the city of Three Rivers, with the construction work existing on the said lot of land—circumstances and dependencies.

Pour être vendu au bureau du shérif du district des Trois-Rivières, dans le palais de justice, en la cité des Trois-Rivières, sur la rue Notre-Dame, le DIX-HUITIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

To be sold at the office of the sheriff for the district of Three Rivers, in the court house, in the city of Three Rivers, on Notre-Dame street, on the EIGHTEENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif. Trois-Rivières, 15 juillet 1914. 3259-2 [Première publication, 18 juillet 1914].

Sheriff's office, Sheriff. Three Rivers, 15th July, 1914. 3206 [First published, 18th July, 1914].

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du vingt-six juin 1914, de nommer M. Donald D. MacTaggart, médecin, de la cité de Montréal, médecin expert pour les fins d'examen, d'autopsie ou d'analyse, pour le district de Montréal.

3657

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du vingt-six juin 1914, de nommer M. G. Wilfrid Dérôme, médecin, de la cité de Montréal: 1. médecin expert pour les fins d'examen d'autopsie ou d'analyse; 2. médecin expert pour faire les analyses chimiques nécessaires dans les affaires de la compétence du coroner du district de Montréal ainsi que des autres affaires qui pourront de temps à autre lui être confiés par le Procureur-Général.

3659

Avis du Gouvernement

AVIS.

Avis est par le présent donné que par arrêté en date du 13 mai 1914, il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de confirmer un acte de vente de terrain devant servir continuellement pour l'usage d'un cimetière en faveur des fidéicommissaires du "Compton Cemetery Company" et de constituer les dits fidéicommissaires en corporation sous le nom de "Compton Cemetery Company".

Avis est aussi donné que copie de tel arrêté en conseil ainsi que le dit acte de vente ont été enregistrés au bureau d'enregistrement de la division de Sherbrooke, le onzième jour de juillet 1914.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6824 S. R. P. Q. 1909, ce cinquième jour de juillet, 1914.

C. J. SIMARD,

3655

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-quatrième jour de juillet 1914, constituant en corporation MM. Ariste Latour, opérateur en chaussures; L. Anselme Picard, marchand; Jos. Adélar Barrette, épicier; Jos. Stanislas Michaud, épicier; Antonio Turpin, commis, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Faire le commerce en gros et en détail de marchandises sèches, groceries, provisions, liqueurs, feronneries, chaussures et toutes sortes de marchandises en général;

Manufacturer et autrement produire et acquérir telles marchandises;

Faire le commerce de l'importation et d'exportation;

Agir comme marchands à commission et agents commerciaux généralement.

Faire le commerce des produits agricoles et d'animaux, ainsi que l'élevage d'iceux;

Acquérir, louer et disposer des marques de commerce, droits de patentes, privilège d'aucune invention et les employer relativement aux affaires de la compagnie;

Faire des arrangements avec aucune compagnie faisant un commerce semblable pour partage de

Appointments

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order-in-council, dated the twenty-sixth day of June, 1914, to appoint Mr. Donald D. MacTaggart, physician, of the city of Montreal, medical expert for the making of examinations, autopsies and analyses, for the district of Montreal.

3658

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty-sixth day of June, 1914, to appoint Mr. G. Wilfrid Dérôme, physician, of the city of Montreal: 1. medical expert for the making of examinations autopsies or analysis; 2. medical expert for making the chemical analysis necessary in all matters under the competency of the Coroner for the district of Montreal, as well as in any other matter which may be from time to time be entrusted to him by the Attorney General.

3660

Government Notices

NOTICE.

Notice is hereby given that the Lieutenant-Governor has been pleased, by order in council bearing date the 13th May, 1914, to confirm a deed of sale of a lot of land to be used as a cemetery forever in favor of the trustees of the "Compton Cemetery Company", and to constitute the said trustees a body politic and corporate under the name of "Compton Cemetery Company".

Notice is also given that a copy of the said order-in-council has been registered together with the said deed of sale in Sherbrooke division registry office on the eleventh day of July, 1914.

Given pursuant to article 6824 R. S. P. Q., 1909, the fifth day of July, 1914.

C. J. SIMARD,

3656

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fourth day of July, 1914, incorporating Messrs. Ariste Latour, boot and shoe machinist; L. Anselme Picard, merchant; Jos. Adélar Barrette, grocer; Jos. Stanislas Michaud, grocer; Antonio Turpin, clerk, of the city of Montreal, for the following purposes:

To deal wholesale and retail in dry goods, groceries, provisions, liquors, hardware, boots and shoes and all kinds of goods generally;

To manufacture and otherwise produce and acquire such goods;

To carry on the business of importers and exporters;

To act as commission merchants and commercial agents in general;

To deal in agricultural products and live stock and stock raisers;

To acquire, lease and dispose of trade marks, patent rights, privileges of any invention and to make use of the same for the business of the company;

To enter into any agreement with any company carrying on a similar business for the sharing

profits, réunion d'intérêts, concessions réciproques ou autrement dans l'intérêt de la dite Compagnie;

Acquérir des actions dans aucune compagnie faisant semblable commerce et payer pour telles actions en argent ou par des actions acquittées de la présente compagnie, en partie ou en entier;

S'amalgamer avec d'autres compagnies autorisées à faire semblable commerce;

Acheter et acquérir, en tout ou en partie, l'actif et l'achalandage de toutes autres compagnies, sociétés ou personnes faisant semblable commerce et en payer le prix partie en argent ou partie en parts acquittées;

Se charger du paiement du passif de telles compagnies, sociétés ou personnes;

Vendre les affaires et les propriétés de la compagnie, comme une affaire en opération, à toutes personnes, sociétés ou compagnies ayant le pouvoir de l'acquérir et en recevoir le prix en argent ou en actions acquittées, débentures ou toutes autres considérations valables;

Acquérir toutes propriétés nécessaires pour les affaires de la dite compagnie et en faire l'exploitation, sous le nom de "Le Magasin des Mutualistes, Limitée", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en vingt mille (20,000) actions d'une piastre (\$1.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,

3567

Sous-secrétaire de la province.

of profits, union of interests, reciprocal concession or otherwise in the interests of the said company;

To acquire shares in any company carrying on a similar business and to pay for such shares in whole or in part in cash or with paid up shares of the present company;

To amalgamate with any other companies authorized to carry on a similar business;

To purchase and acquire, in whole or in part the assets and good will of any other companies, partnerships or persons engaged in a similar business and to pay for the same partly in cash or partly in paid up shares;

To assume the liabilities of such companies, partnerships or persons;

To sell the business and property of the company, as a going concern, to any persons, partnerships or companies having the power to acquire the same and to receive the price thereof in cash or in paid up shares, debentures or any other valuable considerations;

To acquire any property necessary for the business of the said company and to exploit the same, under the name of "Le Magasin des Mutualistes, Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into twenty thousand (20,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of July, 1914.

C. J. SIMARD,

3568

Deputy Provincial Secretary

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du deux juillet 1914, constituant en corporation MM. Hercule Lafontaine, fabricant de vin; Roméo Lanoie, carbuereur; Georges Sylvestre, cultivateur; Hilarion Lanoie, menuisier; Joseph Tarte, rentier, de Saint-Cuthbert, dans les buts suivants:

Fabriquer et vendre les vins canadiens.

Fabriquer et vendre soda, ginger ale, cidres et autres liqueurs douces;

Embouteiller et vendre de la bière, et faire toutes autres affaires qui se rapportent à tel commerce, le tout sujet aux prescriptions de la loi des licences;

Acquérir par achat ou autrement, comme une affaire en opération, l'établissement pour la fabrication des vins canadiens, tenu par Hercule Lafontaine, à Saint-Cuthbert, comté de Berthier, district de Joliette, et de continuer les affaires du dit établissement maintenant conduites par le dit Hercule Lafontaine, avec ses installations, fournitures, stock de commerce, licence, clientèle et tous autres biens meubles en général faisant partie de l'exploitation du dit établissement et de payer pour telle acquisition, soit partie en argent comptant, soit partie en obligations ou actions acquittées de la présente compagnie;

Acquérir par achat, échange ou autrement tous immeubles qui seront jugés nécessaires aux objets pour lesquels la présente compagnie est incorporée et payer pour telle acquisition soit en argent ou obligations ou actions de la présente compagnie;

Faire et exécuter tous actes nécessaires à la mise en opération des dites affaires de la compagnie, sous le nom de "Compagnie des Vins Canadiens de Saint-Cuthbert", avec un fonds social de douze mille piastres (\$12,000.00), divisé

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of July, 1914, incorporating Messrs. Hercule Lafontaine, wine manufacturer; Roméo Lanoie, Georges Sylvestre, farmer; Hilarion Lanoie; joiner, Joseph Tarte, rentier, of Saint-Cuthbert, for the following purposes:

To manufacture and sell canadian wines;

To manufacture and sell soda, ginger ale, ciders and other soft drinks;

To bottle and sell beer and to carry on any other business incidental to the bottling and selling of beer, the whole subject to the provisions of the License Act;

To acquire by purchase or otherwise, as a going concern, the plant for the manufacturing of canadian wine operated by Hercule Lafontaine, at Saint Cuthbert, in the county of Berthier, district of Joliette, and to continue carrying on the business now carried on in the said plant by the said Hercule Lafontaine, with its equipment, furnishings, stock in trade, license, goodwill and other moveable assets forming part of the business of the said plant and to pay for such acquisition either partly in cash, or partly in bonds or paid up shares of the present company;

To acquire by purchase, exchange or otherwise any immoveables which may be deemed necessary for the objects for which the present company is incorporated and to pay for such acquisition either in cash or bonds or shares of the present company;

To do and execute all acts necessary for the carrying on of the said business of the company, under the name of "Compagnie des Vins Canadiens de Saint-Cuthbert", with a capital stock of twelve thousand dollars (\$12,000.00) divided

en quatre cent quatre-vingt (480) actions de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Saint-Cuthbert.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce deuxième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,

3583

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-huit juillet 1914, constituant en corporation M.M. Louis Lafetière, hôtelier; Olivine Blais, autorisée de son mari; Louis Lafetière, jr., commis; J. Alph. Godin, marchand, et J. Albert Santoire, dentiste, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs, conformément aux prescriptions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage de chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasin de cigares et de cigarettes, tabacs, huîtres, salle à manger et aussi exercer le commerce de marchands, commerçants et importateurs, en gros et en détail.

Acquérir par achat comme un commerce en opération et exercer le commerce d'hôtel maintenant exercé dans la cité de Montréal, sous le nom de "Louis Lafetière, 1893-1895, rue Sainte-Catherine-Est", avec son installation, ses meubles, fonds de commerce, licence, clientèle et tous ses autres biens mobiliers en général et les payer en argent ou en obligations, ou en actions acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtiments servant ou destinés à leurs exploitations et leurs installations, meubles et autres biens en général et les payer en argent ou en obligations, ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir par bail ou autrement, et posséder toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer toutes ou aucune de ses propriétés mobilières ou immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement, et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou détenus par la compagnie, des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions, débetures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagés dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets non contraires aux lois et règlements de la vente des liqueurs enivrantes, sous le nom de "Lafetière Hôtel Limitée", avec un capital social de

into four hundred and eighty (480) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Saint Cuthbert.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this second day of July, 1914.

C. J. SIMARD,

3584

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty eight day of July, 1914, incorporating Messrs. Louis Lafetière, hotelkeeper; Olivine Blais, duly authorized by her husband; Louis Lafetière, jr., clerk; J. Alph. Godin, merchant, and J. Albert Santoire, dentist, of the city of Montreal, for the following purposes;

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants, in accordance with the provisions of the Quebec License Act, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigar, cigarette and tobacco stores, oysters and lunch counters, as well as the business of wholesale and retail merchants, dealers and importers;

To acquire by purchase; as a going concern, and to carry on the hotel and restaurant business now being carried on, in the city of Montreal, under the name of "Louis Lafetière, 1893-1895, Sainte-Catherine street East", with its equipment, furnishings, stock-in-trade, license, good will and all its other moveable assets generally and to pay for the same in cash or in bonds, or in paid up shares of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation, and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire by lease or otherwise, and to hold any immoveable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated, and to pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, dispose of, lease or otherwise deal with all or any of its moveable or immoveable property, and to borrow money upon security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any lands acquired or held by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertaking;

To buy, acquire and hold, and to sell, assign and transfer shares, debentures or other securities of any other company or corporation engaged in the business which the company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of this company;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above objects, subject to the laws and regulations concerning the sale of intoxicating liquors, under the name of "Lafetière Hôtel Limitée",

cinquante mille piastres (\$50,000.00), divisé en cinq cents (500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,

3589

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-huit juillet 1914, constituant en corporation MM. Ulric Leclair, hôtelier; Emmeline Marsolais, autorisée de son mari; Octave Lafleur, Alfred Bouchard et Alphonse Bouchard, hôteliers, dans la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs, conformément aux prescriptions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage de chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasin de cigares et de cigarettes, tabacs, huîtres, salle à manger et aussi exercer le commerce de marchands, commerçants et importateurs, en gros et en détail;

Acquérir par achat comme un commerce en opération et exercer le commerce d'hôtel maintenant exercé dans la cité de Montréal, sous le nom de "Strathcona Café, 507-509, Saint-Laurent et 2-4, Ontario est", avec son installation, ses meubles, fonds de commerce, licence, clientèle et tous ses autres biens mobiliers en général et les payer en argent ou en obligations, ou en actions acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leurs exploitations et leurs installations, meubles et autres biens en général et les payer en argent ou en obligations, ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir par bail ou autrement, et posséder toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer toutes ou aucune de ses propriétés mobilières ou immobilières, en disposer ou en faire le commerce ou autrement, et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou détenus par la compagnie, des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions, débetures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets non contraire aux lois et règlements de la vente des liqueurs enivrantes, sous le nom de "Strathcona Hotel Limited", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en

with a capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000.00), divided into five hundred (500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty eight day of July, 1914.

C. J. SIMARD,

3590

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty eighth day of July, 1914, incorporating Messrs. Ulric Leclair, hotelkeeper; Emmeline Marsolais, authorized by her husband; Octave Lafleur, Alfred Bouchard and Alphonse Bouchard, hotel-keepers, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants, in accordance with the provisions of the Quebec Licence Act, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe shining stands, barber shops, billiards and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigar, cigarette and tobacco stores, oysters and lunch counters, as well as the business of wholesale and retail merchants, dealers and importers;

To acquire by purchase, as a going concern, and to carry on the hotel and restaurant business now being carried on, in the city of Montreal, under the name of "Strathcona Café, 507-509, Saint Lawrence and 2-4, Ontario east streets", with its equipment, furnishings, stock-in-trade, license, good will and all its other moveable assets generally and to pay for the same in cash or in bonds, or in paid up shares of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation, and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire by lease or otherwise and to hold any immoveable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated, and to pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, dispose of, lease or otherwise deal with all or any of its moveable or immoveable property, and to borrow money upon security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any lands acquired or held by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertaking;

To buy, acquire and hold, and to sell, assign and transfer shares, debentures or other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of this company;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above objects, subject to the laws and regulations concerning the sale of intoxicating liquors, under the name of "Strathcona Hotel Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars

deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,
3591 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-quatre juillet 1914, constituant en corporation MM. Joseph Emile Amable Decelles, courtier, de Montréal; Précule Lepine, industriel; Vitalis Bouchard, prêtre-curé; Pierre Goyette, marchand, et Raoul Bertrand, industriel, de Brownsburg, comté d'Argenteuil, dans les buts suivants;

Manufacturer des meubles de toutes sortes, portes et chassis, moulures et autres ouvrages en bois, brut ou travaillé, dans toutes ses espèces ainsi que le droit général de manufacturer le bois sous toutes ses formes, et aussi manufacturer fer, acier, brique, ciment, granit et pierres et autres matériaux, conduire et faire les affaires de commerçant et entrepreneur pour les fins de construction, ou autres travaux en rapport avec aucune et toutes les classes de bâtisses et améliorations de toutes sortes de descriptions y compris la disposition des chemins, murs et en général toutes les classes de bâtisses;

Acheter, tenir, posséder, maintenir, travailler, développer, vendre, transporter, louer, hypothéquer, échanger, améliorer des immeubles et en faire le commerce ou en disposer autrement comme constructeurs;

Acquérir et faire toutes ou aucune partie des affaires ou propriété de toutes compagnies engagées dans des affaires semblables que cette compagnie est autorisée à conduire, aider financièrement ou autrement les constructeurs, locataires, et autres qui peuvent être disposés à construire sur ou améliorer tout terrain ou bâtisse dans laquelle la compagnie est intéressée;

Faire toutes les choses nécessaires, convenables, ou propres à l'accomplissement d'aucune des fins ou d'acquisition d'aucun des objets ou l'avancement d'aucun des pouvoirs ci-dessus mentionnés;

Faire et construire toute affaire, entreprise, transaction ou opération ordinaires faites ou entreprises par des capitalistes, promoteurs financiers, entrepreneurs, marchands, personnes et agents à commission, et dans le cours des affaires de la compagnie, tirer, accepter, endosser, acquérir et vendre tous ou aucuns des instruments et garanties négociables, transférables, y compris les débetures, obligations, billets et lettres de change;

Acquérir, établir, posséder et exploiter les moyens mécaniques et naturels pour produire de la force du gaz et de l'électricité et autres systèmes d'éclairage et les utiliser, vendre, arrenter et céder d'une manière quelconque, et construire des tunnels, pour être employés à la transmission de la force de la lumière, et de la chaleur et d'un édifice à un autre, pourvu toutefois qu'à la vente de distribution de force de gaz et d'électricité au-delà des terrains de la compagnie sera subordonnée aux règlements municipaux et locaux à ce sujet;

La dite compagnie exploitera l'électricité dans le comté d'Argenteuil, et aussi le droit d'acheter des limites à bois, ainsi que des pouvoirs d'eau que la compagnie jugera convenables, sous le nom de "Brownsburg Furniture Limited", avec un fonds social de quarante-neuf mille dollars

(\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty eight day of July, 1914.

C. J. SIMARD,
3592 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of July, 1914, incorporating Messrs. Joseph Emile Amable Decelles, broker, of Montreal; Precule Lepine, manufacturer; Vitalis Bouchard, priest, curé; Pierre Goyette, merchant, and Raoul Bertrand, manufacturer, of Brownsburg, county of Argenteuil, for the following purposes;

To manufacture furniture of every sort, doors and sashes, mouldings and other works in wood, in the raw state or manufactured of every kind and generally to manufacture wood under all forms, iron, steel, brick, cement, granite and other materials, to conduct and carry on the business of traders and contractors for the undertaking of constructions and other works in connection with any and all classes of buildings and improvements of every kind and description including the laying out of roads, streets, walls and generally all classes of buildings;

To purchase, hold, own, maintain, work, develop, sell, convey, lease, hypothecate, exchange, improve immoveables deal in and otherwise dispose of the same as builders;

To acquire and carry on the whole or any part of the business or property of any companies engaged in any business similar to that which this company is authorized to carry on to financially or otherwise aid the builders, lessees and others as may be disposed to build on or improve any land or buildings in which the company is interested;

To do all things necessary, convenient or suitable for the accomplishment of any of the purposes or the acquisition of any of the objects or promotion of any of the powers hereabove mentioned;

To carry on and undertake any business, undertakings, transactions or opérations ordinarily carried on or undertaken by capitalists, promoters, financiers, contractors, merchants, persons and commission agents and in the course of business of the company, to draw, accept, indorse, acquire and sell all or any negotiable and transferable instruments including debentures, bonds, notes and bills of exchange;

To acquire, establish, hold, exploit mechanical and natural processes for the generating of gas, electricity and other means of lighting and to utilize, sell, rent, and convey same in any manner whatsoever and to construct tunnels for the transmission of power, light and heat from one building to another provided that the sale or distribution of power, gas, electricity beyond the lands of the company be subject to local and municipal by-laws on that behalf;

The said company shall exploit electricity in the county of Argenteuil, and shall also have the power to purchase timber limits and any water powers which the company may deem convenient, under the name of Brownsburg Furniture Limited, with a capital stock of forty

(\$49,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt (980) actions de cinquante dollars (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Brownsburg, canton Chatham, comté d'Argenteuil.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,

3597

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-huit juillet, 1914, constituant en corporation MM. Ulric Leclair, hôtelier; Emelie Marsolais, autorisée de son mari, Octave Lafleur, Alfred Bouchard et Alphonse Bouchard, hôteliers, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs, conformément aux prescriptions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage de chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasin de cigares et de cigarettes, tabacs, huîtres, salle à manger et aussi exercer le commerce de marchands, commerçants et importateurs, en gros et en détail;

Acquérir par achat comme un commerce en opération et exercer le commerce d'hôtel maintenant exercé dans la cité de Montréal, sous le nom de "Oriental Hotel, 13, rue Sainte-Catherine-ouest et 305 Clarke", avec son installation, ses meubles, fonds de commerce, licence, clientèle et tous ses autres biens mobiliers en général et les payer en argent ou en obligations, ou en actions acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leurs exploitations et leurs installations, meubles et autres biens en général et les payer en argent ou en obligations, ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir par bail ou autrement, et posséder toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer toutes ou aucune de ses propriétés mobilières ou immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement, et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou détenus par la compagnie, des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions, débentures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets non contraires aux lois et règlements de la vente des liqueurs enivrantes, sous le nom de "Oriental

nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into nine hundred and eighty (980) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Brownsburg, township of Chatham, county of Argenteuil.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of July, 1914.

C. J. SIMARD,

3598

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty eighth day of July, 1914, incorporating Ulric Leclair, hotelkeeper, Emelie Marsolais, authorized by her husband, Octave Lafleur, Alfred Bouchard and Alphonse Bouchard, hotelkeepers, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants, in accordance with the provisions of the Quebec Licence Act, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigars, cigarettes and tobacco stores, oysters and lunch counters, as well as the business of wholesale and retail merchants, dealers and importers;

To acquire by purchase, as a going concern, and to carry on the hotel and restaurant business now being carried on, in the city of Montreal, under the name of "Oriental Hotel, 13, Sainte Catherine street west and 305, Clarke street", with its equipment, furnishings, stock-in-trade, license, good will and all its other moveable assets generally and to pay for the same in cash or in bonds, or in paid up shares of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation, and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire by lease or otherwise and to hold any immovable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated, and to pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, dispose of, lease or otherwise deal with all or any of its moveable or immovable property, and to borrow money upon security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any lands acquired or held by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertaking;

To buy, acquire and hold, and to sell, assign and transfer shares, debentures or other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on or doing any business capable of being conducted for the benefit of this company;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above objects, subject to the laws and regulations concerning the sale of intoxicating liquors, under

Hotel Limited", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,
3587 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf juillet 1914, constituant en corporation MM. Ulric Leclair, hôtelier, Emmeline Marsolais, autorisée de son mari, Octave Lafleur, Alfred Bouchard et Alphonse Bouchard, hôtelier, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs, conformément aux prescriptions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage de chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasin de cigares, et de cigarettes, tabacs, huîtres, salle à manger et aussi exercer le commerce de marchands, commerçants et importateurs, en gros et en détail;

Acquérir par achat comme un commerce en opération et exercer le commerce d'hôtel maintenant exercé dans la cité de Montréal, sous le nom de "Grand Central Hotel, 90 Windsor," avec son installation, ses meubles, fonds de commerce, licence, clientèle et tous ses autres biens mobiliers en général et les payer en argent ou en obligations, ou en actions acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leurs exploitations et leurs installations, meubles et autres biens en général et les payer en argent ou en obligations, ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir par bail ou autrement, et posséder toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer toutes ou aucune de ses propriétés mobilières ou immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou détenus par la compagnie des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions, débiteures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets non contraires aux lois et règlements de la vente

the name of "Oriental Hotel Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty-eighth day of July, 1914.

C. J. SIMARD,
3588 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of July, 1914, incorporating Messrs. Ulric Leclair, hotel-keeper, Emmeline Marsolais, authorized by her husband, Octave Lafleur, Alfred Bouchard and Alphonse Bouchard, hotel-keepers, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants, in accordance with the provisions of the Quebec License Act, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigars, cigarettes and tobacco stores, oysters and lunch counters, as well as the business of wholesale and retail merchants, dealers and importers;

To acquire by purchase, as a going concern, and to carry on the hotel and restaurant business now being carried on in the city of Montreal, under the name of "Grand Central Hotel, 90 Windsor street", with its equipment, furnishings, stock-in-trade, license, good will and all its other moveable assets generally and to pay for the same in cash or in bonds, or in paid up shares of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation, and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire by lease or otherwise, and to hold any immovable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated, and to pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, dispose of, lease or otherwise deal with all or any of its moveable or immovable property, and to borrow money upon security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any lands acquired or held by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertaking;

To buy, acquire and hold, and to sell, assign and transfer shares, debentures or other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of this company;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seem advantageous to be carrying into effect of any of the above objects, subject to the laws and regulations

des liqueurs enivrantes, sous le nom de "Grand Central Hotel Limited", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce vingt-neuvième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,
3593 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre juillet 1914, constituant en corporation MM. Joseph Masse, marchand de bois, de Saint-Appolinaire; Joseph Cyprien Achille Bédard, agent d'immeubles, de la cité de Québec; Joseph Drapeau, boucher; Daniel Loranger, marchand de bois; Lucien Lebrun, notaire, et Thomas Wilfrid Michaud, médecin, de Saint-Pacôme, dans les buts suivants;

Acacheter, arrenter ou autrement acquérir, soit comme placement ou pour revente, et détenir soit absolument comme propriétaire ou autrement et faire le commerce de terrains, maisons et autre propriétés d'une tenure quelconque et de tout intérêt en telles propriétés, et créer, vendre et céder les terrains à bail ou en franc-alleu, et généralement faire le commerce et troquer par vente, location, échange ou autrement des terrains ou maisons et toute autre propriété mobilière, faire les opérations générales d'une agence d'immeubles, y compris l'entreprise de recherches, évaluations, ventes, échanges, locations, subdivisions et choses semblables;

Développer et faire valoir tous terrains acquis par la compagnie ou dans lesquels elle est intéressée, et en particulier en les divisant et en les préparant pour des fins de construction ou autrement, de construire, altérer, démolir, décorer, entretenir, meubler, installer et améliorer des bâtiments et y faire des plantations, les paver, drainer, affermer, cultiver donner à bail ou contrat de construction et avancer des deniers et conclure des contrats et conventions de toutes sortes avec les constructeurs, entrepreneurs, locataires et autres;

Faire toutes ou chacune des opérations de constructeurs et entrepreneurs, agents de maisons, commerçants de pierre, sable, chaux, brique, bois de construction, ferronnerie et autres matériaux de construction, pour les fins de la compagnie;

Conclure des conventions ou ententes pour paver, macadamiser, réparer, niveler, nettoyer, ou arroser les rues ou grandes routes et pour construire, ouvrir et réparer des conduites, citernes, drains, égouts ou rues;

Acquérir par achat, bail ou autrement, ou se charger de la totalité ou d'une partie des affaires, propriété ou engagements de toute personne ou compagnie engagée dans une industrie que la compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de propriété jugée propre aux fins de la présente compagnie et les payer en totalité ou en partie en obligations, débetures, actions acquittées ou autres valeurs de la présente compagnie.

Acquérir par achat, bail ou autrement, ou prendre des actions, obligations, débetures ou autres valeurs de toute compagnie exerçant ou à la veille d'exercer ou de s'engager dans une entreprise que la présente compagnie est autorisée à exercer ou entreprendre, et les vendre, détenir, réémettre, avec ou sans garantie ou autrement en disposer;

concerning the sale of intoxicating liquors, under the name of "Grand Central Hotel Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty-ninth day of July, 1914.

C. J. SIMARD,
3594 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fourth day of July, 1914, incorporating Messrs. Joseph Masse, lumber merchant, of Saint Appolinaire; Joseph Cyprien Achille Bédard, real estate agent, of the city of Quebec; Joseph Drapeau, butcher; Daniel Loranger, lumber merchant; Lucien Lebrun, notary, and Thomas Wilfrid Michaud, physician, of Saint Pacôme, for the following purposes:

To purchase, lease or otherwise acquire, either for investment or re-sale, and to hold either absolutely as owner or otherwise, and to traffic in land, houses and other property of whatsoever tenure and any interest therein, and to create, sell and deal in freehold and leasehold ground rents, and generally to deal in, traffic by way of sale, lease, exchange or otherwise with land and houses and any other moveable property and to carry on the business of a real estate agency, including the undertaking of researches, valuations, sales, exchanges, leases, subdivisions and the like;

To develop and turn to account any land acquire by or in which the company is interested, and in particular by laying out and preparing the same for building purposes or otherwise, and by constructing, altering pulling down, decorating, maintaining, furnishing, fitting up, and improving buildings, and by planting, paving, draining, cultivating, letting on business lease or business agreement, and by advancing money to and entering into contracts and arrangements of all kinds with builders, contractors, tenants or others;

To carry on all or any of businesses of builders and contractors, house agents, dealers in stone, sand, lime, bricks, timber, hardware and other building requisites for the company's purposes;

To make and to enter into any agreement or covenant for paving, macadamising, repairing, grading, cleaning or watering streets or highways, and for the construction, opening and repairing of conduits, cisterns, drains or sewers;

To acquire by purchase, lease or otherwise, or take over the whole or part of the business, assets or liabilities of any person or company engaged in any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the present company and to pay for the same in whole or in part in bonds, debentures, paid up shares or other securities of the present company;

To acquire by purchase, lease or otherwise or take over the shares, bonds, debentures or other securities of any company carrying on or about to carry on or engage in any business which the present company is authorized to carry on or engage and to sell, hold, reissue with or without warranty or otherwise dispose of same;

Emettre et répartir des actions acquittées de la compagnie en plein paiement ou en paiement partiel de toute industrie, franchise, entreprise, propriété, droits, pouvoirs, privilèges, bail, licence ou contrat que la compagnie est autorisée à acquérir;

Vendre, arrenter ou autrement disposer de la propriété et entreprise de la compagnie, en tout ou en partie pour la compensation que la compagnie jugera bon, et en particulier pour des actions, débetures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie;

Conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec tout gouvernement ou autorité municipale ou locale, ou avec toute autre personne ou compagnies exerçant ou engagée ou se proposant d'exercer ou d'engager dans une industrie ou transaction que la présente compagnie est autorisée à entreprendre ou exercer, ou toute industrie ou transaction capable d'être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie et se porter garants des contrats, avec ou sans garanties, et faire des avances de fonds, ou autrement aider cette personne ou compagnie ou toute personne ou compagnie qui entreprendra de construire sur toute propriété dans laquelle la compagnie est intéressée, ou d'améliorer telle propriété et généralement à telles personnes ou compagnies et aux clauses et conditions que la compagnie jugera acceptables, et en particulier aux locataires, constructeurs et entrepreneurs;

Garantir le paiement de deniers obtenus par ou payables en vertu d'obligations, actions, hypothèques, charges, engagements ou autres valeurs de toute compagnie ou entreprise dont les objets sont semblables en tout ou en partie à ceux de la présente compagnie;

Conclure des conventions avec tout gouvernement ou autorité fédérale, provinciale, municipale, locale ou autres qui sembleront avantageuses pour atteindre les objets de la compagnie ou l'un de ces dits objets;

Placer les deniers disponibles de la compagnie en les valeurs et en la manière qui sera décidée de temps à autre;

Distribuer toute propriété de la compagnie en espèce entre ses actionnaires.

Faire toutes ou chacune des choses ci-dessus en qualité de principaux, agents, entrepreneurs ou fondés de pouvoirs.

Faire toutes les autres choses avantageuses à l'accomplissement des objets ci-dessus ou s'y rattachant, sous le nom de "Montmorency Land Company", avec un fonds social de quarante mille dollars (\$40,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,

3581

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-huit juillet 1914, constituant en corporation MM Thomas H. Vannalton, hôtelier; Anna St. Onge, autorisée de son mari; Anatole Lachapelle, avocat; J. T. Grimmard et H. H. Duchesne, financiers, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches

To issue and allot paid up shares of the company in full or part payment of any business, franchise, undertaking property, rights, powers, privileges, leases, licenses or contracts which this company is authorized to acquire;

To sell, lease or otherwise dispose of the whole or part of property and undertaking of the company for the consideration which the company may think fit and in particular for the shares, debentures, bonds or securities of any other company;

To enter into any arrangement for sharing profits, union of interest, co-operation, joint adventures, reciprocal concessions, or otherwise with any government, municipal or local authority, or with any person or company carrying or engaged in or about to carry on or engage in any business, or in any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company; and to guarantee the contracts of either with or without security, and to lend money to or otherwise assist any person or company, or any person or company undertaking to build or to improve any property in which the company is interested, and generally to such persons or companies and upon such terms and conditions as the company may think fit and in particular to lessees, builders and contractors;

To guarantee the payment of monies obtained by means of or payable in virtue of bonds, shares, hypothecs, liens, charges or other securities of any company or undertaking whose objects are wholly or partly similar to those of the present company;

To enter into any agreement with any government or authority, federal, provincial, municipal, local or otherwise which may seem advantageous for the attainment of the objects of the company or any of them;

To invest the funds of the company not immediately required in the manner which may be determined from time to time;

To distribute any property of the company in kind amongst the shareholders;

To do all or any of the above acts as principals, agents, contractors or trustees;

To do all such things as may seem advantageous for or incidental to the attainment of the above objects, under the name of Montmorency Land Company, with a capital stock of forty thousand dollars (\$40,000.00), divided into four hundred (400) shares of one hundred dollars (\$100.00) each

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Québec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of July, 1914.

C. J. SIMARD,

3582

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty-eight day of July, 1914, incorporating Messrs. Thomas H. Vannalton, hotelkeepers; Anna St. Onge, authorized by her husband; Anatole Lachapelle, advocate; J. T. Grimmard and H. H. Duchesne, financier, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches

le commerce d'hôteliers et de restaurateurs, conformément aux prescriptions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage de chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasin de cigares et de cigarettes, tabacs, huîtres, salle à manger et aussi exercer le commerce de marchands, commerçants et importateurs, en gros et en détail.

Acquérir par achat comme un commerce en opération et exercer le commerce d'hôtel maintenant exercé dans la cité de Montréal, sous le nom de "C. P. R. Exchange 2108 Ontario Est", avec son installation, ses meubles, fonds de commerce, licence, clientèle et tout ses autres biens mobiliers en général et les payer en argent ou en obligations, ou en actions acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leurs exploitations et leurs installations, meubles et autres biens en général et les payer en argent ou en obligations, ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir par bail ou autrement, et posséder toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer toutes ou aucune des propriétés mobilières ou immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement, et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou détenus par la compagnie, des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions, débentures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets non contraires aux lois et règlements de la vente des liqueurs enivrantes, sous le nom de "C. P. R. Exchange Limited", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20.000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,
3595 Sous-secrétaire de la province.

No 1160-08.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Québec, 1er août 1914.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant d'ériger en municipalité scolaire distincte tout le territoire compris dans les limites de la municipalité rurale de Saint-Gérard-de-Magella, dans le comté d'Yamaska, avec les mêmes limites qu'elle comporte, comme municipalité rurale, depuis 1907, limites parues dans

the business of keepers of hotels and restaurants, in accordance with the provisions of the Quebec License Act, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigars, cigarettes and tobacco stores, oysters and lunch counters, as well as the business of wholesale and retail merchants, dealers and importers;

To acquire by purchase, as a going concern, and to carry on the hotel and restaurant business now being carried on, in the city of Montreal, under the name of "C. P. R. Exchange Hotel, 2108 Ontario East street", with its equipment, furnishings, stock-in-trade, license, good will and all its other moveable assets generally and to pay for the same in cash or in bonds, or in paid up shares of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation, and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire by lease or otherwise and to hold any immoveable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated, and to pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, dispose of, lease or otherwise deal with all or any of its moveable or immoveable property, and to borrow money upon security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any lands acquired or held by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertaking;

To buy, acquire and hold, and to sell, assign and transfer shares, debentures or other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of this company;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above objects, subject to the laws and regulations concerning the sale of intoxicating liquors, under the name of "C. P. R. Exchange Hotel Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty eighth day of July, 1914.

C. J. SIMARD,
3596 Deputy Provincial Secretary.

No. 1160-08.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Quebec, 1st August, 1914.

The Superintendent gives notice that application is made to erect into a distinct school municipality the whole of the territory comprised within the limits of the rural municipality of Saint Gerard de Magella, in the county of Yamaska, with the same limits it occupies, as a rural municipality since 1907, limits published in the

la Gazette Officielle de Québec, du 2 mars 1907. La nouvelle municipalité scolaire sera détachée des municipalités scolaires de Saint-François, Saint-Pie-de-Guire, Saint-David et Saint-Michel, comté d'Yamaska. 3565

Quebec Official Gazette, of the 2nd March, 1907. The new school municipality shall be detached from the school municipalities of Saint Francois, Saint Pie de Guire, Saint David and Saint Michel, county of Yamaska. 3566

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du trente juin 1914, constituant en corporation MM. Frederick James Paul, marchand; Chester C. Barnard, gentilhomme; Hortense Olney Paul, veuve; George J. Hamilton, cultivateur, et William Nelson Paul, commerçant, de Danville, dans les buts suivants:

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of June, 1914, incorporating Messrs. Frederick James Paul, merchant; Chester C. Barnard, gentleman; Hortense Olney Paul, widow; George J. Hamilton, farmer, and William Nelson Paul, trader, of Danville, for the following purposes:

Manufacturer, acheter, vendre, louer, toutes sortes de bois de construction et autres bois et en faire le commerce autrement;

To manufacture, buy, sell, lease and otherwise trade in all kinds of lumber and wood;

Acheter, vendre, manufacturer, importer, exporter toutes sortes de marchandise et en faire le commerce;

To buy, sell, manufacture, import, export and deal in all kinds of merchandises;

Acheter, vendre, louer des immeubles, améliorés ou non, limités à bois et en faire le commerce comme patrons ou agents;

To buy, sell, lease and deal in real estate, improved or unimproved and timber limits as principals or agents;

Acquérir par achat ou affermer des mines et minéraux, les exploiter, vendre, affermer ou en disposer ainsi que de leurs produits;

To acquire by purchase or lease any mines and minerals, exploit the same, sell, lease or otherwise dispose of the same or their products;

Demander, acheter ou acquérir autrement et vendre, comme patrons ou agents, toutes patentes, brevets d'invention, marques de commerce, concessions, permits et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif d'utiliser toute invention ou procédé pouvant être utilisés pour les fins de la compagnie, sous le nom de "The Two Paul's Limited", avec un capital actions de dix mille dollars (\$10,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cinquante dollars (\$50.00) chacune.

To apply for, purchase or otherwise acquire and sell, as principals or agents, any patents, brevets d'invention, trade marks, concessions, licenses and the like, conferring the exclusive or non-exclusive right to use any invention or process which may seem capable of being used for the purposes of the company, under the name of "The Two Paul's Limited", with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into two hundred (200) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Danville, district de Saint-François.

The principal place of business of the corporation, will be in Danville, district of Saint Francis.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour de juin 1914.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of June, 1914.

C. J. SIMARD,

C. J. SIMARD,

3569

Sous-secrétaire de la province.

3570

Deputy Provincial Secretary.

PROVINCE DE QUEBEC.

PROVINCE OF QUEBEC

DEPARTEMENT DES TERRES ET FORETS

DEPARTMENT OF LANDS AND FOREST

Québec, 8 août 1914.

Quebec, 8th August, 1914.

Conformément aux articles 1623, 1624 et 1625 des S. R. P. Q., 1909, des permis de coupe de bois seront offerts à l'enchère, au bureau du ministre des Terres et Forêts, en cette ville, le 20 octobre 1914.

In conformity with articles 1623-1624 and 1625, of S. R. P. Q., 1909, permits to cut timber, will be offered at public auction, at the Department of Land and Forests, Quebec, on the 20th October, 1914.

Ottawa Supérieur

Upper Ottawa

Désignation des terres.	Superficie en mille carrés
Bassin de la rivière Ottawa:	
Canton Montanier, est.....	50
" Surimau, ouest.....	50
" Béraud, ouest.....	50
" Chabert, est.....	50
" Landanet, ouest.....	50
Bassin de la rivière Harricana:	
Canton Surimau, est.....	50
" Fournière.....	100
" Dubuisson, nord ouest.....	41
" Varsan.....	100
" Malartic.....	100
" Bourlamaque.....	75
" Senneville, est.....	50
" Sabourin, Nord.....	55

Designation of lands.	Area in Square Miles.
River Ottawa Basin:	
Township Montanier, east.....	50
" Surimau, west.....	50
" Berand, west.....	50
" Chabert, east.....	50
" Landanet, west.....	50
River Harricana Basin:	
Township Suriman, east.....	50
" Fournier.....	100
" Dubuisson, north west.....	41
" Varsan.....	100
" Malartic.....	100
" Bourlamaque.....	75
" Senneville, east.....	50
" Sabourin, north.....	55

Bassin de la rivière Bell:	
Canton Pascalis	100
" Louvicourt	95
" Marrias	60
" Tillemont	100
" Vauquelin	25

Ottawa Inférieur

Rawdon et Chertsey	16
--------------------------	----

Lac Saint-Jean Ouest

Rivière Petite-Péribonka	125
" Alex	137½
Rivières Péribonka et Serpent	769½

Lac Saint-Jean Est

Haut de la rivière aux Ecorces	141
Grande Rivière Pikauba	90
Rivières du Moulin et Cyriac No 1	21
" " " " No 2	38
Haut de la rivière Ha! Ha!	23
Anse Saint-Jean A	6 3/4
Anse Saint-Jean B	5 1/2
Canton Bourget No 2	20
" Simard No 2	10
" Harvey No 2	4
" Cimon No 2	1
" Sagard	20
" Falardeau No 61	9

Vallée de la Matapédia

Canton Causapsal	3½
" " No 2	9

Saint-Laurent de Matapédia

Rivière Assemetquagan	222
Petite rivière, Branche est, bloc A	13
Ruisseau Flat Lands No 2	3 3/4

Rimouski Ouest

Haut de la rivière Mistigougeche	45
--	----

Gaspé Ouest

Canton Taschereau	1½
" Cap Chat, rivière Sainte-Anne	2 2/3
" Tourelle, ruisseau Castor	1 1/3
" Duchesnay, ruisseau Arbour	2 1/4
" Duchesnay, rivière Marsouis A	5 1/2
" Christie, rivière Marsouis, B	4 1/2
" Christie, rivière à la Martre	3
" Christie, ruisseau Vallée	6

Bonaventure Ouest

Canton Carleton, rangs 3 à 7	10 1/3
Rivière Escuminac No 7	6

Lac Saint-Jean Ouest

Rivière Samagua	287½
" au Rat	902
" Mistassibi	1287½

Lac Saint-Jean Nord-Ouest

Rivière Ashuapmouchouan	526
Rivières Ashuapmouchouan et du Chef	2089

Conditions de l'enchère

Le permis sera adjugé au plus haut enchérisseur.

iver Bell Basin:	
Township Pascalis	100
" Louvicourt	95
" Marrias	60
" Tillemont	100
" Vauquelin	25

Lower Ottawa

Rawdon and Chersey	16
--------------------------	----

Lake St-John West

River Petite Péribonka	125
River Alex	137½
Rivers Peribonka and Serpent	769½

Lake St-John East

Upper River aux Ecorces	141
Grand River Pikauba	90
Rivers du Moulin and Cyriac No. 1	21
" " " " No. 2	38
Upper River Ha! Ha!	23
Anse St-Jean A	6 3/4
Anse St-Jean B	5 1/2
Townships Bourget, No. 2	20
" Simard, No. 2	10
" Harvey, No. 2	4
" Cimon, No. 2	1
" Falardeau, No. 61	9
" Sagard	20

Matapedia Valley

Township Causapsal	3½
" " No. 2	9

St-Laurent of Matapedia

River Assemetquagan	222
Little River, east branch	13
Flats Lands Brook, No. 2	3 3/4

Rimouski West

Upper River Mistigougeche	45
---------------------------------	----

Gaspé West.

Township Taschereau	1½
" Cap Chat, River Ste-Anne	2 2/3
" Tourelle, Beaver Brook	1 1/3
" Duchesnay Arbour Brook	2 1/4
" Duchesnay, Riv. Marsouins A	5 1/2
" Christie, Riv. Marsouins B	4 1/2
" Christie, Riv. à la Martre	3
" Christie, Vallee Brook	6

Bonaventure West

Township Carleton, ranges 3 to 7	10 1/3
River Escuminac, No. 7	6

Lake St-John West

River Samagua	287½
" Mistassibi	1287½
" au Rat	902

Lake St-John North West

River Ashuapmouchouan	526
Riv. Ashuapmouchouan and du Chef	2089

Conditions of the Auction

Permits will be adjudged to highest bidder. The price of adjudication is payable in three

La prime d'adjudication est payable en trois versements égaux : le premier comptant, les deuxième dans un an et le dernier dans deux ans, avec intérêt au taux de 6% par an.

La rente foncière pour 1914-1915 est payable comptant.

Le gouvernement se réserve le droit de disposer, dans le territoire sous permis, des terrains nécessaires à l'exploitation et au développement, soit directement ou par dérivation, des pouvoirs hydrauliques.

Les concessionnaires de permis, dans les bassins des rivières au Rat, Mistassibi et Ashuapmouchouan devront, dans un délai de trois ans, fabriquer dans la Province de Québec, de la pulpe ou du papier avec le bois provenant de leurs terrains respectifs, en proportion de 5 tonnes par jour par 100 milles carrés et à cette fin pourront affermer les pouvoirs hydrauliques de ces rivières aux conditions ordinaires.

Le permis de coupe sera sujet aux lois et règlements des bois présents et à venir compatibles avec les conditions spéciales ici imposées.

Pour tout autre renseignement s'adresser au Département des Terres et Forêts, à Québec.

1539 5 JULES ALLARD,
Ministre des Terres et Forêts.

ERRATUM

A la page 1376 de la *Gazette officielle*, du six juin 1914, ainsi qu'à la page 1444 de celle du treize, aux numéros 2475-76, dans le dernier paragraphe, après les mots: objets et pouvoirs indépendants, lisez en plus les pouvoirs suivants:

A chaque assemblée annuelle de la compagnie les actionnaires présents fixeront et établiront par résolution la valeur des actions du capital de la compagnie basée sur l'état de ses affaires alors devant eux; et au cas en aucun temps pendant l'année suivante aucune des actions du capital de la compagnie soient offertes en vente, ou aient été transférées par donation, héritage, mariage d'une actionnaire, ou d'aucune autre manière quelconque, alors les actionnaires de la compagnie et chacun d'eux, devront, pendant les deux mois suivants après telle vente, la compagnie étant notifiée de l'offre de vente ou transfert, avoir le privilège d'acquiescer telles actions pour être ainsi vendues ou transférées comme sus-dit, sur paiement ou offre du prix de telles actions basé sur leur valeur, tel qu'établi à la dernière assemblée annuelle. Le dit droit d'achat sera exercé comme suit:

Le secrétaire trésorier notifiera les actionnaires de la vente ou transfert proposé et le nombre et le genre d'actions par là affectées et tout actionnaire peut dans les trente jours après telle notification, peut s'adresser aux directeurs pour les dites actions ou aucune partie d'icelles. Les directeurs là-dessus répartiront les actions aux solliciteurs, mais le détenteur du plus grand nombre des actions aura droit à la répartition de préférence au détenteur d'un moindre nombre d'actions. Dans le cas où les actionnaires manqueraient de faire la demande pour les dites actions, le secrétaire-trésorier inscrira alors le nom du cessionnaire primitif dans les livres de la compagnie. 3579

equal instalments; the first cash, the second in twelve months and the last in two years, with interest at the rate of 6% per annum.

The ground rent for 1914-15, is payable in advance.

The Government reserves the right to dispose, in the territory under permit, of the lands required for the exploitation and development, directly or by diversion, of the water power.

The grantees of permits, in the Basins of rivers au Rat, Mistassibi and Ashuapmouchouan, shall, within a delay of three (3) years, manufacture in the Province of Quebec, with the timber taken from their respective lands, pulp or paper in the proportion of five (5) tons per day per 100 square miles, and to this end may acquire the water powers of these rivers on the usual conditions.

The permit to cut will be subject to the laws and regulations now in force, or to be enacted in future consistent with the special condition now imposed.

Further informations may be obtained from the Department of Lands and Forest, at Québec.

1540 JULES ALLARD,
Minister of Lands and Forests.

ERRATUM

On page 1376 of the *Official Gazette* of the sixth June, 1914, and on page 1444 of the said *Gazette* of the thirteenth day of June, 1914, numbers 2475-76, in the last paragraph of the english version, after the words: independent objects and powers, insert the following:

At each annual meeting of the company the shareholders present shall determine and establish by resolution the value of the shares in the stock of the company, based upon the statement of its affairs then before them; and in case at any time during the next ensuing year any shares in the stock of the company are offered for sale, or have become transmitted by request, inheritance, the marriage of a female shareholder, or in any other way whatsoever, then the shareholders of the said company, and each of them, shall, during the two months next after such sale, offer for sale or transmission has been notified to the company, have the privilege of acquiring such shares so to be sold, or so transmitted as aforesaid upon payment or tender of the price of such shares, calculated at the value thereof, as established at the ten last annual meeting. The said right of purchase shall be exercised as follows: The secretary-treasurer shall notify the shareholders of the proposed sale or transfer and the number and class of shares affected thereby and any shareholder may within thirty days thereafter apply to the directors for the said shares, or any part thereof. The Directors shall thereupon allot the shares to the applicants, but the holder of the greater number of shares shall be entitled to allotment before the holder of a less number of shares. Should the shareholders fail to apply for said shares, the secretary-treasurer will then enter the name of the original transferee in the books of the company. 3580

Avis de Faillites

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

In re Ovila C. Lafleur, Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné que le 4 août, 1914, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens du dit failli.

Toutes personnes ayant des réclamations contre le dit failli sont requises de les produire, dûment attestées sous serment, sous trente jours de cette date.

J. WILFRID MICHAUD,
HENRI DESROSIERS,
Curateurs conjoints.

Montréal, 4 août 1914. 3601

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

In re L. Bassock, Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné que le sus-dit failli a, ce jour, fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, et que j'ai été nommé gardien provisoire aux biens du dit failli.

J. W. MICHAUD,
Gardien provisoire.

Bureau de Michaud & Desrosiers,
Comptables et liquidateurs
55 rue Saint-François-Xavier,
Montréal.

Montréal, 3 août 1914. 3603

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

No 151.

In re C. C. Brandt, bijoutier, édifice Shaugnassy,
Montréal.

NOMINATION DE CURATEUR

Prenez avis que par jugement de la cour supérieure, j'ai été nommé curateur aux biens du sus-nommé.

Les réclamations assermentées doivent être déposées entre mes mains sous 30 jours de cette date.

C. A. SYLVESTRE,
Curateur.

97, rue Saint-Jacques, Montréal.
Montréal, 1er août 1914. 3631

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Québec.

No 2214.

Re Frank W. McKeen, manufacturier de chaussures, Québec, Insolvable.

Avis est par les présentes donné que le 3ème jour d'août 1914, le dit insolvable a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire, à Québec, suivant la loi.

LARUE & TRUDEL,
Gardiens-Provisoires.

Bureaux: Edifice "Dominion",
126, rue Saint-Pierre, Québec.
Québec, 8 août, 1914. 3625

Cour Supérieure.

Re A. Lespérance, épicier, Montréal, Failli.

Avis est par les présentes donné que par ordre de cette cour, nous avons été nommés, ce jour, curateurs conjoints aux biens du ci-dessus failli.

Bankrupt Notices

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re Ovila C. Lafleur, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 4th day of August, 1914, we were appointed joint curators to the estate of said insolvent.

All parties having claims against said insolvent are requested to file same duly attested under oath, within 30 days from this date.

J. WILFRID MICHAUD,
HENRI DESROSIERS,
Joint curators

Montreal, 4th August, 1914. 3602

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re L. Bassock, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that the above named insolvent has, this day, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors and that I have been appointed provisional guardian to the property of the afore said.

J. W. MICHAUD,
Provisional guardian.

Office of Michaud & Desrosiers,
Accountants & liquidators,
55 Saint François-Xavier street,
Montreal.

Montreal, 3rd August, 1914. 3604

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

No. 151.

In re C. C. Brandt, jeweller, Shaugnassy Building,
Montreal.

APPOINTMENT OF CURATOR

Please take notice that by judgment of the superior court, I was appointed curator to the above named insolvent.

Sworn claims must be filed before me within 30 days from date.

C. A. SYLVESTRE,
Curator.

97, Saint James street, Montreal.
Montreal, 1st August, 1914. 3632

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Québec.

No 2214.

Re Frank W. McKeen, shoe manufacturer, Québec, Insolvent.

Notice is hereby given that on 3rd August, 1914, the said insolvent has made a judicial assignment of his assets for the benefit of his creditors, at the office of the protonotaire, at Québec, according to law.

LARUE & TRUDEL,
Provisional Guardians.

Offices: "Dominion Building",
126, Saint Peter street, Québec.
Québec, 8th August, 1914. 3626

Superior Court.

Re A. Lespérance, grocer, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that by order of this court, we have been, this day, appointed joint-curators to the property of the above insolvent.

Les réclamations assermentées doivent être produites entre nos mains sous 30 jours de cette date.

PREVOST & BEDARD,
Curateurs conjoints.
107, rue Saint-Jacques, Montréal.
Montréal, 4 août 1914. 3637

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
In re "Quality Bedding Company", Faillie;
et

Alexandre Desmarteau, Curateur.
Avis est par les présentes donné, que par ordre de cette cour, j'ai été nommé, ce jour, curateur aux biens du susdit failli.

Les réclamations assermentées devront être produites à mon bureau dans les 30 jours, afin d'être colloquées sur la feuille de dividende.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.
No 60, rue Notre-Dame-est, Montréal.
Montréal, 5 août 1914. 3627

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Richelieu.
No 5653.

Dans l'affaire de J. Agenor Goulet, marchand,
de Saint-David, district de Richelieu,
Débiteur-Insolvable;

et
Elie Touchette, bourgeois, du même lieu,
Créancier requérant-cession.

Avis est par les présentes donné que le dit débiteur a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Sorel.

ELIE TOUCHETTE,
Gardien-provisoire.
Daté à Sorel, ce 30 juillet 1914. 3633

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Saint-Hyacinthe.
No. 120.

Clare, Bros & Co, Limited, Requéant;
vs

Ludger Boucher, commerçant, des cité et district de Saint-Hyacinthe, Cédant.

Avis est par le présent donné que le cédant a fait, ce jour, cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Saint-Hyacinthe.

LUSSIER & GUIMONT,
Avocats du requérant et du gardien provisoire.
Saint-Hyacinthe, 28 juillet 1914. 3621

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
In re A. Aysias Gourra, Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné que le susdit failli a, ce jour, fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers et que j'ai été nommé gardien provisoire de ses biens.

J. W. MICHAUD,
Gardien provisoire.
Bureau de Michaud & DesRosiers,
Comptables et Liquidateurs,
55, rue Saint-François-Xavier, Montréal.
Montréal, 1er août 1914. 3577

Sworn claims must be filed with us within 30 days from this date.

PREVOST & BEDARD,
Joint-Curators.
107, Saint James street, Montreal.
Montreal, 4th August, 1914. 3638

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
In re Quality Bedding Company, Insolvent;
and

Alexandre Desmarteau, Curator.
Notice is hereby given that by an order of this court, I was, this day, appointed curator to the property of the above insolvent.

The sworn claims must be filed at my office within 30 days so as to be collocated on the dividend sheet.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.
No. 60, Notre Dame east street, Montreal.
Montreal, 5th August, 1914. 3628

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Richelieu.
No. 5653.

In the matter of J. Agenor Goulet, merchant, of
Saint David, district of Richelieu,
Insolvent-Debtor.

and
Elie Touchette, gentleman, of the same place,
Creditor petitioner for assignment.

Notice is hereby given that the said debtor has, this day, made a judicial assignment of his assets for the benefit of his creditors at the office of the prothonotary of the superior court, at Sorel.

ELIE TOUCHETTE
Provisional-Guardian.
Dated at Sorel, 30th July, 1914. 3634

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Saint Hyacinthe.
No. 120.

Clare, Bros & Co, Limited, Petitioner;
vs

Ludger Boucher, of the city and district of Saint Hyacinthe, trader, Insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent has, this day, made a judicial assignment of his property, for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the superior court of the district of Saint Hyacinthe.

LUSSIER & GUIMONT,
Attorneys for the petitioner and provisional
guardian.
Saint Hyacinthe, 28th July, 1914. 3622

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
In re A. Aysias Gourra, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that the above named insolvent has, this day, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors and that I have been appointed provisional guardian to the property of the aforesaid.

J. W. MICHAUD,
Provisional guardian.
Office of Michaud & DesRosiers,
Accountants and Liquidators,
55, Saint François Xavier street, Montreal.
Montreal, 1st August, 1914. 3578

10 Aout 1914

10 Août 1914

1975

D'APRES L'ACTE DES LIQUIDATIONS.
Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Québec.
No 1855.

Re La Cie C. H. Lepage Ltée., Québec,
En liquidation.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de l'Honorable juge J. C. McCorkill, en date du 31 juillet 1914, un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire, qu'il sera sujet à objection d'hui au 24 août 1914, alors qu'il sera payable à nos bureaux.

LARUE & TRUDEL,
Liquidateurs.

Bureaux: Edifice "Dominion",
126 rue Saint-Pierre.
Québec, 8 août 1914. 3645

Province de Québec,
District de Saint-Hyacinthe.
In re Armand Brousseau, marchand, de Saint-Hyacinthe, Failli.

Avis est par le présent donné que ce trois août 1914, j'ai été nommé, par ordonnance de la cour, curateur aux biens du dit insolvable, et que les créanciers doivent produire leurs réclamations assermentées, entre mes mains, dans les trente jours de cette date.

RENE MORIN,
Curateur. 3651

Saint-Hyacinthe, 3 août 1914.

D'APRES L'ACTE DES LIQUIDATIONS.
Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Québec.
No 2169.

Re Imprimerie Jacques-Cartier Ltée., Québec,
En liquidation.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la cour, en date du 5 août 1914, les soussignés ont été nommés liquidateurs provisoires aux biens de la dite compagnie.

L'assemblée des créanciers, contributaires, actionnaires et membres de la dite compagnie sera tenue le 20 août 1914, à 10.30 a. m., au palais de justice, à Québec, afin de procéder à la nomination d'un liquidateur et d'un ou des inspecteurs aux biens de cette compagnie en liquidation.

LARUE & TRUDEL,
Liquidateurs provisoires.

Bureaux: Edifice "Dominion",
126 rue St-Pierre,
Québec.
Québec, 8 août 1914. 3647

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Gaspé.
Dans l'affaire de John M. Adams, Matapédia, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 30 juillet 1914, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession, sont requise de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau 44 et 46 rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu,
Québec.
Québec, 5 août 1914. 3653

UNDER THE WINDING UP ACT.
Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Quebec.
No. 1855.

Re The C. H. Lepage Co., Ltd., Quebec,
In liquidation.

Notice is hereby given that pursuant to a judgment rendered by honorable Justice J. C. McCorkill, dated July 31st, 1914, a first and final dividend sheet has been prepared in the above matter, that it will remain open to objection till August 24th, 1914, when it will be payable at our offices.

LARUE & TRUDEL,
Liquidators.

Offices: "Dominion" Building,
126 Saint Peter street.
Quebec, 8th August, 1914. 3646

Province of Quebec,
District of Saint-Hyacinthe.
In re Armand Brousseau, merchant, of Saint-Hyacinthe, Insolvent.

Notice is hereby given that on this 3rd day of August, by order of the court, I have been appointed curator to the estate of the above named insolvent and that all creditors must file their sworn claims with me within thirty days.

RENE MORIN,
Curator. 3652

Saint Hyacinthe, 3rd August, 1914.

UNDER THE WINDING-UP ACT.
Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Quebec.
No. 2169.

Re Imprimerie Jacques-Cartier Ltée., Quebec,
In liquidation.

Notice is hereby given that pursuant to a judgment from the court, issued on August 5th 1914, the undersigned have been appointed provisional liquidators to the said company.

A meeting of the creditors, contributaries, shareholders and members of the said company will be held on August 20th, 1914, at 10.30 a.m., the court house of Quebec, for the nomination of a liquidator and one or more inspectors to the assets of this company in liquidation.

LARUE & TRUDEL,
Provisional liquidators.

Offices: "Dominion" Building,
126 St-Peter street,
Québec.
Quebec, 8th August, 1914. 3648

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Gaspé.
In the matter of John M. Adams, Matapédia, Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated the 30th July, 1914, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate, are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office: 44 et 46 Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Building,
Québec.
Quebec, 5th August, 1914. 3654

Ordre de Cour

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Gaspé,
Comté de Bonaventure,
The Hon. Attorney General, Demandeur;

Thomas J. Mill, vs Défendeur;
et
George McKean, Opposant.

Le troisième jour d'août 1914.

Vu que l'insolvabilité du défendeur est alléguée, il est ordonné par le présent, aux créanciers du dit défendeur, par le protonotaire de cette cour, agissant en l'absence du juge, de produire leurs réclamations respectives assermentées, dans les quinze jours de la première insertion de cet avis.

3623 MAQUIRE & BLANCHET, P. S. C.

Licitation

Province de Québec,
District de Montréal,
No 1671.

Demoiselles Julia Martineau, Marie-Louise Martineau et Laura E. Martineau, des cité et district de Montréal, toutes trois filles majeures et usant de leurs droits, Demandereses;

vs
Ellen O'Bourke, des cité et district de Montréal, veuve de feu Ulric J. Martineau, junior, en son vivant du même endroit, Défenderesse.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure siégeant dans et pour le district de Montréal, rendu le vingt-neuvième jour de juin 1914, dans une cause dans laquelle les demandereses ci-dessus décrites sont demandereses, et la défenderesse ci-dessus décrite est défenderesse, ordonnant la licitation des immeubles décrits comme suit, savoir:

A. Un lot de terre faisant partie du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Antoine, en la cité de Montréal, sous le No 1,100, avec deux maisons en pierre de taille et dépendances, contenant quarante pieds et trois pouces de front, et trente-deux pieds de largeur à sa profondeur, sur quatre-vingt-un pieds de longueur dans une ligne longeant la rue Latour, et soixante et seize pieds de longueur dans l'autre ligne, mesure anglaise, plus ou moins, et sans garantie de mesure précise, tenant en front à la rue Ste-Geneviève, en la dite cité de Montréal, avec droit de passage dans une ruelle de huit pieds environ.

B. Un lot de terrain ou emplacement figurant aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, dans le comté d'Hochelaga,—aujourd'hui Montréal,—sous le No quarante-trois de la subdivision du lot portant le No originaire deux cent quarante-sept—sans bâtisses.

C. Un lot de terrain ou emplacement figurant aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, dans le comté d'Hochelaga,—aujourd'hui Montréal,—sous le

Order of the Court

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Gaspé,
County of Bonaventure.
The Hon. Attorney General, Plaintiff;

Thomas J. Mill, vs Defendant;
and
George McKean, Opposant.

The third day of August, 1914.

Seeing that the insolvency of the defendant is alleged it is hereby ordered by the prothonotary of this court, acting in the absence of the judge, that the creditors of the said defendant file their respective sworn claims within fifteen days from the first insertion of this notice.

3624 MAQUIRE & BLANCHET, P. S. C.

Licitation

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 1671.

Julia Martineau, Marie Louise Martineau and Laura E. Martineau, of the city and district of Montreal, all three spinsters of age and in the full exercise of their rights, Plaintiff's;

vs
Ellen O'Bourke, of the city and district of Montreal, widow of the late Ulric J. Martineau, junior, in his lifetime of the same place, Defendant.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the superior court, sitting in and for the district of Montreal, rendered on the twenty ninth day of June, 1914, in a cause wherein the above plaintiff's are plaintiff's, and the above defendant is defendant, ordering the licitation of the immoveables described as follows, to wit:

A. A lot of land forming part of the lot known and designated upon the official plan and book of reference of Saint Antoine ward, in the city of Montreal, under the No 1,100, with two houses, built of cut stone and dependencies, containing forty feet and three inches in front by thirty two feet in length, on the Latour street, side, and seventy six feet in length on the other side, english measure and more or less, without warranty as to exact measurements, the said lot fronting on Sainte Geneviève street, in the said city of Montreal, with a right of way in a lane of about eight feet in width.

B. A lot of land or emplacement known on the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, in the county of Hochelaga—now Montreal—under the No. forty-three of the subdivision of the lot primitive number two hundred and forty-seven—without buildings.

C. A lot of land or emplacement known on the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, in the county of Hochelaga—now Montreal—under the number forty-four

No quarante-quatre de la subdivision du lot portant le No originaire deux cent quarante-sept, sans bâtisse.

Les immeubles ci-dessus décrits seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le 14ème jour de septembre 1914, à dix heures et demie de l'avant-midi, cour tenante, dans la chambre 31 du palais de justice à Montréal, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite Cour, et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation, devra être déposé au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver, devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

LAMOTHE, ST-JACQUES & LAMOTHE,
Procureurs des demandereses.
Montréal, 1er avril 1914. 3575

of the subdivision of the lot primitive number two hundred and forty-seven—without buildings.

The above described immoveables will be put up at auction and adjudged to the last and highest bidder, on the FOURTEENTH day of SEPTEMBER, 1914, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, sitting the court, in room No. 31, at the court house of city Montreal; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and being the parties in default of filing such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

LAMOTHE, SAINT-JACQUES & LAMOTHE,
Attorneys for the Plaintiff's.
Montreal, 1st April, 1914. 3576

Ratification

Canada,
Province de Québec,
District de Montréal.
La Cité de Montréal,

Requérante en expropriation;
et

L'ouverture de la rue du Palais (Boulevard Saint-Joseph),

et

Dominica Dandovino, des cité et district de Montréal, Indemnitaire.

Avis est par le présent donné que conformément aux dispositixns de l'article 7581 et suivant des Statuts refondus de Québec, la requérante a déposé le vingt-quatrième jour de janvier 1914, au greffe de la cour supérieure, pour le district de Montréal: (A) Copie de la sentence arbitrale finale rendue le quatorzième jour de janvier 1914 par Georges W. Parent, Georges Beausoleil et F. X. Dupuis, arbitres nommés pour l'expropriation du terrain décrit comme suit:

No 347, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain—avec bâtisses en brique et bois sus-érigées; bornée au sud-ouest par la rue Saint-Hubert, le dit côté mesurant à peu près 22 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 325-398, le dit côté mesurant à peu près 75 pieds; au nord-est par le lot du cadastre No 325-412, le dit côté mesurant à peu près 22 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 325-396, le dit côté mesurant à peu près 75 pieds; contenant une superficie d'à peu près 1650 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant la totalité du lot du cadastre No 325-397 des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, le tout tel qu'indiqué au plan d'amélioration déposé au bureau de l'inspecteur de la cité et en la possession de Dominica Dandovino, comme propriétaire pendant les trois dernières années; (B) Reçu du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Montréal d'un dépôt fait le 9 mai 1914 de la somme de \$6185.92 et intérêts sur cette somme pour six mois à compter du 9 mai 1914, la dite somme de \$6185.92 étant la compensation

Ratification

Canada,
Province of Quebec,
District of Montreal.
The City of Montreal,

Petitioner in expropriation;
and

The opening of du Palais street (Saint Joseph Boulevard),

and

Dominica Dandovino, of the city and district of Montreal, Indemnitaire.

Notice is hereby given that according to the terms of article 7581 and following of the Revised Statutes of Quebec, your petitioner has deposited on the twenty fourth day of January, 1914, in the office of the prothonotary of the superior court for the district of Montreal: (A) Copy of the final award of the arbitrators rendered on the fourteenth day of January 1914, by Georges W. Parent, Georges Beausoleil and F. X. Dupuis, arbitrators duly appointed for the expropriation of the immoveable described as follows:

No. 347, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land—with brick and wood buildings thereon erected; bounded on the south western side by Saint Hubert street, said side measuring about 22 feet; on the north western side by lot cadastral No. 325-398, said side measuring about 75 feet; on the north eastern side by lot cadastral No. 325-412, said side measuring about 22 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 325-396, said side measuring about 75 feet, containing a superficial area of about 1650 square feet; the said piece of land being the whole of lot cadastral No. 325-397, of the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis, the whole in accordance with a plan of the improvement deposited in the city Surveyor's office and possessed by Dominica Dandovino as proprietor for the three years now last passed; (B) Receipt from the prothonotary of the superior court, for the district of Montreal, of date 9th of May, 1914, of a deposit of the sum of \$6185.92, with six months interest upon said sum, to be computed from the 9th of May,

accordée par les dits arbitres pour l'expropriation des dits terrains.

Et toutes personnes qui réclament des privilèges hypothèques ou autres charges sur les dits terrains ou parties de terrains tel que ci-dessus désigné, et l'affectant antérieurement à la promulgation de la dite sentence arbitrale, étant la dite sentence arbitrale le titre de la cité de Montréal, sont par les présentes notifiées qu'une demande en ratification de titre de la part de la cité de Montréal sera faite à la cour supérieure du district de Montréal, le dixième jour de septembre 1914 et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registraire est tenu par les dispositions du Code de procédure civile de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par les présentes requises de signifier leurs oppositions par écrit et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six jours de la présentation de la dite requête, à défaut de quoi elles seront forcloses pour toujours du droit de le faire.

J. B. A. TISON,
Député-protonotaire

Laurendeau, Archambault, Lavallée,
Damphousse, Jarry, Butler & St-Pierre,
Avocats de la requérante.
Montréal, 4 août 1914. 3599

1914; said sum of \$6185.92 being the indemnity awarded by said arbitrators for the said expropriated immovables;

And all persons who claim any privilege, hypothec or other incumbrances and said immovables or portion thereof as hereinabove described and incumbering same previous to the promulgation of said award of the arbitrators, said award being the only title of said city of Montreal, are hereby notified that application by said city of Montreal, will be made to the superior court for the district of Montreal, on the tenth day of September, 1914, for a judgment of confirmation of title, and that unless their claims are such as the registrar is bound by the provisions of the Code of Civil Procedure to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their oppositions in writing, and file same in the office of the said prothonotary within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

J. B. A. TISON,
Deputy-Prothonotary.

Laurendeau, Archambault, Lavallée,
Damphousse, Jarry, Butler & St. Pierre,
Attorneys for Petitioner.
Montreal, 4th August, 1914. 3600

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE OFFICIELLE.

Ceux qui envoient des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règles ci-dessous:

1. Adresser "Gazette Officielle", Québec.
2. Indiquer le nombre voulu d'insertions.

3. TRANSMETTRE INVARIABLEMENT LE PRIX DE L'ANNONCE AINSI QUE LE PRIX D'UN EXEMPLAIRE DE LA GAZETTE, TELS QUE DONNES PLUS BAS; SANS CELA L'ANNONCE NE SERA PAS PUBLIEE.

Les prix sont:
Première insertion, 10c par ligne (mesure agate)

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 40c par 100 mots.
Gazette Officielle, par exemp., 21c.
Slips ou épreuves, 65c par douzaine.

AUCUNE ANNONCE N'EST INSEREE POUR MOINS D'UNE PIASTRE.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils devront faire une remise en conséquence.

E. E. CINQ-MARS,
Imprimeur du Roi.

Hôtel du gouvernement.
Québec, 4 avril 1914.

3491

TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE.

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules:

1. Address "The Official Gazette", Quebec.
2. Indicate the number of insertions required.

3. INVARIABLY REMIT THE FEES FOR SUCH ADVERTISEMENTS, TOGETHER WITH THE PRICE OF THE GAZETTE, AS BELOW, OTHERWISE THEY WILL NOT BE INSERTED.

The rates are:
First insertion, 10 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Translation, 40 cents per 100 words.
Official Gazette, 21 cents per single number.
Slips, 65 cents per dozen.

NO ADVERTISEMENT IS INSERTED FOR A LESS CHARGE THAN ONE DOLLAR.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock, noon, on Thursdays, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$5 per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

E. E. CINQ-MARS,
King's Printer.

Government House.
Quebec, 4th April, 1914.

3492

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 32.

ACTIONS EN SEPARATION DE BIENS:—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dme Campeau vs Séguin.....	1942
“ Chartier vs Geoffrion.....	1944
“ Daoust vs Deslauriers.....	1941
“ Fisette vs Lemay.....	1942
“ Gorrel vs Chassagne.....	1943
“ Goyer vs Rabeau.....	1943
“ Larivière vs Brunet.....	1941
“ Marleau vs St-Jean.....	1944

ANNONCEURS:—Avis aux: 1978.

ASSOCIATION, ASSURANCE OU SOCIÉTÉ:—La Cie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme du comté de Châteauguay, 1929; La Nuova Italia Mutual Benefit Society, 1929.

AVIS:—Compton Cemetery Coy, 1960; Griffin Hill Cemetery Coy, 1942.

ERRATUM:—Page 1376, 6 juin 1914 et page 1444, Nos 2475-76, 1972.

EXAMEN:—Bureau des Examineurs des Mesureurs de Bois, P. Q., 1930.

FAILLIS:—INSOLVENTS:—

Adams.....	1974
Bassock.....	1973
Blue.....	1944
Boucher.....	1974
Brandt.....	1973
Brothers.....	1945
Brousseau.....	1975
Bshara Bros.....	1944
Goulet.....	1974
Gourra.....	1974

LETTRES PATENTES:—LETTERS PATENT:—

A. Galardo Ltée.....	1936
Brownburg Furniture Ltd.....	1964
Cahill McIntosh Ltd.....	1931
Châteauguay Boating Club.....	1940
Cie des Vins Canadiens de Saint-Cuthbert.....	1941
Cie Générale de productions artistiques Ltée.....	1939
C. P. R. Exchange Ltd.....	1968
Grand Central Hôtel Ltée.....	1966
La Cie de Construction de Nicolet Limitée.....	1900
La Cie des Sites Manufacturiers de Dorval Ltée.....	1930
La Cie Immobilière Canadienne Ltée.....	1935

LIQUIDATION:—Cie d'Assurance contre l'incendie de Rimouski, 1946.

NOMINATIONS:—

Commissaires d'écoles: MM. Edéas Beauvais Sainte-Brigide, Iberville, 1928; A. J. Millier et Arthur Landry, Côte Visitation, 1928; X. Proulx et Alfred Hardy, Saint-Romuald, Lévis, 1928; Jos. Dussault, et F. X. de Billy, Victoria, Arthabaska, 1928; Henri Hogue et Jos. C. Perrault, Saint-Jean-de-la-Croix, Montréal-Dorion, 1927; J.-B. Roy et Théodule Olivier, Beauharnois (ville), 1927.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 32.

ACTIONS EN SEPARATION DE BIENS:—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY —

Dme Migneron vs St-Jean.....	1941
“ Richard vs Levasseur.....	1944
“ Roiaeau dit Laliberté.....	1943
“ Rousseau vs Dancause.....	1943
“ Tessier vs Ethier.....	1943
“ Therriault vs Desrochers.....	1942
“ Tremblay vs Tremblay.....	1941
“ Villemure vs Villemure.....	1942

ADVERTISERS:—Notice to: 1978.

ASSOCIATION, INSURANCE OR SOCIETY:—La Cie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme du comté de Châteauguay, 1929; La Nuova Italia Mutual Benefit Society, 1929.

NOTICE:—Compton Cemetery Coy, 1960; Griffin Hill Cemetery Coy, 1942.

ERRATUM:—Page 1376, 6th June, 1914 and page 1444, Nos. 2475-76, 1972.

EXAMINATION:—Board of Examiners of Cullers, P. Q., 1930.

FAILLIS:—INSOLVENTS:—

Imprimerie Jacques-Cartier.....	1975
La Cie C. H. Lepage, Ltée.....	1975
Lafleur.....	1973
Lafontaine & Frère.....	1945
Lespérance.....	1973
McKeen.....	1973
Quality Bedding Coy.....	1974
Thompson & Mizener.....	1945
Yared.....	1945

LETTRES PATENTES:—LETTERS PATENT:—

Lafetière Hôtel Ltée.....	1962
Le Magasin des Mutualistes Ltée.....	1960
Montmorency Land Coy.....	1967
Olympic Club Ltd.....	1934
Oriental Hotel Ltd.....	1965
Regal Soda Water Coy Ltd.....	1932
Strathcona Hotel Ltd.....	1963
The Montcalm Electric Light & Manufacturing Coy Ltd.....	1937
The Mount Royal Fox & Fur Coy, Ltd.....	1932
The Two Paul's Ltd.....	1960

LIQUIDATION:—Cie d'Assurance contre l'incendie de Rimouski, 1946.

APPOINTMENTS:—

School Commissioners:—Messrs. Edéas Beauvais, Sainte-Brigide, Iberville, 1926; A.-J. Millier et Arthur Landry, Côte Visitation, 1928; X. Proulx et Alfred Hardy, Saint-Romuald, Lévis, 1928; Jos. Dussault et F. X. de Billy, Victoria, Arthabaska, 1938; Henri Hogue et Jos. C. Perrault, Saint-Jean-de-la-Croix, Montréal-Dorion, 1927; J.-B. Roy and Théodule Olivier, Beauharnois (town), 1927.

Conseillers Municipaux:—Village de Sainte-Scholastique, comté des Deux-Montagnes, 1900.	Municipal-Councillors:—Village of Sainte Scholastique, county of Two Mountains, 1900.
Médecins-experts:—M. G. Wilfrid Dérôme, district de Montréal, 1960; M. Donald D. Mac-Taggart, district de Montréal, 1960.	Medical-expert:—Mr. G. Wilfrid Dérôme, district of Montreal, 1960; Mr. Donald D. MacTaggart, district of Montreal, 1960.
MUNICIPALITES SCOLAIRES:—Sainte-Gérard de Magella, comté d'Yamaska, 1900.	SCHOOL MUNICIPALITIES:—Saint Gérard de Magella, county of Yamaska, 1900.
ORDRE DE COUR:—The Hon. Attorney General vs Mill, 1976.	ORDER OF COURT:—The Hon. Attorney General vs Mill, 1976.
PROCLAMATION:—Convocation des Chambres, 1928.	PROCLAMATION:—Parliament convoked, 1928.
RATIFICATION:—La Cité de Montréal vs Dandevino, 1977; La ville de la Pointe-aux-Trembles vs Dme Allard, 1950.	RATIFICATION:—The City of Montreal vs Dandevino, 1977; The town of Pointe-aux-Trembles vs Dme Allard, 1950.
REQUETE:—Charette (Dme) vs Cyr, 1949.	PETITION:—Charette (Dme) vs Cyr, 1949.
VENTES DE LIMITES:—Département des Terres et Forêts, 1970.	LIMITS SALE:—Department of Lands and Forests, 1970.
VENTE PAR ENCAN:—La Cie de Pulpe d'Almas, 1946.	AUCTION SALE:—La Cie de Pulpe d'Almas, 1946.
VENTES PAR LICITATION:—Dlles Martineau vs Dme O'Rourke, 1976; Dme Landry vs Aumond <i>et al</i> , 1948.	SALES BY LICITATION:—Dlles Martineau vs Dme O'Rourke, 1906; Dme Landry vs Aumond <i>et al</i> , 1948.
VENTES POUR TAXES MUNICIPALES:—Ville de Drummondville, 1951.	SALES FOR MUNICIPAL TAXES:—Town of Drummondville, 1951.
VENTES PAR LE SHERIF:—	SHERIFF'S SALES:—
ARTHABASKA:—Nolin vs Levesque, 1952.	ARTHABASKA:—Nolin vs Levesque, 1952.
BEAUCE:—Roy (Dlle) vs Roy, 1952.	BEAUCE:—Roy (Dlle) vs Roy, 1952.
CHICOUTIMI:—Belley vs La Cie de Téléphone Saguenay, 1953; Boily vs Boudreault, 1953.	CHICOUTIMI:—Belley vs La Cie de Téléphone Saguenay, 1953; Boily vs Boudreault, 1953.
IBERVILLE:—Sabourin <i>ès-qual.</i> vs Bédard, 1953.	IBERVILLE:—Sabourin <i>ès-qual.</i> vs Bédard, 1953.
MONTREAL:—Lefebvre (Dme) vs Comte, 1954; Paterson <i>et al</i> <i>ès-qual.</i> vs Dme Dieppeo <i>et uxor</i> , 1954.	MONTREAL:—Lefebvre (Dme) vs Comte, 1954; Paterson <i>et al</i> <i>ès-qual.</i> vs Dme Dieppeo <i>et uxor</i> , 1954.
OTTAWA:—La Banque Nationale vs Dme Wilson <i>et al</i> , 1955; Perrier (Dme) <i>et vir</i> vs Demers, 1955.	OTTAWA:—La Banque Nationale vs Dme Wilson <i>et al</i> , 1955; Perrier (Dme) <i>et vir</i> vs Demers, 1955.
QUEBEC:—Blouin vs Hallé, 1956; La Cité de Québec vs Dussault, 1956.	QUEBEC:—Blouin vs Hallé, 1956; The city of Québec vs Dussault, 1956.
SAINT-FRANCOIS:—Gosselin vs Bergeron, 1957; Morin vs Laberge, 1956.	SAINT FRANCIS:—Gosselin vs Bergeron, 1957; Morin vs Laberge, 1956.
SAINT-HYACINTHE:—Cadieux vs Lafrance, 1958.	SAINT HYACINTH:—Cadieux vs Lafrance, 1958.
TERREBONNE:—Beaulne <i>et al</i> <i>ès-qual</i> vs Côté, 1958.	TERREBONNE:—Beaulne <i>et al</i> <i>ès-qual</i> vs Côté, 1958.
TROIS-RIVIERES:—Julien & Cie vs Marchand, 1959; La Cie Théâtrale des Trois-Rivières, en liquidation, 1959.	THREE RIVERS:—Julien & Cie vs Marchand, 1959; La Cie Théâtrale des Trois-Rivières, in liquidation, 1959.